

Le Monde

idées

L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE

L'élection présidentielle de 1981 ne pourrait-elle être l'occasion de réexaminer nos institutions et nos mœurs politiques ? C'est l'avis de Bertrand Fessard de Foucault, qui souhaite plusieurs réformes visant à y introduire un peu plus de morale et de sincérité. François Fonville-Alquier estime que le système d'avant 1958, qui privilégiait le rôle des partis dans la désignation des candidats, avait du bon. Pour François Bois, au contraire, la « partiocratie » encore triomphante entrave les candidatures individuelles et celles des jeunes. Quant à Claude Legoux, il se penche sur le cas de François Mitterrand, ce « malchanceux » qui n'en a pas moins « bien mérité de la patrie ».

Les dés sont pipés

par BERTRAND FESSARD DE FOUCAULT

La campagne présidentielle ne doit pas seulement préparer un choix politique primordial pour sept ans ; elle doit aussi être le temps d'un réapprentissage, même éphémère, de la morale publique. De la sincérité.

L'égalité des chances des candidats passe par des mesures précises et pratiques. Sans être exhaustif, il faudrait garantir :

- L'accès à l'information sur la situation de la France ;
- La clarté des financements dont chacun dispose ;
- L'égalité des moyens autres que financiers.

L'accès à l'information serait égal si la possibilité était faite — ou l'obligation de conscience imposée — aux directeurs de ministères, quand le président sortant leur demande des notes de synthèse pour sa campagne, d'en communiquer copie immédiatement à chacun des autres candidats. Réciproquement, chacun des candidats officiellement reconnus aurait droit à l'ouverture des dossiers de l'administration quand ceux-ci ne mettent pas en cause, au civil ou au pénal, des personnes et permettent de préciser les choix.

La clarté des financements passe par la publication — sans doute à la diligence du Conseil constitutionnel — des fonds dont disposent les candidats, par grandes masses et principaux donateurs. Le public jugerait ainsi des colosses et des nains, et les trop nantis pâtiraient peut-être un peu de leur excès de richesses.

L'égalité des moyens autres que financiers tient autant à la diffusion des informations qu'aux équipes entourant les candidats. Le septen-

nat actuel coïncide avec une domestication sans précédent des circuits et des hommes d'information. Le Conseil constitutionnel, durant la campagne, devrait contrôler non seulement les émissions électorales proprement dites, mais l'ensemble des émissions dont le contenu politique est souvent déguisé : remontrances et observations seraient publiées, au jour le jour.

Quant aux équipes des candidats, pour autant qu'elles comprennent des agents de l'Etat, ceux-ci, qu'ils travaillent pour un opposant ou pour le président sortant, devraient bénéficier d'une parfaite égalité de traitement administratif : ne pas avoir à demander de congé spécial, donc sans solde (ou alors, que les chargés de mission de l'Elysée en fassent autant), et, pour ceux qui auront misé sur le cheval perdant, ne pas s'en trouver pénalisés dans la suite de leur carrière.

Une campagne présidentielle ne ressemble nullement à celle qui précède un référendum. Il est légitime dans ce dernier cas que le chef de l'Etat en place, souhaitant confirmation de son mandat sur un point précis, bénéficie d'une rente de situation. L'élection, au contraire, remet son titre en question. Le président sortant ne doit avoir de prééminence sur les autres candidats que du fait de sa gestion, des succès de celle-ci, de son prestige propre, non pas du fait de ses fonctions, venues précisément à expiration. Le temps de la campagne, il n'a pas plus de droit qu'un autre sur l'Etat.

Les mesures précédentes pourraient s'accompagner d'une révision constitutionnelle — les précédents de 1969 et de 1974 inspirant le nouveau droit — suivant laquelle le président du Sénat assurerait l'inté-

Le chant du cygne de François Mitterrand

par CLAUDE LEGOUX (*)

À l'indemnité du nouveau secrétaire du parti socialiste — un amateur extrêmement doué, mais un amateur tout de même — Valéry Giscard d'Estaing, dès le début de sa carrière, s'est révélé un remarquable professionnel. Et un professionnel ne juge jamais qu'un avantage est superflu. Il ne néglige aucun détail. Il ne cesse pas un instant de penser à l'obstacle à franchir, au but à atteindre. François Mitterrand a certainement un goût aigu pour la politique, qui l'amuse et l'intéresse. Il n'en a pas, comme Valéry Giscard d'Estaing, la passion.

Il y a quelque chose de pathétique dans le destin de François Mitterrand. Que lui a-t-il manqué pour réussir ? Quelle Fée Carabosse a glissé son cadéu empoisonné parmi la multitude de dons qu'il reçut à profusion ? C'est peut-être son amateurisme fondamental. Ou cette malchance dont Talleyrand disait qu'elle est inhérente à la politique.

Sa première malchance, ou sa première fausse manœuvre, ce fut l'antipathie qu'il inspira dès l'abord au général de Gaulle, et qui lui interdit toute possibilité de faire carrière dans les rangs du gaullisme. Le général, qui possédait toutes les qualités du chef, en avait aussi tous les défauts, dont le moindre n'était pas de ne supporter autour de lui que des serviteurs dociles, sur lesquels il pouvait compter inconditionnellement. Et comme il s'y connaissait en hommes, il subordonnait de très loin ceux qui n'entraient pas tout à fait dans cette catégorie, bien qu'il lui arrivât, parfois, de se tromper.

Le président, lui, tout assuré qu'il soit de sa victoire, n'a pas de ces diététismes. Tout lui est bon pour engranger encore quelques voix supplémentaires, ici ou là. Fut-il assuré de 80 % des suffrages, qu'il essaierait encore d'améliorer son score. Car si François Mitterrand a toujours

été, au fond, un amateur en politique — un amateur extrêmement doué, mais un amateur tout de même — Valéry Giscard d'Estaing, dès le début de sa carrière, s'est révélé un remarquable professionnel. Et un professionnel ne juge jamais qu'un avantage est superflu. Il ne néglige aucun détail. Il ne cesse pas un instant de penser à l'obstacle à franchir, au but à atteindre. François Mitterrand a certainement un goût aigu pour la politique, qui l'amuse et l'intéresse. Il n'en a pas, comme Valéry Giscard d'Estaing, la passion.

Il y a quelque chose de pathétique dans le destin de François Mitterrand. Que lui a-t-il manqué pour réussir ? Quelle Fée Carabosse a glissé son cadéu empoisonné parmi la multitude de dons qu'il reçut à profusion ? C'est peut-être son amateurisme fondamental. Ou cette malchance dont Talleyrand disait qu'elle est inhérente à la politique.

Sa première malchance, ou sa première fausse manœuvre, ce fut l'antipathie qu'il inspira dès l'abord au général de Gaulle, et qui lui interdit toute possibilité de faire carrière dans les rangs du gaullisme. Le général, qui possédait toutes les qualités du chef, en avait aussi tous les défauts, dont le moindre n'était pas de ne supporter autour de lui que des serviteurs dociles, sur lesquels il pouvait compter inconditionnellement. Et comme il s'y connaissait en hommes, il subordonnait de très loin ceux qui n'entraient pas tout à fait dans cette catégorie, bien qu'il lui arrivât, parfois, de se tromper.

labie qu'un autre. Même un peu plus. Mais les rois, de tout temps, ont détesté les héritiers présomptifs. Et puis Rocard, à ses yeux, c'est celui qui ramènera le parti socialiste, un peu plus tôt, un peu plus tard, dans le giron de la majorité, reniant ainsi vingt ans de combats.

A cause du parti communiste, qui stérilise 20 % des voix. Il ne peut y avoir en France un grand parti social-démocrate apte à prendre le pouvoir. L'actuel président, sauf accident, sera réélu pour sept ans l'année prochaine. A l'issue de ce second septennat, il sera encore relativement jeune. Plus jeune que François Mitterrand aujourd'hui. Rien ne l'empêchera donc de briguer une troisième fois la magistrature suprême, et une quatrième fois. C'est une triste perspective pour les socialistes, qui se sentent une vocation à gouverner. Il y a fort à parier que nombre d'entre eux, faute d'avoir pu le renverser, offriront leur appui au président, dont le grand projet parlementaire se réalisera enfin : les irréductibles du gaullisme dans l'opposition à droite, les communistes et les irréductibles du socialisme dans l'opposition à gauche, et un vaste rassemblement centriste, allant des gaullistes ralliés aux socialistes ralliés, en passant par toutes les nuances intermédiaires. Les clivages, les débats d'idées, les affrontements de tempéraments, se dérouleront à l'intérieur de la majorité, que le président arbitre souverainement. Peu importe, dans cette perspective, que Michel Rocard, à qui est réservé le rôle de promoteur et d'organisateur du ralliement socialiste, ait été ou n'ait pas été candidat contre le président.

Être ou ne pas être... candidat

par FRANÇOIS FONVILLE-ALQUIER (*)

C'EST EN devenant exaspérant ! Il est impossible à un journaliste de rencontrer un des huit ou dix chefs de file du monde politique sans que le dialogue s'achève inévitablement sur un même refrain : « Serez-vous candidat en 1981 ? » On pourrait imaginer, à la place, une foule d'autres questions, apparemment plus importantes. Par exemple : « Quelle politique envisagez-vous pour porter remède au chômage, autre que les thèses de la satisfaction de soi ou le pré-chômage moralisateur ? » Eh bien, non ! Serait-ce, de la part du journaliste qui interroge, un manque d'imagination ? Cherche-t-il à aller ainsi à la rencontre des préoccupations supposées du grand public ? Ou bien est-ce, de sa part, une lâche complaisance envers les mœurs actuelles de l'Etat-spectacle, du vedettariat politique ?

En fait, tout nous ramène à l'absurdité des institutions qui nous régissent depuis 1958. Dès lors que l'Elysée monopolise la totalité des pouvoirs, on constate un déséquilibre de l'Etat, et sont exaspérés ceux qui voient dans l'élection présidentielle l'essence de la vie politique. Préparer ce scrutin décisif, c'est préparer soigneusement, monnaie, du même coup, des énergies qui trouveraient ailleurs un meilleur emploi.

les Constitutions de 1875 et de 1946. La désignation du président par un Parlement doté de pouvoirs réels était-elle moins démocratique que l'actuelle fausse démocratie, où tous les coups bas sont permis, ou que la mise en place d'un pouvoir quasi monarchique, auquel la toute-puissance n'a cependant pas assuré plus d'efficacité ?

(*) Journaliste et écrivain.

POUR LES « HURLUBERLUS »

par FRANCIS BOIS (*)

DEJA on recense une quinzaine de candidats à la présidence de la République. Et l'on ne compte pas ceux que l'on appelle « principaux », car investis par leurs partis respectifs. Si les maîtres se montrent compréhensifs, des dizaines d'hommes et de femmes rivaliseront peut-être pour la conquête de la plus haute fonction.

C'est alors que certains médias défilent tous leurs efforts pour privilégier quatre ou cinq candidats et écraser les autres de leur mépris. Tel professeur d'université est habituellement très assis ; se présente-t-il aux élections présidentielles ? Malgré ses amples références, il devient un « hurluberlu ». La partiocratie a encore de beaux jours devant elle.

Tandis que des journaux se plaisent à rire des candidatures « fantaisistes », des hommes politiques utilisent ces moyens déloyaux pour tenter d'éliminer ces adversaires dangereux. Il y a quelques semaines, on a vu Jacques Chirac écarter la candidature de Michel Rocard par un argument que l'on doit méditer : « On ne passe pas directement de la mairie de Conflans-Sainte-Honorine à la présidence de la République. » Autrement dit, pour être élu, ou y prétendre, il faut un passé nourri d'actions d'écrit, de responsabilités importantes, de paroles décisives. C'est-à-dire que l'on doit posséder une « dimension politique ».

Cette notion fait tout de même problème. Elle implique des qualités, mais l'âge est un atout considérable. Un homme politique âgé a eu naturellement beaucoup plus d'occasions que ses cadets de les révéler. Peut-on considérer la chance d'être né plus tôt et d'avoir vécu peut-être des événements plus importants ? Certes, on peut admettre

que les actions passées constituent une sorte de garantie, mais celle-ci est annulée par les inconvénients de l'âge lui-même : un président n'est pas élu pour ce qu'il est, mais pour ce qu'il a des chances de devenir dans les sept années qui suivent. Exactement comme un employeur pourvoyant un poste essaie de prévoir le devenir des candidats qui se présentent. Et une nation n'a pas intérêt à élire un candidat dont l'espérance de vie est courte ou dont la santé physique et psychique risque par trop de se délabrer. Plusieurs grands pays ont souffert de l'incapacité grandissante de certains de leurs dirigeants (les Etats-Unis avec Roosevelt à Yale, l'Espagne de Franco, la Chine de Mao, l'U.R.S.S. aujourd'hui). La France ne doit pas tomber dans cette ornière.

En fait la dimension politique semble aujourd'hui une « nécessité » proprement française. Jimmy Carter avait-il une dimension quelconque avant d'être élu à la Maison Blanche ? Il est vrai qu'elle ne s'est guère accrue depuis... Margaret Thatcher possédait-elle une dimension politique ? On dira que, dans ces pays, les modèles électorales sont différentes. Cela ne change rien aux responsabilités de leurs dirigeants.

La France doit se débarrasser de cette contrainte morale inventée par les politiciens, en place et ceux qui le sont. Par là même, elle se débarrassera de ceux qui, non investis par un parti et sans originalité propre, mais tablant sur la dimension que leur confèrent leur rôle politique passé et la complaisance des médias a leur égard, ont l'orgueil et la prétention de briguer la fonction suprême.

(*) Docteur en sociologie.

Un troisième mandat en 1988 ?

Le président, lui, a eu la chance de n'avoir en que quatorze ans en 1940. Il a donc pu n'avoir été ni résistant, ni collaborateur, ni pétainiste, ni gaulliste, sans être soupçonné d'opportuniste. Ce double jeu d'opportuniste. Hier, de droit divin d'un chef électoral, il n'a pas eu à hésiter sur le choix d'un réseau idéologique, alors que François Mitterrand, entre la droite et la gauche, a balancé longtemps. Non par manque de franchise et de décision, mais parce que, né à droite et marié à gauche, ni la droite, ni la gauche ne l'ont vraiment passionné ni séduit. La petite formation, à la fois marginale et centrée, qu'il animait en dialecte avec le gaullisme inconditionnel René Fleyen, en dépit de son sigle où se mêlaient socialisme et résistance, était loin de rassembler tous ceux qui prétendaient se réclamer de ces deux caillottes. Ces élus et militants de l'U.D.S.R. (1), c'étaient un peu les radicaux de gauche de la IV^e République.

Les anti-gaullistes inconditionnels racontent à qui veut les entendre que le général ne s'est jamais engagé pour Londres lorsqu'il eut constaté que le maréchal l'avait exclu de la liste de ses ministres. De même, M. François Mitterrand, après le 13 mai, se serait porté à la tête de ceux qui refusaient la V^e République faite d'être admis à se rallier au gaullisme, comme tant d'autres bricard de la IV^e. M. Valéry Giscard d'Estaing, pendant ce temps, devenait tout naturellement, d'opposant modéré à l'ancien régime, un partisan modéré du nouveau.

L'attentat simulé de l'Observatoire fut la dernière occasion pour M. François Mitterrand de se rapprocher du gaullisme en se posant en victime de ceux qui commençaient à contester la politique algérienne du général. L'affaire a très mal tourné, si mal que d'anciens prometteurs qu'elle sonnaient le glas de la carrière politique de son protagoniste, c'étaient encore bien là un travail d'amateur. On a beaucoup admiré depuis ce que l'on appelle sa remontrance spectaculaire. C'est vite oublié qu'il a dû surtout aux communistes, qui, justement à cause de son handicap, l'acceptaient, lui seul, comme leader de la gauche, pensant qu'ils le manœuvreraient à leur gré. Son très honorable échec devant le général lui permit alors de se poser, quasi institutionnellement, en chef de l'opposition de Sa Majesté, ce dont les communistes furent très vite agacés.

Mal 68 fut pour lui l'occasion de commettre une autre grande erreur. Observant le retrait prudent des communistes vis-à-vis

d'un mouvement auquel ils ne crurent pas un instant, il s'imagina qu'il allait enfin pouvoir les tourner sur leur gauche et du même coup se libérer de leur tutelle. Comment a-t-il pu se persuader que le général de Gaulle allait se retirer sans combat ? Comment a-t-il pu confondre un monôme prolongé avec une révolution ? Il y a chez lui, probablement, une tendance à s'illusionner sur ses propres forces et à mésestimer la force de ses adversaires. Il est peut-être trop intelligent et cela nuit à son bon sens. Il n'a pas la froideur et la maîtrise de son Valéry Giscard d'Estaing. Il a trop de nerfs.

M. François Mitterrand, que l'on accuse toujours de calcul, a été un ministre de la Justice de la IV^e République humaine et indulgent aux prisonniers politiques. Il lui fallait de la générosité et du désintéressement pour ainsi oser déplaire à la fois aux gaullistes et aux communistes, sans aucun profit pour lui-même. Amateurisme, toujours...

Pourquoi déteste-t-il à ce point Michel Rocard ? Comme d'habitude, celui-ci pourtant paraît aussi va-

(1) Union démocratique et socialiste de la Résistance.
(*) Conseiller en informatique.

Le désarroi de l'électeur

L'absurdité n'est pas moins évidente quant à la procédure en vigueur pour la désignation des candidats. En principe, les partis doivent s'affaïsser, rester dans l'ombre : l'acte de candidature relève de l'initiative personnelle. De Gaulle haïssait les partis, à qui il ne pardonnait pas l'offense de janvier 1946 (ce qui, d'ailleurs, ne devait pas l'empêcher de créer, à son usage personnel, le R.F.P. puis l'U.N.R. et ses succédanés). Les partis en tant que tels devaient donc être écartés de la compétition présidentielle. C'était déjà, du vivant du général, une fiction mensongère, puisque l'on assista, chaque fois, à un affrontement entre gauche et droite.

Aujourd'hui, les inconvénients du système se sont aggravés. Le principe de l'initiative personnelle a pour effet de déshériter gravement deux des quatre grands partis, le P.S. et le R.P.R. Il encourage, d'autre part, la prolifération des candidatures fantaisistes, qui ajoutent au désarroi de l'électeur. Quant aux avantages espérés, on les cherchera en vain, et l'on en vient à regretter les méthodes, moins spectaculaires mais plus sérieuses, qu'avaient prévues

LARTEGUY

Dieu, l'or et le sang

Dans la partie aujourd'hui la plus agitée du monde, en Egypte, en Syrie, en Israël, au Liban, en Iran et en Afghanistan Jean Lartéguy a voulu retrouver, par-delà les masques, les mobiles profonds qui agitent les hommes; excitent leurs convoitises et les envoient à la mort. C'est l'or bien sûr, l'or noir et fétide du pétrole, l'or rouge des mines du roi Salomon. L'or vert des pétro-dollars mais c'est surtout Dieu sous tous les noms, sous toutes les apparences. Bien plus qu'un reportage « Dieu, l'or et le sang » est l'étonnant récit d'un périple de l'autre côté du miroir, là où se cache la vérité de l'histoire.

PRESSES DE LA CITE

MATCH



هكذا من الأصل

Le Monde

étranger

PROCHE-ORIENT

Iran

Quelque trois cents personnes vont être jugées pour complot

Une série de procès destinés à juger quelque trois cents personnes accusées de participation au dernier en date des complots découverts en Iran devraient commencer cette semaine, dès samedi 19 juillet, selon le président Bani Sadr. D'ores et déjà, l'ayatollah Beheshti, le chef du parti républicain islamique, a annoncé que quatre-vingt conjurés seront exécutés. Le chef de l'État a indiqué pour sa part que les coupables seront punis avec fermeté.

Tandis que toutes les frontières du pays demeurent fermées en principe jusqu'à vendredi matin 18 juillet, l'ayatollah Beheshti estime que cette mesure devrait être prorogée « d'une semaine ou d'un mois ». En effet, de nombreux militaires et civils recherchés en rapport avec le complot n'ont toujours pas été appréhendés. Les arrestations se poursuivent tant dans les milieux royalistes que parmi les personnes dites « modérées », particulièrement dans les rangs du Front national. Le leader des étudiants islamiques, l'ayatollah Khomeini, a affirmé que le Front national était « un repaire de saoudiens et d'agents de la C.I.A. ». Il n'est pas exclu que cette organisation, qui se réclame du docteur Moïse Sadegh, soit mise officiellement hors-la-loi.

Plusieurs autres personnalités

sont également menacées de poursuites. A en croire l'ayatollah Beheshti, l'amiral Ahmed Mouda, le premier ministre de la défense sous la République islamique, pourrait être prochainement traduit en justice pour collaboration avec la C.I.A. Des documents retrouvés dans les archives de l'ambassade américaine à Téhéran indiqueraient que l'amiral Mouda avait lancé l'année dernière une revue grâce à des fonds fournis par les États-Unis.

Cependant, les autorités ne paraissent pas s'embarrasser outre mesure de procédures judiciaires. Contre l'avis de ce qui avait été annoncé (le Monde du 17 juillet), le mandat parlementaire de M. Ghasssemi, le chef du parti Iran, n'a pas été invalidé par le Parlement, mais annulé d'office par le ministère de l'Intérieur, qui l'avait accusé de « collaboration avec la SAVAK ». M. Ghasssemi a été arrêté et inculpé avant même qu'une commission parlementaire ne statue sur son cas. Parallèlement à l'action des autorités, des groupements apparemment incontrôlés procèdent à des liquidations physiques. Ainsi, en l'espace de quarante-huit heures, deux mois déchu de leurs fonctions religieuses pour avoir collaboré avec l'ancien régime impérial ont été assassinés à Téhéran. Les deux prédicateurs avaient été

arrêtés, puis relâchés par les tribunaux révolutionnaires. Cependant, le groupe « Towhid » (unification), décédé que ces libérations étaient injustifiées, a revendiqué les deux assassinats. Les règlements de compte politiques se poursuivent à tous les niveaux. Le siège du parti Moudjahidin du peuple (progressiste islamique), à Chiraz, a été pris d'assaut par des « inconnus » dans la nuit du mardi au mercredi 16 juillet. Cinquante personnes ont été blessées. Et ce n'est qu'après cette nuit d'affrontements sanglants que les pasdaran (miliciens islamiques) ont occupé les locaux du parti. D'autre part, pour la troisième fois en un mois, M. Khali Rzaei, proche des moudjahidin, et dont les trois fils avaient été assassinés sous le chah, a été l'objet d'un attentat à la grenade.

Les autorités redoutent une série de sabotages dans les régions pétrolières du Khuzistan. A l'issue d'une réunion des commandants en chef des trois armées, présidée par M. Bani Sadr, les appels à la violence ont été lancés aux ouvriers de l'industrie pétrolière. Les autorités iraniennes ont, par ailleurs, décidé de prendre le contrôle de toutes les écoles étrangères ou appartenant aux minorités religieuses (chrétienne, israélite, soviétique). D'ores et déjà, l'école catholique de Téhéran a été fermée après la

découverte, selon les dires des autorités, de « documents prouvant l'existence de relations entre les responsables de l'école et des organisations israéliennes ».

Mgr Hilarion Capucci, délégué apostolique pour les melchites d'Europe, est arrivé à Téhéran pour « dissiper ces nuages ». « Nous tirons les choses au clair et l'innocence des Pères sera établie », a-t-il déclaré. — (A.F.P., Reuters.)

● La desserte aérienne de l'Iran. — Les autorités iraniennes ayant décidé la fermeture provisoire des frontières de l'Iran, Air France n'est pas en mesure pendant cette période d'interdiction, de garantir l'acheminement des passagers désirant se rendre à Téhéran. Pour toute information, il est recommandé d'appeler le service de réservation de la région de son domicile : pour Paris le 330-61-61 et, avant de se rendre à l'aéroport, le 320-13-55 ou le 320-14-55.

● Un bataillon de « marines », soit mille huit cents hommes, se dirige, à bord de cinq navires de guerre vers le Golfe, en transitant par la Méditerranée et le canal de Suez, a annoncé le bataillon mercredi 16 juillet. Ce bataillon remplace une unité similaire qui a quitté la zone du Golfe le 1^{er} juin. — (A.F.P.)

Egypte

MALGRÉ LA PRESSION INTÉGRISTE

La promotion de la femme fait des progrès

De notre correspondant

Le Caire. — Les « nouvelles femmes voilées » portant la tarha, sorte de cagoules qui les fait ressembler (et elles le savent !) à Isabelle la Catholique, peuplent certaines facultés égyptiennes et font beaucoup parler d'elles. Tout d'abord, elles manifestent, derrière de jeunes Frères musulmans barbus, pour obtenir la suppression de la mixité dans les universités.

Mais de tels événements ne doivent pas cacher que les partis de la promotion des femmes ont marqué de nombreux points en Egypte ces dernières années. Ainsi une femme, Mme Hémat Moustapha, dirige la télévision. Une ancienne journaliste, déjà en charge à la présidence des rapports avec la presse, est l'une des rares personnes en relation directe avec le roi. L'an passé, la première femme ambassadeur d'Egypte a été nommée, au Danemark : Mme Aïcha Rateb, docteur en droit de Paris, ancien ministre des affaires étrangères.

C'est Nasser le premier qui, dans ces fonctions ministérielles, avait placé une femme. Nommée par son successeur, l'actuelle détentrice du portefeuille des affaires sociales — l'un des ministères égyptiens ayant le plus grand nombre de fonctionnaires — est Mme Amal Osman, l'un des membres les plus jeunes et les plus actifs du cabinet.

Le rôle de Mme Sadate

Le second rais a également nommé une femme directrice de la radio nationale et il a imposé la présence au Parlement d'au moins trente femmes, sur trois cents députés. Trente-quatre ont été élues aux élections de 1979, et l'une d'elles, Mme Oufat Kamel, députée du quartier populaire ouvrier de la Gamaliyeh et membre du parti d'opposition libéral, est l'une des seules voix tranchant sur le conformisme d'une Assemblée dominée à 90 % par la formation au pouvoir. Mme Kamel, déjà élue plusieurs fois depuis 1964 par la Gamaliyeh — secteur musulman surpeuplé jouxtant la mosquée-université d'Al-Azhar, — peut se flatter d'avoir, d'une part, dans le plan aux ouïsmes (théologues islamiques), qui, dès 1982, avaient promulgué une fatwa (arrêt) déclarant : « La loi musulmane interdit à la femme d'assumer une quelconque fonction publique », et en particulier la fonction législative », d'autre part d'avoir, par son action sociale inlassable (ménagement, apprentissage, etc.), contribué à empêcher les intégristes de recruter parmi ses électeurs.

De son côté, Mme Jihane El Sadate, malgré les critiques acerbes des intégristes, poursuit de nombreuses activités, qui vont d'élites, sans conteste, l'épouse de chef d'Etat arabe qui se met le plus en

avant. Animatrice d'un centre pour handicapés, fondatrice d'une association de sauvegarde des monuments historiques, présidente du conseil provincial de la Menoufiyeh (la région du delta du Nil d'où est originaire son époux) elle a, en outre, à quarante ans passés, entrepris de préparer une thèse sur « L'influence du poète anglais Shelley dans la poésie arabe contemporaine ». Son action la plus audacieuse en faveur de la femme reste la loi récente « mettant les Egyptiennes du bon côté du Coran » (le Monde Dimanche du 7 octobre 1979). Les cris d'Al Azhar ont toutefois empêché, pour le moment, la première dame d'Egypte d'obtenir que seul le juge puisse prononcer le divorce.

En revanche, malgré le déclinisme des revues islamiques contre la « tentative d'extermination des musulmans par les Américains et les chrétiens », Mme Sadate continue de patronner une campagne en faveur de la contraception. Celle-ci, d'ailleurs, ne peut guère avoir d'effet sur les illettrés. Mais le pourcentage global de ces dernières est maintenant inférieur à 70 % (40 % chez les hommes) et les deux tiers des jeunes mariées savent lire et écrire. Un tiers des diplômées universitaires dont dispose l'Egypte sont de sexe féminin.

Chaque jour surprennent dans les journaux ou dans les conversations de nouveaux noms d'Egyptiennes illustrant l'enseignement, les beaux-arts, la littérature, le journalisme et même les affaires, telle la jeune Mme Soheir Amer, directrice de la première maison égyptienne de travail temporaire. Les recherches de Mme Marie Assaad et Nasoul Saadouni sont autorisées sur le plan mondial dans le domaine de la sexologie.

En dépit de la pression des intégristes, qui vont répétant ce propos prêt par la Sunna (tradition écrite) à Mahomet lorsqu'il apprit que Chosroès (1) pourrait être remplacé par une de ses filles : « Jamais un peuple ne prospérera s'il confie l'autorité à une femme (2) », l'opinion égyptienne évolue dans le sens opposé. Peu ont trouvé à redire à la condamnation à six mois de prison de deux journalistes, pour injures anti-islamiques (le Monde du 24-25 juin 1979), le film d'Henri Barakat, Pas de consolation pour les dames, qui dénonce le mépris social acceptant une musulmane répudiée voulant refaire sa vie selon son cœur, a rencontré la sympathie du public.

J.-P. PÉRONCEL-HUGOZ

(1) Chosroès II Parvis roi sassanide de Perse et de Babylone (590-529).
(2) El-Bokhari, « L'Authentique tradition musulmane », traduction de G.-H. Bouquet, Grasset-Fasquelle, 1964.

Liban

M. Arafat « mobilise » les fedayin contre les phalangistes

De notre correspondant

Beirut. — La démission du gouvernement de M. Selim Hoss, présentée il y a quarante jours, a été acceptée le mercredi 16 juillet par le président de la République, M. Elias Sarkis, à la surprise des ministres eux-mêmes qui n'en avaient pas été informés (notre dernière édition du 17 juillet). Cette décision intervient alors que la confusion est totale sur le plan politique, aussi bien en secteur chrétien, qui ne s'est pas remis du coup de force phalangiste contre ses alliés du P.N.L., qu'en secteur palestinien, qui s'apprête à l'annonce par le chef de l'O.L.P., M. Yasser Arafat, de la fermeture dans les vingt-quatre heures des permanences palestiniennes hors des camps n'aurait pas été suivie d'effets trois jours plus tard.

M. Arafat est revenu à la charge, mercredi, concernant son intention de lutter contre le parti phalangiste en décrétant la mobilisation générale des Palestiniens à cette fin, ce qui signifie, selon un porte-parole de l'O.L.P., quarante mille Palestiniens sous les armes au Liban.

Quant à l'orientation nationale que le président Sarkis recherche depuis quatre ans qu'il est au pouvoir, elle paraît plus inaccessable que jamais. Aussi les premiers commentaires des hommes politiques et de la presse sont-ils pessimistes et prévoient-ils de laborieuses et vaines consultations.

Un nouveau gouvernement virtuellement constitué ?

On n'exclut pas, cependant, que le processus aboutisse à un gouvernement virtuellement constitué, avec l'accord préalable de ses principaux membres obtenu en secret, et qu'il soit rapidement annoncé, mettant tout le monde devant le fait accompli. Dans ce cas, il s'agirait, à défaut d'un cabinet comprenant des hommes-clés sur la scène politique libanaise dont la présence pourrait changer sensiblement les données de la situation.

LUCIEN GEORGE.

Londres et Washington

ne semblent pas s'émouvoir de la coopération nucléaire franco-irakienne

Les États-Unis et la Grande-Bretagne paraissent peu disposés à suivre l'Irak dans sa campagne lancée pour entraver la coopération nucléaire franco-irakienne.

A Washington, le porte-parole du département d'Etat, M. Tatnell, a déclaré, le mercredi 16 juillet, que le gouvernement américain avait des discussions avec « les gouvernements concernés ». « Les États-Unis, a-t-il dit, n'ont pas l'intention de coopérer avec l'Irak dans le domaine nucléaire », mais il a ajouté que « la France partage les objectifs généraux [des États-Unis] d'empêcher la prolifération des armes nucléaires ».

A Londres, des députés travaillistes et conservateurs — dont M. Churchill, qui avait écrit un article à ce sujet dans le Times, la semaine dernière (le Monde du 12 juillet), ont protesté mercredi, aux Communes, contre l'insertion du gouvernement britannique. M. Ridley, ministre adjoint au Foreign Office, a répondu que le gouvernement n'avait en effet l'intention d'intervenir dans cette affaire.

A Paris, le Quai d'Orsay a publié une liste de soixante-dix réacteurs de recherche importés par trente-quatre pays

qui n'en fabriquent pas eux-mêmes. Comme le réacteur que la France livre à l'Irak, ces réacteurs, dans la très grande majorité de fabrication américaine, fonctionnent à l'uranium enrichi. Contrairement à l'Irak, Israël, qui a déjà importé un réacteur de recherche, n'est pas signataire du traité de non-prolifération nucléaire qui impose aux contractants les contrôles « physiques » de l'Agence internationale de l'énergie atomique de Vienne. Le réacteur destiné à l'Irak — qui fait d'autre part l'objet des contrôles prévus par les accords franco-irakiens — fonctionnant à l'uranium très enrichi ne produira d'ailleurs — ajoute-t-on au Quai d'Orsay, qu'une quantité de plutonium « infinitésimale » et du combustible irradié impropres à tout usage militaire.

L'émotion israélienne s'explique sans doute par le fait que l'Irak, outre son hostilité déclarée à Israël, sera le premier pays arabe à disposer d'un réacteur de recherche. Rappelons que le premier exemplaire de ce réacteur a été détruit à La Seyne le 5 avril 1979, alors qu'il était sur le point d'être livré, et qu'un atomiste égyptien travaillant pour l'Irak, M. El Mostad, a été assassiné à Paris le 14 juin.

DES LIVRES SEUL POUR TOUS LES TEMPS

Points-roman

Collection de poche

Hervé Bazin

Les bienheureux de La Désolation (d)

Tahar Ben Jelloun

Moha le fou, Moha le sage (s)

Italo Calvino Le baron perché (d)

Jean Cayrol

Je vivrai l'amour des autres (d)

Luc Estang

L'horloger du Cherche-Midi (d)

Gabriel Garcia Marquez

Cent ans de solitude (t)

Maurice Genevoix Un jour (d)

Jacques Godbout Salut Galarneau ! (s)

Günter Grass Le tambour (d)

Jean-René Huguenin

La côte sauvage (s)

Herbert Lieberman La traque (t)

Robert Musil

Les désarrois de l'élève Törless (d)

Katherine Pancol Moi d'abord (s)

René-Victor Pilhes L'imprécateur (t)

Rainer-Maria Rilke Les cahiers

de Malte Laurids Brigge (d)

Emmanuel Roblès

Cela s'appelle l'aurore (d)

André Schwarz-Bart

Le dernier des Justes (t)

Simone Schwarz-Bart

Pluie et vent sur Téliumée Miracle (d)

G. Tomasi di Lampedusa

Le Guepard (d)

Tom Wolfe Acid test (t)



Demain : Romans étrangers, Littérature

L'ARTEGUY

Dieu, l'or et le sang

Présentation de l'ouvrage : L'Arteguy, c'est l'histoire d'un homme, d'un pays, d'un temps. C'est l'histoire d'un homme qui a vécu, qui a souffert, qui a aimé, qui a combattu. C'est l'histoire d'un pays qui a été traversé par les vents de la guerre, par les flammes de la révolution, par le sang des martyrs. C'est l'histoire d'un temps qui a été marqué par les joies de la vie, par les douleurs de la mort, par les larmes de la tristesse. L'Arteguy, c'est tout cela, c'est la vie, c'est la mort, c'est l'homme, c'est le pays, c'est le temps. C'est l'histoire d'un homme qui a vécu, qui a souffert, qui a aimé, qui a combattu. C'est l'histoire d'un pays qui a été traversé par les vents de la guerre, par les flammes de la révolution, par le sang des martyrs. C'est l'histoire d'un temps qui a été marqué par les joies de la vie, par les douleurs de la mort, par les larmes de la tristesse. L'Arteguy, c'est tout cela, c'est la vie, c'est la mort, c'est l'homme, c'est le pays, c'est le temps.

PRÉSENTÉ DE LA COTE

Match

LA PRÉPARATION DE L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE AUX ÉTATS-UNIS

Un homme d'affaires heureux

Une ceinture de nuages... c'est ce que pourraient souhaiter mieux les habitants de la «S Belt», au risque de faillir à la réputation. Les experts scientifiques des services de la météorologie sont à l'affût. Ils ont déjà mobilisé des pilotes qui, en injectant des produits chimiques dans les nuages, tentent de déclencher la pluie.

1. Agitation
 2. Agitation
 3. Agitation
 4. Agitation
 5. Agitation
 6. Agitation
 7. Agitation
 8. Agitation
 9. Agitation
 10. Agitation
 11. Agitation
 12. Agitation
 13. Agitation
 14. Agitation
 15. Agitation
 16. Agitation
 17. Agitation
 18. Agitation
 19. Agitation
 20. Agitation
 21. Agitation
 22. Agitation
 23. Agitation
 24. Agitation
 25. Agitation
 26. Agitation
 27. Agitation
 28. Agitation
 29. Agitation
 30. Agitation
 31. Agitation
 32. Agitation
 33. Agitation
 34. Agitation
 35. Agitation
 36. Agitation
 37. Agitation
 38. Agitation
 39. Agitation
 40. Agitation
 41. Agitation
 42. Agitation
 43. Agitation
 44. Agitation
 45. Agitation
 46. Agitation
 47. Agitation
 48. Agitation
 49. Agitation
 50. Agitation
 51. Agitation
 52. Agitation
 53. Agitation
 54. Agitation
 55. Agitation
 56. Agitation
 57. Agitation
 58. Agitation
 59. Agitation
 60. Agitation
 61. Agitation
 62. Agitation
 63. Agitation
 64. Agitation
 65. Agitation
 66. Agitation
 67. Agitation
 68. Agitation
 69. Agitation
 70. Agitation
 71. Agitation
 72. Agitation
 73. Agitation
 74. Agitation
 75. Agitation
 76. Agitation
 77. Agitation
 78. Agitation
 79. Agitation
 80. Agitation
 81. Agitation
 82. Agitation
 83. Agitation
 84. Agitation
 85. Agitation
 86. Agitation
 87. Agitation
 88. Agitation
 89. Agitation
 90. Agitation
 91. Agitation
 92. Agitation
 93. Agitation
 94. Agitation
 95. Agitation
 96. Agitation
 97. Agitation
 98. Agitation
 99. Agitation
 100. Agitation

DES

APIS

L'ORIENT

Maison de France

INSTALLER SA CUISINE.

هكذا من الأصل

EUROPE

Selon Bonn

SEIZE MILLE MILITAIRES SOVIÉTIQUES ONT ÉTÉ RETIRÉS DE R.D.A.

Bonn (A.F.P.). — Le retrait de vingt mille militaires soviétiques de R.D.A. annoncé par M. Brejnev en octobre 1979 à Berlin-Est a été réalisé à 80 %, seize mille hommes ayant été retirés, a indiqué mercredi 16 juillet, à Bonn, le secrétaire d'Etat ouest-allemand à la Défense, Hans von Eilow. De même, entre sept et huit cents des mille chars dont le départ avait été annoncé ont été retirés. Cette réduction représente, par rapport aux vingt divisions soviétiques stationnées en Allemagne de l'Est, une diminution de 44 % en termes de personnel et de 9 à 10 % en termes de matériel, a précisé M. von Eilow.

Le secrétaire d'Etat a toutefois rappelé que l'ensemble des forces du pacte de Varsovie dans les pays de l'Est (R.D.A., Tchécoslovaquie, Pologne) compte encore cinquante-huit divisions et dix-neuf mille chars, et que l'U.R.S.S. pourrait y ajouter en l'espace de quelques jours, à partir de ses régions occidentales, trente-trois divisions et huit mille cinq cents chars.

Allemagne fédérale L'afflux des immigrants devient le thème principal du débat pré-électoral

Le 1er juillet, un avion pakistanaïse se posait sur l'aéroport de Francfort, avec à son bord une centaine de ressortissants afghans venus chercher asile en République fédérale. Événement quasi quotidien, devenu aussi banal que les foules de plus en plus nombreuses qui, chaque jour, se pressent dans les commissariats des principales métropoles ouest-allemandes pour régulariser leur situation. Ce jour-là, cependant, le bourgmestre chrétien-démocrate de Francfort annonçait que sa ville n'avait plus les moyens d'accueillir les étrangers, et qu'il refusait d'héberger les nouveaux arrivants. M. Walter Wallmann faisait ainsi resurgir un problème que le chancelier Schmidt tient pour « le plus difficile de ceux auxquels la société ouest-allemande devra faire face dans les années 80 » et qui, en dépit des mesures récemment adoptées par le gouvernement, reste la principale question de politique intérieure posée au gouvernement en cette période pré-électorale.

Près de soixante mille étrangers demandeurs d'asile sont entrés en R.F.A. au cours des cinq premiers mois de 1980, déjà plus que pour toute l'année 1979, et les milieux de l'opposition estiment que le chiffre de cent cinquante mille sera atteint en décembre. L'augmentation est encore plus spectaculaire si on la compare à des chiffres plus anciens : huit mille six cents en 1970, cinq mille six cents en 1973, après que la République fédérale eut, comme d'autres pays développés, adopté des mesures restreignant l'immigration de ceux qui, dans les années 60, avaient été parmi les artisans du « miracle allemand ». Jusqu'à cette date, les Européens de l'Est étaient pratiquement les seuls à invoquer l'article 16 de la Constitution fédérale garantissant le droit d'asile politique. Ce n'est plus le cas.

Des sociétés de « passeurs »

Originaires de Turquie pour 70 % d'entre eux, mais aussi du Bangladesh, du Sri-Lanka, de Somalie, les immigrants arrivent, généralement par l'intermédiaire de sociétés de « passeurs » spécialisées, avec des visas de touristes, puis demandant l'asile politique. La procédure administrative est alors très longue : elle s'étale fréquemment sur huit années, au cours desquelles ils sont autorisés à travailler et dans l'attente d'un emploi, aides matériellement et financièrement par les autorités locales. Seuls 8 % d'entre eux obtiennent le statut de réfugiés politiques ; beaucoup essaient par ce moyen de déguiser une immigration économique désormais illégale.

La croissance accélérée du nombre des entrées au cours des derniers mois, outre le poids économique qu'elle fait peser sur certaines municipalités et régions, a réveillé dans différents secteurs de la population un sentiment de xénophobie latent, sentiment dont l'opposition démocratique-chrétienne pourrait profiter lors des prochaines élections. Plusieurs dirigeants de la C.D.U.-C.S.U. ont depuis longtemps dénoncé le laxisme du gouvernement de Bonn. Ils sont partisans d'une modification constitutionnelle qui permettrait de refouler dès la frontière les demandeurs d'asile qui ne sont pas des réfugiés politiques « sincères » ; des juridictions spéciales statuant à bref délai sur le sort des immigrants qui seraient, en attendant, hébergés dans des camps de transit.

Soucieux, certes, de préserver son image libérale, mais aussi de garantir un droit inscrit dans la loi fondamentale, le gouvernement de Bonn réplique, pour sa part, à des mesures de cette nature. Il faut valoir dans certains secteurs du S.P.D. qui se détournent du droit d'asile si y a, il y a aussi, à l'inverse, violations,

AFRIQUE

Algérie

Le président Chadli Bendjedid « restructure » l'appareil central du F.L.N.

De notre correspondant

Alger. — L'appareil central du F.L.N. a été à son tour « restructuré » mercredi 16 juillet à l'occasion de la première réunion du bureau politique depuis qu'il a été ramené de dix-sept à sept membres, fin juin, et au lendemain du remaniement du gouvernement et de la direction de l'armée (le Monde du 17 juillet). Le président Chadli Bendjedid a, ainsi, rempli le mandat qui lui avait été confié par le comité central qui lui avait donné en mai (le Monde du 17 mai) les pleins pouvoirs pour « opérer les changements qu'il estimait nécessaires à la tête de l'Etat et du parti ».

Le nombre des commissions du F.L.N. a été ramené à cinq au lieu de douze précédemment et deux d'entre elles sont purement honoraires. M. Mohamed Saïd Mazouzi, membre du bureau politique, qui animait la commission d'organisation générale, s'occupera des affaires économiques et sociales, précédemment confiées à M. Belaid Abdesselam. M. Abdelhamid Mehri se voit confier l'information et la culture, tâche qu'il assurait antérieurement au gouvernement où il a été remplacé par M. Boualem Bessah. M. Slimane Hoffmann conserve la direction des relations extérieures. M. Mohamed Djerraba présidera la commission de l'organisation générale et M. Amar Ben Aouda, celle de la discipline à l'intérieur du parti. Enfin, le président de la République a nommé M. Mohamed Chérif Messaouda, ancien ministre des moudjahidines, « responsable du secrétariat permanent du comité central ». M. Messaouda, cinquante-quatre ans, dont la nouvelle fonction apparaît comme essentiellement technique, est un homme d'appareil. « Coordonnateur de l'appareil central du F.L.N. d'août 1974 à octobre 1977, il a été remplacé par le colonel Mohamed Salah Yahiaoui, membre du Conseil de la révolution ».

Chargé par le président Boumedienne de dynamiser les organisations de masses et le parti, M. Yahiaoui avait été reconduit dans ces fonctions par le congrès

de janvier 1979 qui avait affirmé la prééminence absolue du F.L.N. sur le gouvernement. Mais, au fil des mois, M. Yahiaoui, partisan d'un socialisme arabe sans concession, avait fini par inquiéter ceux qui estimaient que l'heure est venue de faire preuve de plus de réalisme et de moins de volontarisme. Il suscitait aussi, sans doute, des alarmes parmi un certain nombre de chefs militaires, peu soucieux de voir se renforcer un parti et des organisations de masse capables un jour de contester le leadership de l'armée.

Lors de la session du comité central de mai l'« ambigüité » des soutiens ; dont aurait bénéficié le commandant du parti de la part des milieux intégristes musulmans mais aussi des membres du P.A.G.S. (communiste), aurait été également évoquée plus ou moins ouvertement. M. Yahiaoui aurait alors remis son poste à la disposition du chef de l'Etat. La suppression de la fonction de commandant du parti met fin à une dualité, source d'équivoque, et place directement le parti sous l'autorité du chef de l'Etat qui est en même temps secrétaire général du F.L.N.

On revient donc à la situation qui prévalait du temps de Houari Boumedienne, à une nuance près, importante il est vrai : l'existence d'un comité central actif où les tendances peuvent s'exprimer ouvertement et où les débats sont animés, parfois même houleux. Mais cet organisme où siègent de nombreux cadres de l'Etat, ambassadeurs, walis, secrétaires généraux de ministères, députés, etc., n'émane que partiellement du parti et des organisations de masse et fait figure d'assemblée de notables. Le poids de l'armée y est, par ailleurs, décisif. Cela-ci n'empêche pas à imposer ses vues par l'intermédiaire de ses représentants quand elle l'estime nécessaire. L'heure du parti paraît donc bien passée. Le parti est maintenant aux gestionnaires du gouvernement chargés de normaliser l'économie, de rentabiliser l'industrie et de réaliser les objectifs du plan quinquennal.

A l'issue de ce dernier remaniement, M. Boumedienne et les siens sont les seuls membres du bureau politique qui ne se soient pas vu confier de fonctions précises ni dans le gouvernement, ni dans le parti. Leur maintien dans cette instance apparaît donc bien comme un moyen de neutraliser les deux « frères ennemis » au sein d'un organe dont les compétences ont été réduites.

DANIEL JUNQUA.

Union soviétique

Une dangereuse propagandiste antisoviétique : Zazie

De notre correspondant

Moscou. — La « compréhension mutuelle » entre la France et l'U.R.S.S., tant vantée dans les discours officiels, n'a pas empêché les autorités de Moscou de censurer l'ambassadeur de France le jour du 14 juillet. Elle ne s'étend pas non plus aux relations culturelles, si l'on en juge du moins par les mesures de sécurité prises le mercredi 16 juillet, pour contrôler les spectateurs français ou soviétiques souhaitant voir le film de Louis Malle, Zazie dans le métro, dans la salle de cinéma de l'ambassade de France. Trois millions s'étaient placés en travers du portail et contrôlaient soit les papiers d'identité soit les cartes d'invitation des personnes désireuses d'entrer, malgré les protestations de plusieurs fonctionnaires de l'ambassade.

Ces mesures, qui visent à dissuader les Soviétiques d'assister à des manifestations culturelles échappant au contrôle et à la censure du pouvoir, sont habituelles. Il y a quelques semaines, des jeunes étudiants soviétiques, dont l'identité avait été relevée par la milice, alors qu'ils se rendaient au cinéma français, ont été convoqués par l'organisation

des komsozols, où il leur a été signifié que leur place n'était pas à l'ambassade de France, mais le « littrage » était, mercredi, particulièrement sévère et strict.

Les nombreux millions qui sont toujours en faction devant les ambassades et les immeubles habités par les étrangers ont, en principe, pour fonction de les protéger contre les exactions d'éléments sociaux, mais leur véritable mission consiste à empêcher les Soviétiques de prendre contact avec les étrangers, sauf quand ils sont en possession d'un passeport leur permettant de voyager à l'étranger.

Rappelons que selon la convention de Vienne sur les relations diplomatiques, l'Etat accrédité « accorde toutes facilités pour l'accomplissement des fonctions de la mission d'un Etat étranger ». Parmi ces fonctions, la convention cite notamment le développement des relations culturelles. Les représentants de la France à Moscou ont protesté plusieurs fois, en vain, auprès du ministère des affaires étrangères contre les entraves mises au libre accès à l'ambassade. — D. V.

Belgique

Les socialistes ou les libéraux pourraient quitter la coalition gouvernementale à la rentrée

De notre correspondant

Bruxelles. — La coalition gouvernementale des socialistes, des sociaux-chrétiens et des libéraux semble condamnée à brève échéance. Les observateurs prévoient même son éclatement pour septembre, lorsque les élections à la majorité des deux tiers au Parlement ne sera plus indispensable : les articles de la Constitution pour la révision desquels ce quorum était exigé auront été votés par les deux Chambres. Il sera donc possible, à partir de ce moment, de gouverner avec une majorité simple, ce qui pourrait faire un cabinet chrétien-libéral (qui aurait 119 sièges sur 212 à la Chambre) ou une coalition de chrétiens et de socialistes (140 sièges).

Dans ce cas, cependant, le règlement du statut de Bruxelles serait reporté sine die : toute modification pour la capitale ne peut être décidée que par les deux tiers des voix à la Chambre et au Sénat. Aucune solution n'étant actuellement possible, un nouveau « gel » de son statut paraît probable, et le sont de régler la question bruxelloise n'empêcherait pas, dès lors, la dissolution de la coalition actuelle. C'est, en tout cas, la thèse des partis flamands, que le sort de la capitale ne préoccupe guère.

Qui quittera la coalition en septembre des socialistes et des libéraux ? La réponse ne sera sans doute apportée qu'à la rentrée. Début juin, les libéraux ont lancé un ultimatum en donnant cent jours au gouvernement pour réaliser certaines réformes, parmi lesquelles celle de la sécurité sociale. De toute évidence, ce délai ne pourra être observé. Les centrales syndicales socialistes et chrétiennes rejettent toute idée de « régression sociale », et déclarent que « les travailleurs ont fait assez de sacrifices pour la crise ». Ils accusent les libéraux de vouloir « remettre en cause les acquis sociaux ». Les partenaires socia-

listes et sociaux-chrétiens de la majorité sont, de ce fait, paralysés, et ne peuvent imposer les restrictions qu'impliquerait la réforme de la sécurité sociale. Les réunions entre ministres et inter-journées sociaux sur ce sujet sont dans l'impasse. Les libéraux prendront-ils patience ?

Déficit budgétaire et crise économique

Le désaccord porte aussi sur d'autres points. Les libéraux exigent des économies budgétaires telles que les autres formations de la majorité hésitent, et réclament d'autre part une politique étrangère plus claire. En particulier, les libéraux voudraient qu'une réponse affirmative soit apportée sans retard à la demande de l'O.T.A.N. d'implanter quarante-huit missiles du type Pershing sur le territoire belge. A la suite des réticences socialistes, en décembre 1979, la décision avait été reportée jusqu'à l'automne d'une « exploration belge des intentions soviétiques ». Le récent voyage de chancelier Schmidt à Moscou a, selon les libéraux, levé tout obstacle, et doit mettre fin aux dernières hésitations du cabinet. Divisé, celui-ci avait décidé de soumettre la question à l'approbation du Parlement, à l'occasion de la discussion du budget des affaires étrangères, mais le débat a été reporté à la rentrée. L'explication officielle est que l'agenda de la Chambre était trop chargé ; mais l'impression prévaut que le gouvernement a cherché avant tout à éviter une confrontation qui aurait pu lui être fatale.

La controverse sur la défense nationale ne se limite d'ailleurs pas aux euro-missiles. Les libéraux, piqués au vif par les propos d'un journal britannique, qui

écrivait récemment que la Belgique n'avait plus qu'une « armée à mi-temps », ont exigé une réduction et un renforcement de la défense nationale. Le titulaire libéral de ce département, M. Charles Foerwick, dans une interview à l'hebdomadaire belge l'« Evénement », proteste contre les économies budgétaires qui lui sont imposées (une amputation de 3 % et réduction du contrat de 10 à 15 % d'augmentation — ce qui est d'autant plus exclu que, le 14 juillet, le conseil supérieur des finances a adressé une sévère mise en garde au cabinet lui annonçant les pires catastrophes s'il ne réduisait pas son train de vie. Pour 1980, le déficit budgétaire sera de 220 milliards (plus de 33 milliards de francs français)). Mais les socialistes sont aussi mécontents que les libéraux. L'emploi diminue, les entreprises ferment, le chômage et le textile sont menacés, les salaires sont pratiquement bloqués et la classe ouvrière s'agite. Ce sont surtout les socialistes flamands qui manifestent leur impatience, et ne paraissent plus disposés à être associés au pouvoir. Leur président, M. Karel Van Miert, prédit un automne brûlant.

Devant l'ampleur des problèmes financiers, économiques et sociaux, les questions linguistiques ont été mises en veilleuse ; mais elles peuvent resurgir à tout moment. Le parti social-chrétien flamand (C.V.P.), par exemple, a publié lundi un communiqué condamnant le parti fédéraliste brunoïlois P.D.F. (Front démocratique des francophones), accusé d'utiliser la presse étrangère, et plus particulièrement les journaux français, « pour faire croire au monde que la Flandre est en passe de s'approprier la Belgique ».

PIERRE DE VOS.

A TRAVERS LE MONDE

Angola

● PRETORIA a démenti mercredi 16 juillet les accusations de l'Angola selon lesquelles l'Afrique du Sud aurait mené une attaque de « grande envergure » contre la ville angolaise de Calai, près de la frontière namibienne. Un porte-parole sud-africain a déclaré que les accusations répétées de l'Angola « devenaient de plus en plus absurdes ». Le ministère anglais de la Défense a déclaré mardi que les forces armées sud-africaines avaient lancé samedi une attaque contre la ville de Calai, dans la province de Namibe, au sud-ouest (le Monde du 17 juillet). — (A.F.P.)

Centrafrique

● LE PRÉSIDENT DACKO a annoncé, mercredi 16 juillet, la formation d'un nouveau gouvernement, le précédent ayant été dissous le 9 juillet (le Monde du 11 juillet). Les portefeuilles les plus importants demeurent entre les mains de leurs anciens titulaires. — (Reuters).

Chili

● PLUSIEURS CENTAINES DE PERSONNES ont été arrêtées à Santiago, au cours de perquisitions faites après l'assassinat, mardi 15 juillet, du lieutenant-colonel Roger Vergara Campos. Selon l'agence de presse officielle Orbe, une vingtaine de personnes, arrêtées mercredi 16 dans le secteur de Nuño, à l'est de la capitale, étaient en possession de grandes quantités d'armes soviétiques de marque Ak, d'explosifs très puissants et de « matériel subversif ». — (A.F.P.)

Grande-Bretagne

● LE PARTI TRAVAILLISTES a rejeté, par 11 voix contre 8, une recommandation de la commission d'enquête sur la fonctionnement du parti, visant à interdire pendant trois ans les débats sur une réforme constitutionnelle adoptée lors du congrès annuel. Ce vote marque un nouvel échec pour M. James Callaghan. — (A.F.P.)

Libéria

● LE PRÉSIDENT DOE du Libéria a accepté une invitation de M. Leonid Brejnev à se rendre en Union soviétique, a-t-il officiellement annoncé mercredi 16 juillet à Monrovia.

République démocratique allemande

● LES GARDES-FRONTIÈRES DE LA R.D.A. ont empêché, mercredi 16 juillet, une tentative de passage clandestin de Berlin-Est vers Berlin-Ouest, en ouvrant le feu sur un fugitif. L'homme avait déjà franchi une partie du mur face au secteur de la défense, avait été repéré par les gardes, qui ont tiré. Apparemment touché, il a été emmené vers Berlin-Est quelques minutes plus tard. Cette action des gardes-frontières est-allemands a été sévèrement condamnée, mercredi, par le général Bernard d'Asiong, chef du gouvernement militaire français de Berlin, et par le Sénat de Berlin-Ouest, dont le porte-parole a estimé que « l'incident illustre de manière particulièrement brutale les conditions inhumaines régnant le long de la frontière inter-allemande ». — (A.F.P.)

République Sud-Africaine

● LE MINISTRE SUD-AFRICAÏN DE LA COOPÉRATION ET DU DÉVELOPPEMENT, M. Piet Koonhof, a déclaré mercredi 16 juillet à Port-Elizabeth que le gouvernement préparait une « très importante loi » qui apporterait « un grand espoir à la population noire d'Afrique du Sud ». M. Koonhof a ajouté que les Noirs d'Afrique du Sud « devraient être patients et qu'ils ne seraient pas déçus ».

Tchécoslovaquie

● CENT QUATRE-VINGT-DEUX CITOYENS TCHÉCOSLOVAQUES ont réclamé, mercredi 16 juillet, dans une lettre adressée au ministre de l'Intérieur, la remise en liberté immédiate de M. Rudolf Battik, porte-parole de la « Charta 77 », poursuivi pour « complicité de blessures à agent de l'autorité », (le Monde des 19 et 20 juin). Ils affirment que ces accusations reposent sur les seules déclarations de la victime et de l'impitoyable et rappelle que M. Battik a déjà été inculpé dans le passé pour son activité dans des organisations non reconnues. Les auteurs de la lettre exigent également « la libération immédiate et inconditionnelle de tous les prisonniers politiques » détenus en Tchécoslovaquie. — (A.F.P.)

Le Japon

LE NUMÉRO : 8 francs
ABONNEMENT : 1 an 30F, 2 ans 60F
50F - 100F - 150F - 200F
P. Rue Victor Comte, 75014 Paris
Tél. 0331.15

Le Monde

Service des Abonnements
5, rue de Valenciennes
75001 PARIS - CEDEX 05
C.C.P. Paris 607-53

ABONNEMENTS :
3 mois 120F - 6 mois 220F - 12 mois 420F

FRANCE - D.O.M. - E.O.M.
22F 33F 44F 55F 66F

TOUTS PAYS ÉTRANGERS
PAR VOIE POSTALE
36F 47F 58F 69F 80F

ÉTRANGER
(par mandat postal)
1. — BELGIQUE-LUXEMBOURG
24F 35F 46F 57F 68F

2. — SUISSE - TURQUIE
28F 39F 50F 61F 72F

Par voie aérienne
Tous sur demande

Les abonnés qui paient par chèque postal (ou chèque bancaire) bien jointure ce chèque à leur commande.

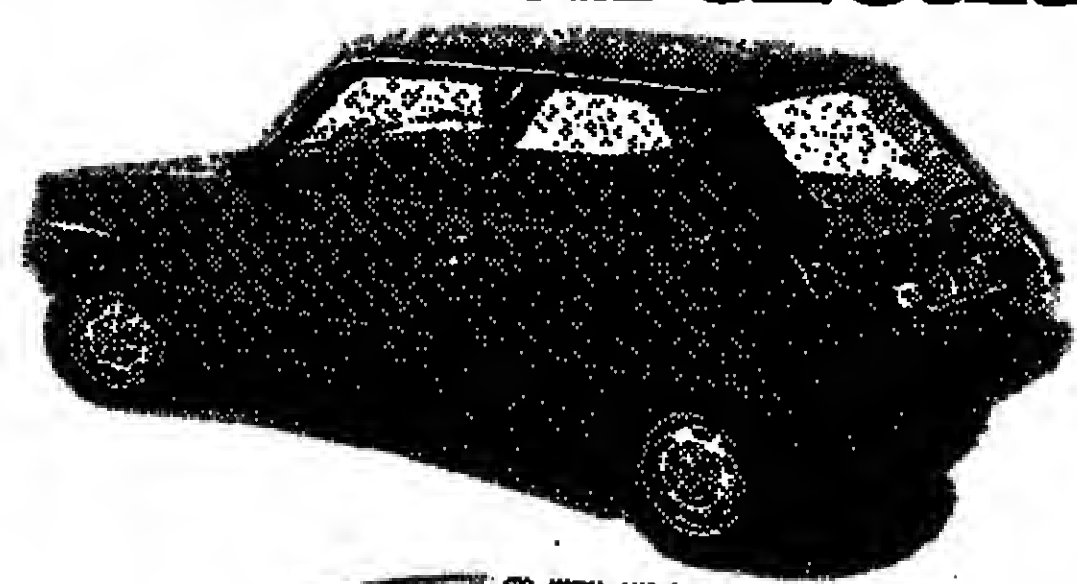
Changement d'adresse : indiquer ou préciser (donner semaine ou plus) : non abonnés sans livrer à l'adresse leur commande ou à l'adresse de leur ancien domicile.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance. Veuillez adresser tous les renseignements : tout les noms propres en capitales d'imprimerie.

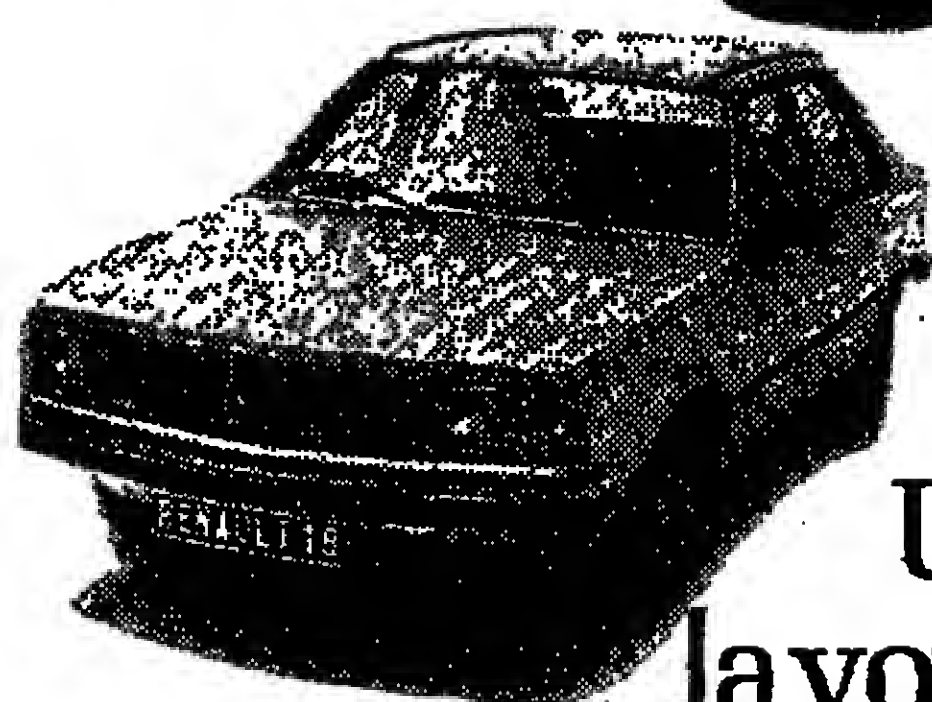
مكتبة الأمل

“avec”

Avec 4,9 litres d'essence, la Renault 5 GTL parcourt 100 km à 90 km/h. C'est la plus économique des petites européennes. **Avec** plus de huit millions de voitures en circulation sur les “motorways,” “autobahns,” “autostrade” et



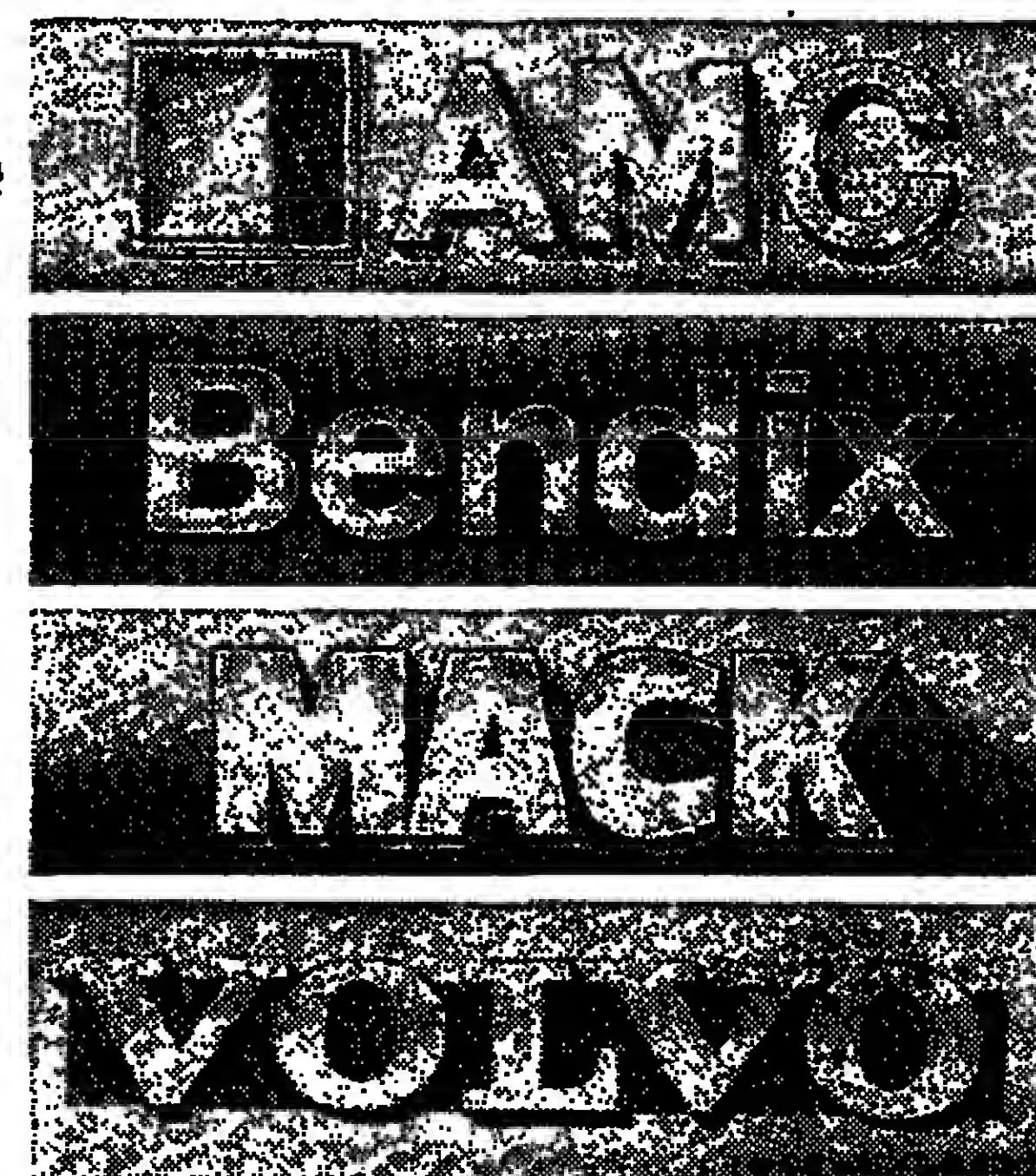
autres autoroutes, Renault est la première marque en Europe. **Avec** la Renault 5 et la Renault 18, c'est elle qui détient deux des voitures les plus vendues d'Europe.



Avec EVE (Elément pour un Véhicule Economique), Renault met la dernière main à un prototype qui devrait consommer moins de 4,5 litres à 90 km/h pour 100 km.

Un record. **Avec** EPURE (Elément pour la Protection des Usagers de la Route et de l'Environnement), Renault prépare la voiture haute-sécurité de demain. Chez nous le **avec** est devenu le symbole de nos succès, de nos efforts et de notre savoir-faire. Aujourd'hui, il faut compter **avec** Renault et **avec** ses hommes. Vive le **avec** !

Avec 4 grandes sociétés, Renault vient de signer des accords de première importance. **Avec** le géant Mack Trucks, le grand du poids lourd américain. **Avec** le Suédois Volvo Car Corporation, le constructeur des véhicules champions de la sécurité et de la résistance tout-temps. **Avec** American Motors, le constructeur de la célèbre “Jeep”. **Avec** Bendix, le grand spécialiste de l'électronique et de ses applications. **Avec** chacun d'eux, Renault a noué des liens étroits. **Avec** chacun d'eux, se développe désormais une coopération fructueuse dans l'intérêt de chaque société cosignataire. Cet **avec** exprime notre choix de croissance et notre philosophie. Cet **avec** montre que notre politique traditionnelle est de travailler et de grandir **avec** les autres. C'est un **avec** plein de promesses.



RENAULT



LE «BAROMÈTRE» PARIS-MATCH-PUBLIC S.A.

Libres opinions

Contre l'écologisme politicien

par ODETTE THIBAUT, HAROUN TAZIEFF
et HENRI LABORIT (*)

La politique est l'art du possible. Pour nous, elle implique également deux vertus : la lucidité et l'honnêteté intellectuelle. Nous tenons à les assumer, puis, le combat écologique, dont nous sommes parmi les premiers militants, exprime une vision « politique », c'est-à-dire la prise en charge d'une manière de vivre en société, l'usage du délit, sur ce seul point, tous ceux qui se réclament de l'écologie sont d'accord : une économie des besoins et non plus des profits, un nouveau type de croissance, la mise à la disposition de l'exploitation des sources d'énergie non dangereuses de tous les moyens accordés au nucléaire, dont nul ne peut sérieusement affirmer aujourd'hui que les dangers qu'il présente pour plusieurs générations soient maîtrisés ; étant entendu que la géothermie, à elle seule, suffirait si l'on s'y attache vraiment et si l'on met un frein aux gaspillages débridés.

Voilà donc l'annonce d'un programme politique. Et il naissent les divergences. Certains pensent qu'il faut enfermer ce programme dans un « parti » nouveau et spécifique, qui sera le monopole de quelques écologistes homologués par eux-mêmes et leur entourage. Car c'est former un parti nouveau que de s'opposer à tous les autres en se situant à leur niveau et en adoptant ce qu'ils ont de plus contestable : des querelles intestines, des luttes de préséance, de petites ambitions sordides, des contradictions permanentes, et l'affirmation qu'on ne se désistait jamais pour aucun autre, sous aucun prétexte, lors des consultations électorales, les mettant tous « dans le même sac ».

Voilà donc des adversaires désignés, que la nervosité et la marque de mesure propres aux campagnes électorales transformeront très vite en ennemis. Un combat dérisoire et vain qui n'aura pour avantage que d'assurer à ses promoteurs le vedettariat télévisuel. Comment pourrait-il entraîner la moindre crédibilité politique, alors que les adhérents des mouvements, dont les chefs se « placent » ainsi, ont signifié leur désaffection, et ce n'est leur dégoût ? Les récentes « élections écologiques », pourtant programmées avec soin et clamées par les médias, ont mérité un nombre si ridicule de voix, que l'heureux élu (il) ne peut se réclamer d'aucune représentativité. C'est peut-être mieux ainsi. La militance contre la pollution ne donne pas nécessairement la compétence de maîtriser notre avenir politique, et un peu d'humilité devrait inciter à reconnaître que l'action et l'agitation des mouvements et groupements écologiques n'ont, ce jour, pas amélioré d'un iota le sort des hommes de ce temps.

La politique, art du possible, oblige à admettre que les partis existent. La lucidité et l'honnêteté intellectuelle obligent à discerner ceux qui sont tenus par les exploités et ceux qui, avec plus ou moins de bonheur, sont au service des exploités. Comment ces derniers seraient-ils perméables aux propositions écologistes présentées par des mouvements les ravalant au niveau de leurs adversaires, qui favorisent le maintien d'une société et d'un environnement opposés à la perspective écologique ?

Art du possible, lucidité et honnêteté intellectuelle obligent donc, même si c'est difficile, même si y a des risques, à aider les forces de progrès qui se retrouvent dans des partis de gauche à entendre, puis à prendre en considération les propositions écologistes. Ils ne le feront que si nous savons être solidaires de leur combat global plus que de justice et de liberté, plutôt que d'exploiter leurs faiblesses qui, d'ailleurs, sont les nôtres. Plutôt que de nous assurer des succès faciles en ironisant sur les patinades des partis, nous préférons aider et travailler avec ceux sans lesquels rien d'essentiel ne sera changé. Et le mouvement Temps Nouveaux 80 entend bien favoriser l'accès à un monde où, selon l'expression de Camus, « dans une nation libre et passionnée de vérité, l'homme recommencerait à prendre le goût de l'homme, sans que le monde ne sera plus qu'une immense solitude ». C'est-à-dire un monde nouveau.

(*) Fondateur de Temps Nouveaux 80 ; 4, rue du Docteur-Labbé, 75006 Paris.

(*) M. Brice Lalonde (N.D.L.R.).

M. Mitterrand réduit les écarts avec M. Rocard et M. Giscard d'Estaing

L'hebdomadaire Paris-Match publie, jeudi 17 juillet, le huitième « baromètre des présidentielles ». Ce sondage a été réalisé par Public S.A. du 10 au 12 juillet sur un échantillon national de mille personnes représentatif de la population âgée de plus de dix-huit ans.

La déclaration de candidature de M. Michel Debré, intervenue le 30 juin, est donc postérieure au « baromètre » précédent et antérieure à celui-ci. Lors de l'enquête réalisée en mai et juin, 48 % des personnes interrogées et appartenant à la « famille politique » R.P.R. étaient favorables à la candidature de M. Jacques Chirac. Ce taux passe à 40 % en juillet. Pour M. Debré, il passe de 16 % en mai-juin (avant sa déclaration de candidature) à 21 % en juillet.

Dans la famille politique socialiste, le nombre de ceux qui souhaitent que M. Mitterrand soit candidat se rapproche nettement du nombre de ceux qui souhaitent voir désigner M. Rocard. Le taux de partisans de la candidature Rocard passe de 48 % en mai-juin à 43 % en juillet ; il était de 54 % en avril, ce qui représente une perte de 11 points en trois mois. Le pourcentage de partisans de la candidature Mitterrand (toujours dans la famille socialiste) passe de 35 % à 40 % ; il était de 30 % en avril, ce qui représente un gain de 10 points en trois mois.

Le sondage évalue les résultats d'une élection présidentielle supposée avoir eu lieu entre le 10 et le 12 juillet. Au premier tour, dans l'hypothèse où les socialistes seraient représentés par M. Mitterrand et les gaullistes par deux candidats, MM. Chirac et Debré, les résultats seraient les suivants : M. Giscard d'Estaing 32 % (contre 36 % en mai-juin) ; M. Mitterrand 22 % (contre 24 %) ; M. Marchais 15 % (contre 14 %) ; M. Chirac 9 % et M. Debré 6 % ; M. Crupain 2 % ; le candidat écologiste 9 % (contre 7 %) ; le candidat d'extrême gauche 3 % (sans changement) ; et le candidat d'extrême droite 2 % (sans changement).

Si le candidat socialiste est M. Rocard, les résultats obtenus par MM. Chirac et Debré restent identiques (9 % et 6 %). M. Giscard d'Estaing obtient 31 %, M. Mitterrand 23 %, M. Marchais 16 %, M. Crupain 2 % et M. Crupain 2 % ; le candidat d'extrême gauche 3 % (sans changement) ; et le candidat d'extrême droite 2 % (sans changement).

Dans l'hypothèse où M. Chirac est le seul candidat gaulliste, les résultats sont les suivants : M. Giscard d'Estaing 32 % (contre 36 % en mai-juin) ; M. Mitterrand 22 % (contre 24 %) ; M. Marchais 15 % (contre 14 %) ; M. Chirac 9 % et M. Debré 6 % ; M. Crupain 2 % ; le candidat écologiste 9 % (contre 7 %) ; le candidat d'extrême gauche 3 % (sans changement) ; et le candidat d'extrême droite 2 % (sans changement).

M. Giscard d'Estaing, 32 % (contre 36 % ; M. Mitterrand, 22 % (contre 24 %) ; M. Marchais, 15 % (contre 14 %) ; M. Chirac, 9 % (contre 13 %). Dans l'hypothèse où les gaullistes sont représentés par M. Debré, celui-ci obtient 11 % des voix (contre 10 % en mai-juin) ; M. Giscard d'Estaing 35 % (contre 38 %) ; et M. Mitterrand 22 % (contre 25 %).

On constate donc que le total des voix gaullistes recueillies par MM. Chirac et Debré, tous deux candidats (15 %), est nettement supérieur aux résultats obtenus par l'un ou l'autre (12 % ou 11 %). On constate aussi que si le pourcentage de voix obtenu par M. Mitterrand continue de baisser, en revanche la baisse plus importante que subit le chef de l'Etat fait que l'écart a tendance à se réduire : il passe de 11 à 10 points dans une hypothèse, de 12 à 9 dans l'autre et demeure égal dans la troisième.

Enfin, au second tour, M. Giscard d'Estaing l'emporterait sur M. Mitterrand par 53 % contre 47 % (la baisse de l'écart se réduit à 6 points). Les chiffres étaient de 54 % contre 46 % lors du sondage précédent. En revanche, M. Rocard, qui, lors du sondage réalisé en mai-juin dernier, faisait jeu égal au second tour avec M. Giscard d'Estaing, 50 %-50 %, est, cette fois, distancé : il obtient, dans l'enquête réalisée en juillet, 48 % des voix et M. Giscard d'Estaing 52 %.

La préparation de la campagne présidentielle

M. LE PEN COMMENCE UNE SÉRIE DE MEETINGS EN PROVINCE

M. Jean-Marie Le Pen, président du Front national (extrême droite), candidat à l'élection présidentielle, doit commencer, le jeudi 17 juillet, à Aix-en-Provence (Bouches-du-Rhône), une série de meetings en province. Il se rendra ensuite à La Baule (Loire-Atlantique), le mercredi 30 juillet ; à Nice (Alpes-Maritimes), le jeudi 1 août ; à Vichy (Allier), le dimanche 10 août, à La Trinité-sur-Mer (Morbihan), sa commune natale, le mercredi 13 août. M. Le Pen se présentant dès à présent du soutien de deux cent quatre-vingt-quatre élus locaux, il espère recueillir six cents engagements en sa faveur avant la fin de l'été.

LA CRISE DES NOUVELLES-HÉBRIDES

Londres évoque à nouveau l'éventualité d'une intervention militaire franco-britannique

MM. Jean Aribaud et Alan Donald, membres de la mission franco-britannique chargée, le 25 juin, de rechercher une solution politique à la crise des Nouvelles-Hébrides, doivent rendre compte, jeudi 17 juillet, à Paris et à Londres, des conclusions de leurs échanges de vues avec le gouvernement néo-hébridais et avec les dirigeants du mouvement séparatiste de l'île d'Espiritu-Santo.

Après avoir étudié leur rapport, MM. Paul Dijoud, secrétaire d'Etat aux DOM-TOM, et Peter Blaker, ministre d'Etat au Foreign Office, se rencontreront le samedi 19 juillet à Paris pour décider des mesures à prendre, éventuellement par voie d'autorité, pour résoudre une situation qui demeure, semble-t-il, totalement bloquée. Bien que les deux émissaires de Paris et de Londres se soient refusés, jusqu'à présent, à tout commentaire sur le déroulement de leur mission, il apparaît, en effet, que celle-ci s'est heurtée à la détermination intransigeante des rebelles d'Espiritu-Santo. Ceux-ci ne reconnaissent plus, depuis le 28 mai dernier, l'autorité du gouvernement de Port-Vila dirigé par M. Walter Lini, pasteur anglican, leader de la majorité anglophone de l'archipel. A Londres, on évoque à nouveau l'éventualité d'une intervention militaire conjointe.

Les résultats de la tentative de médiation menée par MM. Aribaud et Donald donnent lieu à des interprétations contradictoires avant même d'avoir été officiellement présentées aux gouvernements des deux puissances de tutelle du condominium franco-britannique. Ainsi, indiquait-on, mercredi après-midi 16 juillet, à Londres, de source autorisée britannique, que les deux émissaires n'avaient obtenu aucune concession importante de la part du mouvement séparatiste conduit par M. Jimmy Stevens et que la situation était donc « grave et totalement bloquée ». Un groupe de hauts fonctionnaires du Foreign Office ayant étudié, le matin même, les mesures qui pourraient être prises, conjointement avec la France, au cours des prochains jours, on indiquait qu'une intervention militaire franco-britannique pourrait être décidée si M. Stevens et ses partisans maintenaient leur volonté de faire sécession. On soulignait également l'identité des vues prévalant à présent entre la Grande-Bretagne et la France, « Paris et Londres sont entièrement d'accord pour faire front commun contre le mouvement sécessionniste », déclarait-on.

Ces indications ont provoqué, mercredi soir, un commentaire plus nuancé du secrétariat d'Etat aux

Le communiqué officiel du conseil des ministres

Le président de la République a réuni le conseil des ministres le mercredi 16 juillet au palais de l'Élysée. Au terme de la séance le communiqué officiel a été rendu public dont nous publions l'essentiel :

MONNAIES ET BILLETS CONTREFAITS OU FALSIFIÉS

Le conseil des ministres a adopté un projet de loi autorisant la Banque de France à se faire remettre aux fins, après destruction, par tout détenteur des billets de banque contrefaits ainsi que les matériels ayant servi à la contrefaçon. La même prérogative est reconnue à l'administration des monnaies et médailles pour ce qui concerne les monnaies contrefaites ou altérées.

CONVENTIONS INTERNATIONALES

Le conseil des ministres a approuvé quatre projets de loi autorisant l'approbation de conventions internationales :

- Une convention internationale du travail tendant à écarter en matière d'emploi et de profession toute discrimination fondée sur la race, la couleur, le sexe, l'origine politique, l'ascendance nationale ou l'origine sociale ; cette convention prend place parmi les textes adoptés par l'Organisation internationale du travail ;
- Deux conventions franco-maritimes, l'une visant le régime d'établissement, l'autre relative à la circulation des personnes ;
- Un accord franco-guinéen de coopération économique, technique, scientifique et culturelle ;
- Une convention franco-indonésienne tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir l'évasion fiscale.

LA CRÉATION DU CRÉDIT D'ÉQUIPEMENT DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES

Le ministre de l'Economie a fait part au conseil des ministres du résultat des consultations qu'il a menées, au cours des derniers mois, en vue d'aboutir à la création du Crédit d'équipement des petites et moyennes entreprises (CEPME). Cet établissement, dont la majorité du capital appartient au secteur public, reprendra la quasi-totalité des activités actuellement exercées par la Caisse nationale des marchés de l'Etat, le Crédit hôtelier, industriel et commercial et le Groupement interprofessionnel des P.M.E. Sa création simplifiera, pour les P.M.E., les procédures d'obtention des crédits à moyen et long terme ainsi que de financement des marchés publics. La tâche large de décentralisation qui caractérise le CEPME, dès son origine, contribuera également à faciliter l'accès des P.M.E. au crédit. De plus, afin d'assurer dans les meilleures conditions la prise en compte par le CEPME des préoccupations des chefs d'entreprise, ceux-ci seront largement représentés au sein du conseil de surveillance et l'un

d'entre eux en sera le président. Enfin, le CEPME ne portera nullement atteinte au libre choix de sa banque par le chef d'entreprise ; les principaux établissements bancaires sont d'ailleurs présents dans le capital et le conseil de surveillance de cet établissement.

(Lire page 28.)

LES VACANCES ET LES LOISIRS DES JEUNES

Le ministre de la Jeunesse, des sports et des loisirs a présenté une communication sur les vacances et les loisirs des jeunes.

L'EXÉCUTION DU PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT DES INDUSTRIES AGRICOLES ET ALIMENTAIRES

Le secrétaire d'Etat auprès du premier ministre, chargé des industries agricoles et alimentaires, a présenté une communication sur l'exécution du programme de développement arrêté pour ce secteur par le conseil des ministres le 19 mars 1980.

L'action du gouvernement est fondée sur l'appui aux initiatives des entreprises, en particulier sur les marchés extérieurs. Le secrétaire d'Etat a apporté des précisions sur les contacts pris, dans cet esprit, pour la négociation de nouvelles conventions de développement.

Le conseil des ministres a pris acte de la création de l'Institut de développement des industries agro-alimentaires, qui, avec un capital de 200 millions de francs, facilitera la mobilisation des moyens financiers nécessaires à l'expansion d'un certain nombre d'entreprises.

Les problèmes posés par le financement des produits, l'orientation de la société de promotion à l'exportation des produits agricoles (Sopexa) et la mise en place du Fonds de promotion pour la loi d'orientation feront l'objet d'un examen au cours des prochaines semaines.

Le gouvernement poursuivra son action en fonction des orientations retenues il y a quatre mois ; il continuera, en particulier, à favoriser l'adaptation de la qualité des produits aux besoins des marchés extérieurs.

LES PERSPECTIVES DU DIALOGUE NORD-SUD

Le ministre des affaires étrangères a présenté les perspectives du dialogue Nord-Sud à la veille de l'ouverture, le 25 août, à New-York, de la session spéciale des Nations unies consacrée à l'organisation de « négociations globales ».

La France jouera un rôle actif dans ces négociations afin de faire progresser la solidarité internationale, notamment en faveur des pays les plus pauvres et de contribuer par des mesures appropriées à la reprise de l'économie internationale.

LE VOYAGE DU CHEF DE L'ÉTAT EN ALLEMAGNE FÉDÉRALE

Le président de la République a informé le conseil des ministres de la visite officielle qu'il a effectuée en République fédérale d'Allemagne du 7 au 11 juillet, ainsi que des résultats de la trente-troisième consultation franco-allemande.

En ce qui concerne les conclusions suivantes :

- Après la phase de la réconciliation, œuvre des années, celle de la coopération est aujourd'hui engagée de manière intensive.
- La coopération franco-allemande constitue désormais une dimension essentielle de la vie et de l'action de chacun des deux États.
- S'exprimant dans une concertation constante entre leurs dirigeants, elle doit être complétée, au niveau des peuples, par une connaissance plus profonde de leur personnalité et de leur culture respectives. Il s'agit d'un objectif prioritaire pour les années à venir.
- La coopération franco-allemande doit permettre, avec leurs partenaires de la communauté européenne, et le concours des autres États qui participent à la personnalité de l'Europe, de faire entendre à nouveau la voix de celle-ci dans les affaires du monde.
- Ce dernier objectif répond à la fois à la vocation historique de l'Europe, en raison de son capital d'expérience, de savoir et de créativité, et à l'attente de nombreuses régions dans le monde qui méritent la contribution qu'une Europe forte et assumant pleinement sa personnalité, pourrait apporter à l'équilibre et à la paix du monde.
- Le président de la République a remercié les dirigeants de la République fédérale, ceux des Länder, et la population allemande de la qualité et de la cordialité de l'accueil qu'ils lui ont réservé.

repose sur les résultats de sondages dont la valeur est plus que discutabile (...). Pour l'éditorialiste qui « s'est vu confier par le général de Gaulle la défense des idées qui ont guidé son action, (...) nous allons sans doute apprendre, avant l'élection présidentielle, que rien ne s'oppose plus au transfert à Verdun du cercueil du responsable de l'armistice ».

TRANSFÉRÉS A PARIS

Quatre militants indépendantistes guyanais sont déferés devant la Cour de sûreté de l'État

Les quatre militants indépendantistes guyanais transférés mardi 15 juillet à Paris, MM. Raymond Charlotte, trente-trois ans, journaliste ; Antoine Aouegui, dit « Lamoralle », trente-six ans, charpentier ; Eddy Ho-a-Chuck, vingt-cinq ans, électromécanicien, et Eric Blanchard, vingt-quatre ans (« le Monde » du 17 juillet), ont été inculpés, mercredi 18 juillet, par M. Legrand, juge d'instruction de la Cour de sûreté de l'État, de tentatives d'attentats par explosifs, de détention d'explosifs et de participation à une association de malfaiteurs. Ils ont été écroués.

L'Union des étudiants guyanais à Paris, estimant que ces arrestations sont « arbitraires », a demandé la « libération immédiate » des quatre inculpés, qui appartiennent au Front national de libération de la Guyane (F.N.L.G.). Elle appelle « les démocrates, les progressistes et l'opinion publique française à dénoncer ces arrestations et à envoyer des télégrammes de protestation au ministère de l'Intérieur ».

M. Raymond Charlotte est sans conteste la personnalité la plus connue. Agé de trente-trois ans, le « coordinateur » du F.N.L.G. comme il se désigne lui-même, popularisé depuis une dizaine d'années l'idée d'indépendance grâce à trois bulletins : *Croix du P.N.G.* et *Maimoury* (du nom d'un village détruit lors de la construction du centre spatial). Sans être farouchement anti-écologiste, ce groupement ne présente pas de candidats aux différents scrutins. Ayant fixé l'indépendance à 1985, le F.N.L.G. ne fait pas mystère de ses relations avec certains pays progressistes de la région.

Antoine Aouegui, dit « Lamoralle », considéré comme le lieutenant de M. Charlotte, appartient à l'une des minorités de Guyane, les Bona. Ces descendants d'esclaves réfugiés dans la forêt, après avoir fui les plantations, sont au nombre de deux mille environ et vivent principalement sur le Maroni. Représentant une partie des populations de la forêt pour les candidats de la majorité.

(1) Au premier tour de l'élection cantonale de la Guyane-Sud-Est, le 29 juin dernier, les résultats ont été les suivants : insc. 5.156 ; votants 1.670 ; suff. expr. 1.600. MM. Jean Chastet (parti socialiste guyanais), 923 voix ; Marcel Jérôme (R.P.R.), 448 ; Albert Lecante (Union démocratique guyanais) qui a été élu au second tour (16 juillet).

Parmi les quatre personnes

en outre, révélé que des actes de violence, pouvant aller jusqu'à des attentats et des enlèvements, devaient être commis en Guyane dans le courant de la nuit de Noël. « Fournit, malgré la gravité des faits reprochés aux militants arrêtés, ceux-ci furent libérés dès le matin de janvier 1978. Les charges retenues contre eux s'étaient révélées, en fin de compte, très légères. Maladresse ? Embarras manœuvré ? Ainsi était terminée, assez pitoyablement, ce que l'on avait localement appelé, par dérision, « le complot de Noël ».

Toutefois, ces arrestations avaient eu pour effet de stopper net toute agitation, et le mouvement indépendantiste avait connu une longue éclipse (le Monde du 18 octobre 1978) jusqu'à l'apparition de l'Unité guyanaise, parti animé par M. Albert Lecante, qui s'est présenté, sans succès, aux élections législatives de 1978 et à l'élection cantonale partielle de Cayenne - Sud - Est, le dimanche 29 juin (1).

D'évidentes similitudes apparaissent entre les deux affaires. M. Raymond Charlotte, d'ailleurs, avait déjà été incarcéré en décembre 1974. Aujourd'hui, toutefois, les arrestations ne touchent plus l'ensemble de l'extrême gauche guyanaise, mais uniquement l'une de ses composantes, la moins importante, le Front national de libération de la Guyane (F.N.L.G.). De plus, malgré la grave délégalisation à la suite du passage de M. Paul Dijoud, secrétaire d'Etat aux DOM-TOM, en mars dernier, la tension politique est moins vive qu'il y a cinq ans.

Parmi les quatre personnes

arrêtés, M. Raymond Charlotte est sans conteste la personnalité la plus connue. Agé de trente-trois ans, le « coordinateur » du F.N.L.G. comme il se désigne lui-même, popularisé depuis une dizaine d'années l'idée d'indépendance grâce à trois bulletins : *Croix du P.N.G.* et *Maimoury* (du nom d'un village détruit lors de la construction du centre spatial). Sans être farouchement anti-écologiste, ce groupement ne présente pas de candidats aux différents scrutins. Ayant fixé l'indépendance à 1985, le F.N.L.G. ne fait pas mystère de ses relations avec certains pays progressistes de la région.

Antoine Aouegui, dit « Lamoralle », considéré comme le lieutenant de M. Charlotte, appartient à l'une des minorités de Guyane, les Bona. Ces descendants d'esclaves réfugiés dans la forêt, après avoir fui les plantations, sont au nombre de deux mille environ et vivent principalement sur le Maroni. Représentant une partie des populations de la forêt pour les candidats de la majorité.

(1) Au premier tour de l'élection cantonale de la Guyane-Sud-Est, le 29 juin dernier, les résultats ont été les suivants : insc. 5.156 ; votants 1.670 ; suff. expr. 1.600. MM. Jean Chastet (parti socialiste guyanais), 923 voix ; Marcel Jérôme (R.P.R.), 448 ; Albert Lecante (Union démocratique guyanais) qui a été élu au second tour (16 juillet).

Parmi les quatre personnes

سكوا من الأصل

Le Monde DES LIVRES

Les deux visages de Jouhandeau

● Un an après sa mort, un témoignage et une réédition rendent la parole au dernier des monstres sacrés.

« Je vous laisse gardien du jeu », dit Jouhandeau, confiant les clés de sa maison à Henri Rodé, l'ami, confident et complice des années 50. Vous vous rendrez bientôt compte que rien ne se passe ici comme ailleurs. Et se disposant partout des pétards, ne vous étonnez pas s'ils éclatent. »

A peine a-t-il tourné les talons que sa prédiction se réalise. Les locataires se chamaillent, le puisard déborde, les poubelles bouchent le corridor et la porte

d'entrée disparaît. De son côté, le chat Doudou se venge du départ de son maître en répandant diarrhées et vomissements aux quatre coins du « Palais », puis en invitant la pègre des matons à mener le sabbat dans le jardin. Et le pauvre M. Rodé qui pensait avoir trouvé un livre propice à la méditation ! Le téléphone sonne sans arrêt. C'est Florence Gould, c'est Elise qui vient aux nouvelles, c'est Marcel qui se languit de Robert, son grand amour.

Parfois pourtant, l'homme de confiance pose la serpillière pour redevenir homme de lettres et rêver, la plume à la main, au couple fabuleux qu'il remplace. « Qui pourrait aimer Marcel sans Elise ? Elise sans Marcel ? », se demande-t-il. Qu'ils se haïssent et se déchirent, ce sont les règles de leur jeu. Mais Elise, qui

a baptisé son époux « Saint-Mauvais », qui le traite d'imposteur et jubile de le croire damné, se proclame fièrement « Jouhandeau » et confie à Gaston Gallimard : « Moi, mon mari m'a payé un faux feu pour la postérité. » Et Marcel, qui crible de traits vengeurs sa mégère, sa gorgone avoue : « Sans elle, je ne serais plus de ce monde. C'est mon corset. » Prisonniers d'un numéro qui ravit la galerie, ils l'exécutent en permanence, avec ou sans public, peut-être même s'entraînent-ils seuls, chacun devant sa glace. Ou est la vérité ? Dans ce masque qui leur colle à la peau, cette seconde nature qui a supplanté la première et qu'ils rêvent parce qu'elle est leur œuvre. « Pourquoi qu'on ne s'appare pas de moi, j'admets tout », dit Jouhandeau. Juché sur des vices qu'il prétend « salubres si on les pratique avec grandeur », il sourit des condamnations de l'Observateur Romano qui, à la satisfaction d'Elise, publie ce verdict : « Jouhandeau veut l'enfer, il l'aura. » Et Jacques Rodé ajoute : « On peut craindre que Dieu vous condamne au Paradis s'il doute que vous soyez capable de vous en accommoder. »



* Dessin de Bérénice GLEVE.

res du matin quand devient sensible sur mes épaules d'homme la chape de douleur de l'enfant qui se demande encore pourquoi je ne suis pas prêtre.

Quatre-vingt-dix-huit livres, vingt-cinq tomes de *Jouhandeau*, et combien d'inédits à commencer par ce *Journal* sous l'occupation qui paraîtra cet automne ! Il a beau avoir vécu jusqu'à quatre-vingt-onze ans, sa productivité nous étonne. « Il écrit trop, cela le perdra », soupire l'éditeur. Et certes le torrent ne charrie pas que des perles. Ses admirateurs se seraient volontiers passés de ce *Péri jui*, publié en 37. Mais qui remonte aux sources de Chamindouir y découvrirait le génie à l'état pur.

Rédigés après plus d'un demi-siècle, les huit récits de *Prudence Hautechaume* sortent de la nuit des temps, éblouissants de fraîcheur. Ils parlent la langue parfaite de l'ancien français, à la fois si riche et si simple qu'elle parvient à tout dire avec des mots quotidiens. Écoutez la prière de la bergère Nanou qui, avant de mourir dans une cave, voudrait « avoir un tout petit morceau de pré, de quoi faire une salade et puis le ciel, un coin grand comme l'œil d'une bête. »

Loin des frasques parisiennes

Voyez Mme Pô prosternée devant son vieil amant qui, « croyant reconnaître sa chienne, lui met le pied sur le front ». Suivez l'angélique Marie Albinier dans *la Maison du plaisir* où « Mme Dubois et le péché sont très honorés de l'accueillir car le son de la note d'une qui n'est pas tout à fait perdue fait du bien ». Accoudez-vous à la lucarne de Prudence Hautechaume qui « pleure en elle la misère de tous les hommes en écoutant battre le cœur gâté de sa ville ». Nous voici loin des frasques parisiennes et de la comédie conjugale.

On sait que Guéret n'apprécia guère l'honneur d'avoir servi de modèle à Jouhandeau. Lui-même avoue le trouble qu'il ressent à « s'approprier les vivants pour aliéner leur âme et la jeter dans ses œuvres ». Aussi est-ce avec une pitié confinante à la pitié qu'il délivre ses personnages de leurs secrets, baignant les monstres et les saints dans la lumière d'or de la grâce.

GABRIELLE ROLIN.

* UN MOIS CHEZ MARCEL JOUHANDEAU, d'Henri Rodé, Le Cherche-Midi éditeur, 245 pages. Environ 40 F.

* PRUDENCE HAUTECHAUME, de Marcel Jouhandeau, Gallimard, L'Imaginaire n° 221 pages. Environ 20 F.

LECTURES D'ÉTÉ

Vivre d'autres vies

● Le roman comme moyen de transport

DURANT sa trouble histoire, le roman a répondu à de multiples vocations. Déjà Maupassant s'étonnait que les critiques osent, en se fondant sur des règles qu'ils improvisaient, affirmer : « C'est un roman et cela n'en est pas un. » Et il ajoutait : « Si Don Quichotte est un roman, le Rouge et le Noir en est-il un ? Si Montecristo est un roman, l'Assommoir en est-il un ? Peut-on établir une comparaison entre les Affinités électives de Goethe, les Trois Mousquetaires de Dumas, Madame Bovary de Flaubert, Monsieur de Camors de Feuillet et Germinal de Zola ? Laquelle de ces œuvres est un roman ? »

Avant vécu ma carrière en état de dédoublement littéraire, je sais que, pour la plupart des critiques et pour la grande majorité des lecteurs de Jacques Laurent, ce que le signe Cecil Saint-Laurent n'est que feuilletonnesque. Tout se passe comme si, depuis Maupassant, le fossé n'avait pas cessé de s'approfondir entre le Rouge et le Noir et Montecristo, comme si la hiérarchie entre les différents genres de fiction n'avait cessé de se durcir.

Le problème est d'actualité au moment où les vacances provoquent dans les vitrines de librairies une marée de romans « faciles » qui, si diverses que soient leurs inspirations, visent tous à ravir, c'est-à-dire à enlever le lecteur pour le transporter soit à travers le temps, soit à travers l'espace, soit à travers les deux dans les régions qui lui sont radicalement étrangères.

Ces livres, qu'ils utilisent les charmes d'une société défectueuse, ou qu'ils exploitent ses tempêtes, ont besoin du destin, du secret, de la passion, parfois des sens ; certains apprennent à rêver sur ce qu'elle aurait pu être mais, s'ils sont réussis, ils démontrent le pouvoir principal du roman, celui de nous permettre, à nous qui sommes contenus par les limites de notre propre existence, de vivre d'autres vies.

Les souvenirs lus ne tardent pas à se mêler aux souvenirs vécus et, d'un mois d'août passé en Sicile, plus d'un lecteur ne se remémorera que la guérilla vendéenne à travers laquelle se seront écoulées ces vacances.

JACQUES LAURENT.

(Lire pages 16 et 17 notre sélection sur les lectures d'été.)

Eblouissants de fraîcheur

A ceux que sa religion intriguait, le maître répond qu'il est « catholique comme le diable ». Faut-il en conclure que « sa foi ignore l'angoisse et le sens du péché qui font la base des œuvres de Mauriac, Bernanos et Julien Green » ? Ce serait oublier cette nuit de février 1914 où, dans sa chambre du boulevard de Grenelle, il brûla tout ce qu'il avait écrit, pour se punir, se purifier. Et quarante ans plus tard, il écrivit, dans *De la grandeur*, l'angoisse de trois heures.

Rome, les démons et les dieux

● Quand le paganisme et le christianisme se disputent les âmes des hommes.

C'EST pour lui le combat entre Dionysos et le Christ n'est pas une question académique, un point d'érudition, mais une lutte inscrite au vif de leur propre cœur, une réalité quotidienne, l'ont avec passion le livre de l'helléniste anglais Dodds, *Païens et Chrétiens dans un monde d'angoisse*.

Cet essai, publié à Cambridge en 1955, et dont la traduction française vient seulement de paraître, est de bout en bout captivant. Nous le placerons, dans notre bibliothèque, à côté de ces trois grands livres qui ont marqué notre adolescence : le *Marco Aurèle* de Renan, la *Réaction païenne* de Pierre de Labriolle et les *Religions orientales dans le paganisme romain* de Franz Cumont.

Nommez les historiens de l'Antiquité — Renan, Gaston Boissier, Ferrero — qui ont mis l'accent sur la tristesse des Romains du troisième siècle de l'ère chrétienne. A son tour, Dodds fait l'analyse spectrale de cette « vague de pessimisme » qui a submergé le monde romain durant la période qui s'étend depuis l'accession de Marco Aurèle au pouvoir suprême (161) jusqu'à la conversion de Constantin (312).

Cette époque est, pour l'Empire, un temps d'insécurité politique et de chaos moral, d'inva-

sions barbares et de guerres civiles, d'épidémies et de dégradation des libertés ; elle est surtout le moment où la foi bascule, où le Grand Pan entre en agonie, où le nouveau dieu venu de Judée, les autres dieux orientaux — Isis, Mithra — et les vieilles divinités italiques se disputent les âmes des hommes.

Celse, polémiste antichrétien du deuxième siècle, s'attristait du refus de l'Eglise de sacrifier

aux dieux de l'Empire. « Vous avez tort, écrivait-il, de ne pas vouloir célébrer le Soleil ou chanter un bel hymne en l'honneur de Minerve. Ce sont là des formes de piété, et il ne peut y avoir trop de piété. Vous admettez les anges ; pourquoi n'admettez-vous pas les démons ou dieux secondaires ? » Par tempérament,

GABRIEL MATZNEFF.

(Lire la suite page 15.)

« Brillant, cosmopolite, corrosif. »
Dominique Fernandez / L'Express

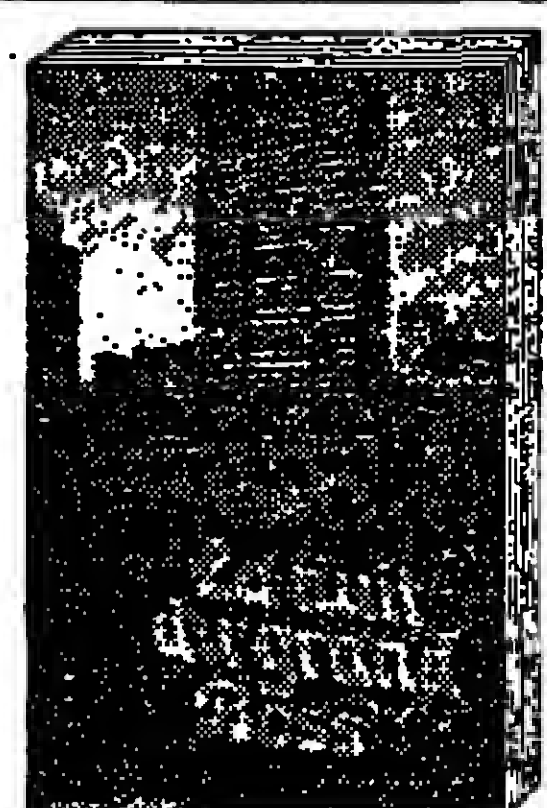
« Précipitez-vous sur La nuit du grand Boss »
Les Nouvelles Littéraires

Fruttero et Lucentini

La nuit du grand Boss

roman

GRASSET



« ANGÉLIQUE », de Jean Giono
« ALBUM GIONO » de la Pléiade

Un demi-siècle d'avance

Il y aura dix ans à l'automne que Jean Giono est mort. Cet anniversaire est l'occasion de diverses publications. En septembre paraîtra dans les *Cahiers du cinéma* un premier recueil des œuvres cinématographiques. Suivront, en octobre, la cinquième tome de la Pléiade regroupant les romans, et la première livraison des *Cahiers Giono*. Ces dernières semaines, Gallimard a révélé un inédit de jeunesse, *Angélique*, et offert aux fidèles de la Pléiade un album retraçant en images la vie et l'œuvre de Giono.

Les experts en postérité disent volontiers que dix années ne suffisent pas à décider de la place des auteurs disparus parmi leurs contemporains et à les tirer d'un purgatoire presque inévitable. Est-ce bien sûr ? Déjà Mauriac, après le même délai, commence à s'effacer d'un jeune public qui ne l'a pas connu vivant. Pourquoi pas Giono ? Au lieu de consommer de l'oubliable, comme on nous enjoint de le faire chaque été, pourquoi ne pas profiter des vacances pour découvrir ou relire ces écrivains qui, de toute façon, auront dominé le siècle ?

GIONO passe pour avoir tenu, dans ce siècle, la part du prophète écologique. On verra qu'il a effectivement devancé de cinquante ans la sensibilité actuelle aux problèmes d'environnement, et l'a peut-être préparée. Mais son sens de la nature, contrairement à ce qu'on constate aujourd'hui, est toujours resté domestiqué par le respect de la culture. Ses chants paniques des années 30 n'échappent pas à une vigilance toute classique. C'est à tort qu'on pariera, après la guerre, de « seconde manière » donnant le pas à l'histoire sur l'exaltation terrienne.

A ses débuts, l'intimidation par le passé joue à plein. Ses poèmes d'adolescent doivent moins à la fréquentation des bergers de Manosque qu'à celle de l'*Odyssée*. *Angélique* subit l'influence des légendes médiévales. Ancêtre du futur Angelo du Hussard sur le toit, le héros est un troubadour promenant ses contes dans les châteaux de la Drôme. Il faut de l'imagination, et l'aide du préfacier Henri Godard, pour trouver dans ces fabliaux sur-écrits l'écho des bivaques qui inspirèrent l'auteur, alors élève aspirant à Montségur-sur-Lauzon. Avec le complexe des autodidactes, le fils du cor-

Par Bertrand Poirot-Delpech

donner de Manosque devenu coursier de banque se croit obligé d'abriter, derrière un genre et une langue hérités, les thèmes qui, déjà, l'envahissent : l'amour de la vie, la dévotion filiale, le plaisir de faire chanter les mots...

L'ALBUM de la Pléiade, également commenté par Henri Godard, confirme ce culte des chefs-d'œuvre, dont les apôtres actuels du retour aux sources croient pouvoir se passer. Giono est inimitable, à la limite, sans la Provence ; il ne l'est pas sans la lecture éblouie d'*Homère*, de Dante, de Machiavel, de Stendhal, de Whitman, de Melville. En artisan, il regarde les maîtres qu'il s'est choisis, il se pénètre de leurs méthodes.

Ce sans équilibre de la nature et de l'artisanat patient, qu'atteste la fameuse écriture calligraphique, se prête idéalement à l'illustration. Il existe une sorte d'harmonie intérieure, chez Giono, entre les paysages ou les chefs-d'œuvre qui l'ont marqué et son visage, son trait de plume, également pacifiés. En faisant éclater cette harmonie, l'album de la Pléiade satisfait une curiosité dont on ne souligne pas assez la légitimité. Dans la mesure où les écrivains se mettent tout entiers dans leurs œuvres — et les plus grands n'y manquent pas, — le public acquiert sur eux un droit égal à celui de leurs intimes. Plus qu'aucun autre, Giono a honoré de son vivant ce lien familial créé par la lecture.

Avant d'en venir aux expériences qui ont résulté, et qui préfigurent bien des innovations actuelles, il faut évoquer d'un mot les « ennuis » qu'a vus à Giono son pacifisme militant et sur lesquels l'album fait parfaitement le point.

A toute chose malheur est bon pour qui sait en user avec philosophie. De ses séjours en prison, Giono rapportera : en 1939, le goût de Melville, et, en 1944, l'idée du Hussard sur le toit. Mais, avec le recul, les velléités des pouvoirs d'alors d'annuler une pensée en privant un homme de liberté et d'expression semblent sordides et imbéciles.

La libération, Giono n'a rien à se reprocher, par rapport à tant de profiteurs égarés. Il a seulement publié dans des journaux tolérés par l'occupant, comme beaucoup d'autres écrivains à qui on n'en demandera pas compte. Ce n'est pas sa faute si Vichy a détourné son hymne à la nature. Il est insensé qu'il ait fait cinq mois de détention et deux ans de silence forcé pour que Jean Paulhan, encore lui, désarme la vindicte de ses amis résistants !

A la déclaration de guerre, l'emprisonnement de Giono à Marseille, pour deux mois, est encore plus révoltant. L'écrivain s'est borné à approuver, avec le philosophe Alain, les accords de Munich, par pacifisme enragé. Devant les perspectives d'invasion, il a écrit, il est vrai, qu'il aimait mieux « être un Allemand vivant qu'un Français mort » ; mais il avait payé au prix fort le droit de se méprendre sur la menace nazie. Peu d'auteurs avaient subi autant que lui l'horreur de 1914-1918. Il avait connu tous les massacres : Verdun, Les Eparges. Pour se venger, comme il l'a fait, d'avoir encouragé les mutilés du Chemin des Dames, lors de l'offensive de Nivelle, jugée inutilement meurtrière par bien des stratèges, encore fallait-il y être...

COMME chez Bousquet, Genevoix, le Gide des *Nourritures*, l'amour de la vie s'est nourri chez Giono de l'horreur de la mort contractée à la guerre.

Cette passion de la vie n'était pas courante parmi les écrivains français de l'époque. La plupart exprimaient l'étouffement, l'absence d'espoir et même la crainte d'annihilation des milieux citadins et bourgeois dont ils étaient issus. De là, le succès prodigieux réservé par toute une jeunesse des années 30 au message optimiste de *Colline* (1929), de *Un de Baumugnes* (1931), du *Serpent d'étoiles* (1933), de *Que ma joie demeure* (1934). En plein essor des soubresauts de jeunesse et du camping, Giono donnait forme à une envie confuse de retrouver la nature, de l'épargner, de réconcilier activités intellectuelles et manuelles, d'inventer de nouvelles communautés plus fraternelles. Ainsi naquit l'aventure du Contadour, hameau proche de Manosque, où Giono conduisit en 1935 quelques dizaines de lecteurs impatients de mettre leurs aspirations en pratique.

Par l'image et le témoignage, l'album de la Pléiade montre que l'écrivain fut plus contraint qu'enclin à jouer les magiciens. C'est un des rares cas en France où, à la façon anglo-saxonne, un auteur a été entraîné par son public à incarner sur le terrain les espoirs qu'il avait fait naître. Espoirs prophétiques, si l'on songe que l'idéal de retour à la nature et la convivialité se cherchaient, comme aujourd'hui, à travers l'artisanat, la restauration de villages en ruine, l'auto-édition, la méfiance des partis, le refus de tous les systèmes globaux, le respect des droits de l'homme. Giono ne fut-il pas un des premiers à dénoncer à la fois le fascisme et les procès de Moscou ?

Anticiper sur la mort, il s'était battu contre les installations nucléaires de Cadarache et le camp de Canjuers. Là encore, il anticipait sur la bataille qui s'est élevée du Larzac à Plogos. Comme tous les poètes, il a perdu. Provisoirement.

* ANGÉLIQUE, de Jean Giono, Gallimard, 124 pages. Environ 40 F.

* ALBUM JEAN GIONO, Pléiade Gallimard, 320 pages. Grátis pour l'acheteur de trois Pléiades.



PRIX KLEBER HAEDENS 1980



"...devant tant de beauté, d'intelligence, d'humour et de vérité, l'infini chez soi est un des textes les plus importants écrits en français depuis longtemps..."
JACQUES DE DECKER / LE SOIR

dominique rolin

roman dénoël

Jean LAHOUGUE

Comptine des Heights roman

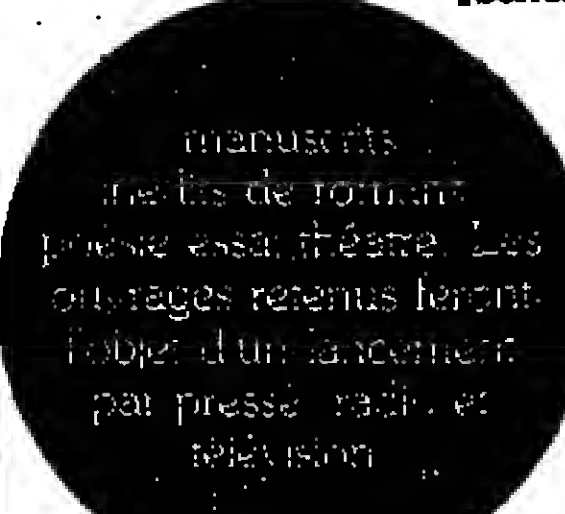
Voilà le livre le plus merveilleusement inquiétant que j'ai lu depuis longtemps, et la plus précieuse des lectures.

Yves Florenne - Le Monde

Gallimard

Important Editeur Parisien

recherche pour ses différentes collections



Adresser manuscrit et C.V. à la Pensée Universelle 4 rue Charlemagne, 75004 Paris - Tél. 887.08.21.

Conditions fixes par contrat. Notre contrat habituel est déposé par l'article 49 de la loi du 11 mars 1957 sur la propriété littéraire.

Claude MERY

PATRIOTES OU PARIAS ?

1940-46 :

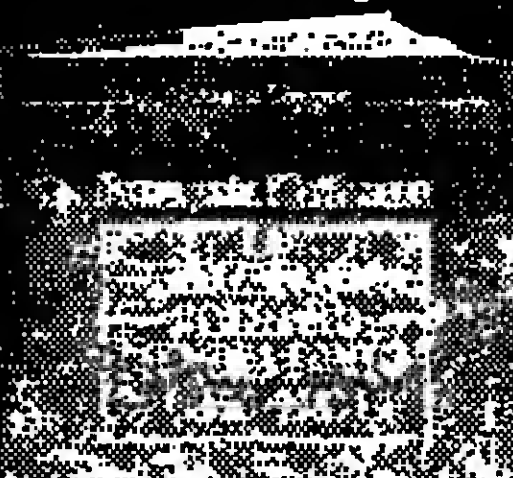
- Une Défaite
- Une Résistance
- Une Réinsertion

TROIS COMBATS DIFFICILES

POUR LA PREMIERE FOIS, une Vérité sans fards ni panache !

La Pensée Universelle
4, rue Charlemagne 75004 PARIS

François Thibaut LA PÉRÉGRINATION DE FERNÃO MENDES PINTO



Comment un ancien valet portugais, tour à tour soldat, esclave, pirate, marchand, découvre le Japon en 1543, et devient l'ami du grand homme de son époque, le futur Saint-François-Xavier.

Collection "Étonnants Voyageurs"

Seghers

histoire religieuse

Du nouveau sur le « brigandage d'Aquilée »

● Pour rendre justice à l'arianisme.

L'ARIANISME est chose méconnue. On sait généralement que cette hérésie condamnée par le concile de Nicée, devint la religion des Francs, et que Clovis, en l'adoptant, fit une bonne affaire politique. Il est admis, sans doute à juste titre, que les Francs n'excellaient pas par leur sens de la vie spirituelle, et il en retombe sur l'arianisme une sorte de discrédit. On oublie qu'il fut une première tentative, inspirée par la philosophie grecque, pour ramener, selon la formule de Kant, « la religion dans les limites de la simple raison ».

Qu'envisageait Arius et ses successeurs ? Que le Fils n'est pas engendré, et que, l'engendré étant un attribut essentiel de la divinité, le Père est, en somme, plus Dieu que le Fils. Le Fils a beau être unique et parfait, il lui reste, dans sa gloire même, une incompréhension, un manque qui est une dette, puisqu'il doit au Père d'exister. Voilà pour ainsi dire l'annonce minimal de l'arianisme, et comme tel, on doit bien le reconnaître pour irréfutable.

Comment alors expliquer la condamnation de Nicée, répétée au long des siècles ? Sans doute parce que précisément la logique trop rigoureuse d'Arius déconstruit le mystère chrétien, qui réside dans le rôle extraordinaire dévolu au

Fils. Le génie du christianisme tient certainement à cet effort déraisonnable, prodigieux, aux conséquences incalculables, pour faire du Fils l'égal du Père.

On aurait tort de croire la controverse inactuelle. Malgré le « décret » de Nicée, elle est réapparue périodiquement, et depuis seize siècles, tant il est vrai que, entre le Père et le Fils, rien ne peut être définitivement réglé.

Une protestation longtemps étouffée

Il convient donc de signaler la superbe édition des *Scolies ariennes sur le concile d'Aquilée* que présente aujourd'hui, dans une version entièrement renouvelée, le professeur Roger Gryson. On pourra en déplorer le prix prohibitif qui ne se justifie pas mais s'explique par le travail que représente cette publication. Elle comporte, en effet, en regard de la traduction française, un original dont la reconstitution fut une tâche littéralement bénédictine. Car il s'agit de commentaires qui se trouvent dans les marges du compte rendu des débats d'Aquilée. Au cours des âges, ils ont été grattés, badigeonnés, mutilés par la rogneuse des relieurs ou par l'acide chlorhydrique employé par de trop zélés déshydratateurs : comme à l'arianisme, tant de fois condamné ou rélé,

n'avait pas subi assez de malheurs !

De surcroît, les ariens ont contesté le procès-verbal, les clercs-rédacteurs ayant été désignés par saint Ambroise, initiateur de ce qui fut un véritable procès — le bouillonnant Palladius parle du « brigandage d'Aquilée ». Mais, nous assure le professeur Gryson, Ambroise, qui avait d'être saint fut fonctionnaire, n'aurait jamais pris sur lui de traquer un document officiel. De la sorte, les actes du concile d'Aquilée, reproduits ici en annexe, ne nous renseignent pas seulement sur une querelle fondamentale, mais encore sur l'effacement de la sténographie.

L'honnêteté des scribes paraît d'autant moins en cause que le procès-verbal n'est pas à l'honneur d'Ambroise, et donne à comprendre l'indignation qui s'exprime dans ses marges. Combien il est émouvant d'entendre, grâce à la patience passionnée des traducteurs, cette protestation si longtemps étouffée contre un si vieux déni de justice !

Usant de ruses et de manœuvres, Ambroise avait réuni, au lieu d'un véritable concile, un synode restreint où les Nicéens étaient largement majoritaires. Palladius refuse de s'exprimer devant ce concile-croquignol, il réclame un vrai débat contradictoire rassemblant les Orientaux et les Occidentaux, il rappelle ce principe fondamental du droit qu'on ne peut être à la fois juge et partie. On lui répond : « Au lieu de jurer,

expose ton credo. » Mais à peine a-t-il entrepris d'expliquer que le Fils est par définition engendré, que les partisans d'Ambroise poussent des cris furieux : « Anathème ! »

Ambroise reproche à Palladius de refuser de condamner Arius alors que Dieu a déjà porté sa sentence, car Arius « a créé par le milieu ». Il semble en effet qu'Arius soit décafé d'une hémorragie interne dans les intrèques du forum de Constantinople. Mais quel pitoyable argument théologique !

Ambroise n'hésite pas à mettre en jugement et à faire condamner de manière expéditive des hommes qui ont derrière eux une longue et irréprochable carrière épiscopale. Il est vrai que l'argument de l'âge n'impressionne guère les accusateurs qui vocifèrent : « *Maudite cheville ! Maudite ! Maudite ! Maudite !* » On refuse à l'un le droit de rester assis, à l'autre on coupe la parole.

Une telle affaire ne saurait admettre de prescription. A la lumière de ces nouveaux documents, si bien présentés, il s'impose de rouvrir le dossier d'Aquilée. Les ariens pourraient trouver dans la sensibilité contemporaine quelque secours puisqu'ils n'ont fait, en un sens, que plaider le droit à la différence.

FRANÇOIS GEORGE.

* SCOLIES ARIENNES SUR LE CONCILE D'AQUILÉE, présentées par Roger Gryson. Editions du Cerf. Savigny 318 francs.

vie littéraire

Les paysages de Katia Granoff

Katia Granoff a réuni en un seul — mais gros — volume ses dix recueils poétiques et d'autres écrits déjà publiés ou inédits. Mémoires, souvenirs de l'enfance et de la jeunesse russes ; critiques qui sont surtout des portraits ; enfin et d'abord : poèmes. A l'occasion de son *Antologie de la poésie russe*, elle avait réécrit, elle avait un dernier poème russe, mais qui écrit en français : Katia Granoff. Ce n'est pas une œuvre : six cents pages, riches en héros et en paysages, hantées, on s'en doute, par les peintres et la peinture : il allait de soi que Baudelaire y fût salué d'un long poème. Œuvres complètes encore incomplètes : à quatre-vingt-cinq ans Katia Granoff est un foyer en pleine activité. (Œuvres complètes, de Katia Granoff, Bourgois, un volume relié, 1404 pages.) — Y.F.

ne sont pas moi, revêt un caractère tragiquement réaliste.

L'auteur, André Brun, né en 1951, s'est suicidé en 1976, laissant de nombreux manuscrits ; ce volume reprend ses derniers cahiers, pleins d'une ironie amère. Le dernier ouvrage, qui est de Geneviève Metzger, se compose de deux séries de courts poèmes, consacrés chacune à un thème : *Terres et la Sol*. On y découvre le formidable amour-émerveillement que l'auteur porte à la vie et à la nature.

NICOLAS GRENIER.

Valéry et Freud

Paul Valéry éprouvait à l'égard de la psychanalyse une répulsion réticente : il jugeait Freud peu scientifique, doutait de l'efficacité thérapeutique de sa méthode, déplorait sa religiosité et s'insurgeait contre la place qu'il accordait au sexual (« Quel de plus belle que les inventions de Freud sur ces choses ? »).

Passionné par les rêves — il notait scrupuleusement les siens, Valéry s'imbriquaient moins à leur signification qu'à leur contenu qu'à leur forme, leur structure, ainsi qu'au type de fonctionnement mental qu'ils impliquent. Néanmoins, certaines de ses formulations rejoignent les découvertes freudiennes, notamment lorsqu'il écrit : « Ce qui est refusé par la pensée en temps de veille, se fait penser jusqu'à la fin en temps

de rêve », ou lorsqu'il évoque le rêve comme une « fête des fous et des esclaves — récompense de la soumission de tout le jour ».

Pour mieux connaître l'approche valérienne du monde onirique, on se reportera avec profit au troisième des Cahiers Paul Valéry : *Questions du rêve* (éd. Gallimard, 306 p.). Yvon Bellaval, N. Calayrac-Picot, J. Rouart et J. Robinson, entre autres, figurent à son sommaire. — R. J.

Un poète de l'errance

Professeur de littérature à la faculté des lettres de Rabat, directeur d'une revue de sémiologie, « Traces », Abdallah Bounfour est aussi un poète. Son premier recueil, « Atlas-siques », publié à Rabat aux Editions Stouky (une nouvelle maison d'édition), a la rigueur et la beauté du désert, espace intérieur de quête et de lumière. Abdallah Bounfour retrace les pas de l'errance avec des mots ciselés, précis, nus. Ce sont les mots-mirages du voyageur qui ne s'arrête que pour s'étonner et célébrer une mémoire incertaine :

« Je tremble au regard des paupières / [Hermès] accompagnées d'une parole suspendue. / L'aurai-je entendue dans l'écho du cercueil / qui entend un vaillant ? / Mais le chant discordant de la parole / parasite l'essence du silence souverain qui / [l'âme]. / Il est parti de pardon avec un espoir / rassurant. / Etranger à lui ce chant impur. »

« Atlassiques » est l'héritage d'un nomade qui a répudié la nostalgie. — T. B. J.

vient de paraître en bref

● CRITIQUE LITTÉRAIRE
RENÉ-GUY CADOU : *Le Testament d'Apollinaire*. — Le « dialogue » de deux poètes. L'ouvrage est rédigé avec une préface de Georges Bernheim. (Ed. Rougerie, 188 p.)

● THÉÂTRE
PIERRE ALBERT-BROU : *Théâtre V*. — Ce volume comporte la *Dance enroulée* et le *Mirage tiré par les cheveux*. (Ed. Rougerie, 182 p.)

● LITTÉRATURE ÉTRANGÈRE
PHILIP ROTH : *Le Grand Roman américain*. — A travers les mésaventures d'une équipe de base-ball, un portrait de l'Amérique. Traduction de Sylvie Salade. (Gallimard, 500 p.)

● DOCUMENT
PAZ ESPINO : *Des femmes de Nicaragua*. — A travers des portraits et des entretiens, le rôle qu'ont joué les femmes dans la révolution. (Ed. Des Femmes, 222 p.)

● PHILOSOPHIE
EMIL FACKENHEIM : *La Préface de Dieu dans l'histoire*. — Affirmations juives et réflexions philosophiques après Auschwitz. Traduit de Hengist par M. Delmon et B. Dupuy. (Ed. Verdier, 166 p.)

● LA BIBLIOTHÈQUE NATIONALE organise, au château de Beaumarchais (Eure), une exposition de cent cinquante reliures d'art, provenant de ses collections, et offrant un panorama de la reliure française du seizième au vingtième siècle. (De juillet à septembre. Fermeture le mardi.)

● « TOUT UN MONDE LOINTAIN » : cette nouvelle collection des Editions Verdier, dirigée par Olivier Rolin, vient de faire paraître ses deux premiers titres : « Le Passage du pôle arctique au pôle antarctique par le centre du monde », œuvre d'un anonyme du dix-huitième siècle, et « Les Aventures du chevalier de Beauchamp », de Lesage. Le propos de cette collection n'est pas de publier des récits de voyage, mais des textes, relations, romans et essais anciens ou contemporains qui parlent du lointain comme d'un décalage des perspectives.

● CENT QUARANTE DESSINS CONTRE LE NUCLEAIRE, c'est le titre d'un recueil édité par le comité de Saint-Lô du CRIAN (Comité antinucélaire de Basse-Normandie). Les cent vingt dessinateurs proviennent d'horizons divers. Ils ont tous réalisé leurs dessins bénévolement. L'ouvrage est préfacé par Haroun Tadié. (35 F. en librairie ou au CRIAN, comité de Saint-Lô, B.P. 25/50944 Saint-Lô Cedex.)

● TOUTES LES FORMES DE THÉORIE sont évoquées dans le numéro 3/4 de la revue « Apostrophe », réalisé en collaboration avec « 69 REVUE n. 13, vols Lancet, 84400 Vity ; le numéro : 25 francs. »

● LES CAHIERS DE PHILOSOPHIE « Essais de la pensée » commencent leur premier numéro au philosophe S. Lévinas. On y trouve en particulier des textes et des études de M. Blancheot, L. Andrich et, bien sûr, R. Lévinas lui-même. (20 F. le numéro. Abonnement : 80 F. Jacques Rolland, 139, rue de Valenciennes, 75015 Paris.)

● « MADEMOISELLE DE MAUPIN » ET « LA PRINCESSE DE CLÈVES » viennent d'être réédités par l'imprimerie nationale, dans la collection « Lettres françaises ». Accompagnées d'un appareil critique de Jacques Bédier, l'œuvre de Thérèse de France est illustrée par vingt-trois compositions de Guillaume Gillet. L'ouvrage, relié en cuir rouge, est composé à la main en garamont (446 pages). Présenté et commenté par Jean Mesnard, le roman de Madame de La Fayette est illustré par quatre-vingt dessins originaux de Roger Villard (388 pages). Dans sa collection « Personnage », l'Établissement national public de Jeanne d'Albaret, Reine de Navarre, de Nancy L. Boelker, professeur à l'université de Boston et spécialiste de la Réforme.

● LA REVUE BIMESTRIELLE « OBSESSIONS » propose, dans son numéro 11, une lettre à Pierre Emmanuel par Christian G. Guézennec, des poèmes du sixième Dalai-Lama, traduits par Pascal Coumes, d'autres poèmes d'Yves de Beyer, d'Ossip Mandelstam et de Cosmas Koronov, une nouvelle d'Élisabeth Moreau, et un texte d'André Suarès, présenté par Yves-Alain Favre, sur le livre de Francis Carré, « Prisonniers de femmes ». (12 F. le numéro ; abonnement de soutien : 120 F. 50, rue des Abbesses, 75018 Paris.)

● TRANSITIONS, revue de l'innovation psychiatrique et sociale, consacre son troisième numéro à la désinstitutionnalisation aux États-Unis. On trouvera notamment des réflexions critiques de Thomas Szasz sur la psychiatrie, des témoignages de François et Robert Castel, ainsi que divers documents concernant la manutention des fous, les toxicomanes et les handicapés, mêmes leur propre existence. (Édition les Formes du secret, 3, rue du Général-de-Lamartine, 75015 Paris.)

● LE PRIX CLAUDE-FARRÈRE a été remis par l'association des écrivains combattants à Robert Wolff pour son livre « La Roboterie de la tour » (éd. France-Empire).

histoire religieuse

Juifs et catholiques de 1919 à 1939

ENCORE un livre sur la question juive, se disent certains en découvrant celui que vient de publier sur l'entre-deux-guerres Lazare Landau, le biographe de l'historien Jules Isaac. De fait, depuis quelques années, les études d'histoire en particulier, se sont multipliées sur l'antisémitisme et sur les relations dans notre pays entre juifs et chrétiens. Mais cet ouvrage ne fait double emploi avec aucun de ses prédécesseurs : il enrichit notre connaissance, ou même renouvelle notre vision.

Lazare Landau s'attache d'abord à retracer la montée de l'antisémitisme et à en reconstruire les formes pendant l'entre-deux-guerres. Il pense en trouver l'explication dans les circonstances qui ramènent les préjugés ancestraux : l'opinion cherche une victime émissaire responsable de la crise économique et des menaces suspendues sur la société. Il dresse un inventaire minutieux des stéréotypes du juif qui combinent des thèmes venus du fond des âges et hérités de siècles d'incompréhension, avec des images plus neuves, telles celles qui naissent de l'assimilation du bolchevisme avec le judaïsme.

La place de l'Alsace

L'Alsace a droit à une attention toute spéciale qui ne s'explique pas seulement par les origines de l'auteur mais que justifie l'importance de la communauté israélite dans la province rhénane. A trouver pour la première fois rassemblées une multiplicité d'indications fragmentaires, on peut avoir le sentiment que la France a été submergée dans les années 30 par une vague irrésistible d'antisémitisme : le lecteur se demande si le tableau n'est pas quelque peu poussé au noir.

Il faudrait pouvoir mesurer l'influence effective de cette profusion, de libellés et de pamphlets. Ont-ils eu beaucoup de lecteurs ? Convainquirent-ils beaucoup d'esprits ? Lazare Landau apporte, de lui-même, des réponses : ainsi souligne-t-il que le colonel de La Rocque désavoua catégoriquement des tracts antisémites diffusés dans les organisations qu'il dirigeait.

La même attention scrupuleuse à la diversité des opinions et des comportements inspire l'étude des réactions de la communauté juive française à la montée de l'antisémitisme. Celle-ci était mal préparée : depuis plusieurs générations, les juifs de France aspiraient à se fondre dans l'unité française, fût-ce parfois au détriment de leur spécificité, et leur objectif était de s'assimiler. Aussi nombre d'entre eux ont-ils vu sans sympathie affluer leurs coreligionnaires, chassés d'Europe centrale par les persécutions : leur arrivée en nombre, encore que limitée, n'allait-elle pas réveiller la suspicion et l'animosité, et remettre en question leur incorporation à la société française ? Lazare Landau relève les signes et les expressions d'une antipathie juif dont l'apparition n'est pas le fait le moins étrange et le moins douloureux de cette période.

Partagés entre l'inquiétude pour eux-mêmes et le sentiment de la solidarité avec leurs frères, les juifs de France se divi-

sent : leurs organisations pratiquent une politique qui paraît à certains timorée ou incertaine. Des tensions se dessinent entre générations, les jeunes reprochant aux chefs de la communauté leur passivité et leur inertie devant l'orage qui s'annonce. Dès avant 1939, et bien qu'à l'époque le sionisme n'exerce qu'une attirance des plus réduites, certains s'interrogent sur la validité et les chances d'une assimilation totale : déjà se profile une réflexion sur l'identité juive, préfigurant la renaissance et le renouvellement du judaïsme qui se manifeste de nos jours avec l'éclat que l'on sait.

Un renversement d'attitude

L'apport sans doute le plus neuf de l'ouvrage de L. Landau concerne les rapports entre les juifs et les catholiques : il révèle qu'un changement profond s'est opéré dès l'entre-deux-guerres dans l'attitude des chrétiens à l'égard de la question juive et dans le regard porté sur les juifs.

Jusqu'ici on avait tendance à inférer du silence observé en octobre 1940 par l'épiscopat français sur le statut des juifs, promulgué par Vichy, qu'il demeurait encore imprégné des maximes antisémites qui fleurissaient au temps de l'affaire Dreyfus et dont Pierre Sorlin a fait une étude magistrale à propos de la « Croix ». Certaines prises de position, telles les propos nettement hostiles du cardinal Baudrillard, en 1936, ou encore les campagnes de diffamation de Mgr Jouin, apportaient un démenti à l'idée qu'il avait fallu attendre l'été 1942 et la grande rafle pour voir quelques évêques se démarquer de l'antisémitisme officiel. Or le livre de L. Landau apporte la preuve irréfutable que de nombreux catholiques,

et non des moindres, avaient pris nettement position avant la guerre contre l'antisémitisme.

D'avantage : ceux qui, entre 1919 et 1939, continuent d'énoncer les thèmes classiques de l'antisémitisme, ne représentant plus l'Eglise ; ils ne parlent plus en son nom, ils n'ont plus l'oreille de la communauté chrétienne ; ils se situent en marge. Ce n'est pas seulement Pie XI qui rappelle que les chrétiens sont spirituellement des sœurs : toutes sortes de religieux, de militants, des prêtres, tiennent des propos analogues. Dès 1927 le Semaine des écrivains catholiques entend un langage positif. Plusieurs évêques accordent leur protection à des associations qui ont pour raison d'être de combattre l'antisémitisme. L. Landau éclaire le cas de quelques écrivains qui ont été des directeurs de la conscience catholique : Maritain, Bernanos, Mounier, Claudel.

Surtout il s'attache à discerner quelques-unes des raisons de ce renversement d'attitude. S'il lui est possible d'écrire que, en 1939, l'Eglise enseignante s'est rangée du côté des juifs, que persécute le néo-paganisme hitlérien, c'est pour des causes principalement religieuses et qui font corps avec les changements que connaît alors le catholicisme français. Faisant retour à l'Écriture, les catholiques retrouvent leurs racines et reprennent conscience des liens qui les unissent au peuple de la Bible. Eux qui privilégiaient les valeurs de stabilité et voyaient dans l'étranger l'ennemi, ils se trouvent le sens du départ et conçoivent de nouveau l'Eglise comme un peuple en marche.

RENÉ RÉMOND.

★ DE L'AVERTISSEMENT À L'ÉTAT DE JUIFS ET CATHOLIQUES EN FRANCE DE 1919 À 1939, de Lazare Landau. Préface de Jacques Madaule. Le Centurion, 332 pages, environ 70 francs.

Rome, les démons et les dieux

(Suite de la page 13.)

Dodds est de ceux qui regrettent que les premiers chrétiens aient témoigné tant de haine aux « dieux secondaires ». Tout au long de son livre, c'est ce qui était commun au christianisme et aux autres familles spirituelles que le savant anglais s'attache à mettre en lumière.

Lorsque saint Grégoire de Nysses écrit que « les affaires humaines ne sont que jeux d'enfants construits sur des châteaux de sable qui seront bientôt effacés », il fait sienne un thème stoïcien, sublimement développé par Marc-Aurèle. Pour l'empereur philosophe — dont Renan a dit que nous portons tous le deuil — le monde n'est qu'une illusion magique, et les passions humaines de vaines chimères. Notre extrémité du réel n'est qu'un rêve, un délire. Tout n'est que « fumée et néant ». La Terre n'est qu'une pointe d'aiguille sur la carte de l'univers, et les hommes des ombres fugitives.

Selon Dodds, c'est par le truchement de Platon que ce pessimisme stoïcien a été transmis à l'école néoplatonicienne, tant païenne que chrétienne. Dans le *Théétète*, Platon note que le monde sublunaire « est nécessairement hanté par le mal ». On retrouve cette idée dans les Évangiles, et certains gnostiques aboutiront à une condamnation radicale du cosmos. La conviction chrétienne et gnostique que nous sommes des étrangers sur la Terre (« N'aimons ni le monde, ni les choses qui sont dans le monde ») n'était pas alors, observe Dodds, le privilège de l'Eglise naissante : chez les disciples de Platon elle était un lieu commun, et Marc-Aurèle, si solennel qu'il fût de l'organisation de la cité et du bonheur des peuples, définissait ainsi notre existence : « Un séjour passager sur une terre étrangère ».

Les stoïciens, Platon, les sages indiens cités par Porphyre, ne font pas de leur pessimisme un prétexte à l'inertie : ils enseignent que nous sommes sur terre pour coopérer avec Dieu à la révélation de la vie divine, et que notre existence humaine est une

œuvre commune, une liturgie (leituria signifiant en grec « service public »).

C'est une idée que reprendront à leur compte les Pères de l'Eglise, et il est significatif qu'Origène et Plotin aient eu le même maître : le philosophe païen Ammonius Saccas. Un hermétiste païen, l'auteur anonyme de la *Koré Kosmou*, explique que c'est l'impertinence de l'auto-affirmation de soi (*tolma*) qui constitue le péché des âmes. On retrouve cet enseignement pythagoricien chez les disciples du Crucifié, et quand saint Augustin écrit que « l'audacia sperat hominem de Deo », son *audacia* est une traduction de *tolma*.

Humour et érudition

Les principaux griefs que faisaient les païens aux chrétiens étaient leur inculture, leur intolérance, l'extrême bassesse sociale des milieux où ils exerçaient leur propagande, leur irrespect des fondements de la cité. Il faudrait que les gens qui, de nos jours, exaltent naïvement la « famille chrétienne », lisent les pages de Dodds sur les chrétiens qui, dans ces premiers temps du christianisme, subjuguèrent les enfants païens, les encourageaient à désobéir à leurs parents et à leurs maîtres, et les attirèrent dans de petites communautés marginales.

Il y a entre le christianisme primitif et le christianisme d'aujourd'hui la même différence qu'entre le caviar et les œufs de lump. Dodds nous rend la saveur de ce que fut le vrai caviar. Ce n'est pas un des moindres mérites de ce livre merveilleusement intelligent, où l'humour pince-sans-rire s'amalgame à la plus rigoureuse érudition.

GABRIEL MATZNEFF.

★ PAÏENS ET CHRÉTIENS DANS UN ÂGE D'ANGOISSE, de R.E. Dodds. La Pléiade, 198 pages, 150 francs. Émile et Henri II B.P. 11, 33640 Cielix.

pensez à lire

TONY CARTANO
Blackbird
roman

Une épopée menée avec une grande énergie et une extrême rigueur.

P.-A. BURGUES - LE MAGAZINE LITTÉRAIRE

Buchet/chastel

Jean Edern Hallier
UN BARBARE EN ASIE DU SUD-EST

« Avec un raffinement lyrique, Hallier nous décrit cette grande mise en scène d'un monde qui disparaît. »

Michel Déon (Le Monde)

Nouvelles éditions Oswald

l'été, c'est aussi le temps de la réflexion

ALVIN TOFFLER

La 3ème VAGUE

Alvin Toffler annonce le commencement d'une autre histoire humaine

L'EXPRESS

- un document capital
- un livre vivifiant
- une vision percutante de l'avenir

denoël

LIRE EN ÉTÉ

Zoé
OLDENBOURG
LA JOIE-SOUFFRANCE

roman

Le calvaire somptueux d'une passion dans le Paris des années trente. Une symphonie de l'amour.

Jean-Jacques Brochier

Roger
GRENIER
LA FOLLIA

roman

Je n'ai rien lu depuis longtemps qui m'émeuve autant.

François Nourissier

Gallimard

pensez à lire

TONY CARTANO
Blackbird
roman

Ce roman a assez de séduction et de force logique pour obtenir d'innombrables suffrages.

MAURICE CHAVARDES / NÉEDO T.C.

Buchet/chastel

LECTURES D'ÉTÉ

romans historiques



* Dessin de J.-P. CAGNIAT.

Un diable nommé La Tulipe

Du sein, de la fesse, et le reste à l'avenant : on couche beaucoup dans les sept cents pages de ces deux volumes, à la hussarde ou avec raffinement, sous les lambris, dans les loins, dans des lits grincants, gaillardement toujours. Un roman pour les soixantaines fatiguées qui ont besoin de se fouetter les sangs. Pourquoi donc en parler dans ces pages, vouées, d'habitude, à de plus sérieux travaux ? Précisément parce que le sexe a ici du style, si on peut dire. José-André Laroux, un Belge à la verve d'ordinaire plutôt celtique, se déchaîne sous un pseudonyme qui n'abuse plus personne ; mais les nécessités d'un récit qui commence sous le règne de Louis XV et s'achève — provisoirement ? — à la prise de la Bastille ont poussé l'auteur, par mimétisme, à la verve plus allégre du dix-huitième.

On se croirait dans un de ces contes libertins où les pousseuses amoureuses, loin d'engourdir l'esprit, lui sont roboratives, ou encore dans de ces bagarres de cape et d'épée où la bravoure va bon train, aux limites de la folle audace, toujours récompensée ; entre Benjamin (la film) et Fanfan la Tulipe, de Gérard Philipe. Ce Fanfan-là, celui du livre, fils de la Du Barry et de Gros-

Louis, le duc d'Orléans qui donnera le jour à Philippe Egalité, on est sûr qu'il se tirera des pires circonstances et qu'il va obstinément s'engouffrer quand elles ne s'abattent pas sur lui. Il se promène, ce garçon plein de cafot, d'insolence et de charme, de la France à la Corse, de l'Angleterre aux Amériques et la terre semble trop petite pour ses aventures.

Au détour de ses chemins, l'histoire, mais prise à la rigolade : le Petit Corse sauve d'un kidnapping, La Fayette au dévot et Chartres, le grand affreux de l'histoire, toujours à la traverse.

Raconter comment cela se passe et comment cela finit, et l'entre-deux par-dessus le marché ? N'y comptez pas. Il faudrait récrire le livre, ce qui serait dommage puisque cela a été fait et fort bien fait. Si le plaisir de vivre ne vous fait pas peur, si vous avez du goût pour le bruit, la casse et le clin d'œil — sans oublier la galipette — vous en aurez pour votre argent.

G.GUITARD-AUVISTE.

* LA FLEUR DU ROI - LE FEU AU COEUR, de Benjamin Rochefort. Robert Laffont, 480 et 300 pages, environ 55 francs et 45 francs.

Les chouans de Normandie

● A travers le portrait d'un rebelle.

Où a surabondamment écrit sur la chouannerie vendéenne : l'histoire, le roman, les chansons, tout y a passé. Sur les chouans de Normandie, infiniment moins l'épopée, plus discrète, avec des chefs moins étincelants et surtout moins coupablement divinisés, circonscrite dans un territoire de dimensions moindres à sans doute moins frappé les esprits.

Au-dessus de son destin

Henri de Grandmaison se fait aujourd'hui son chantre, dans un livre qui marche au pas, lentement, au long de vingt interminables et terribles années : coups de main, coups de main ; la guérilla, dans le bocage ornaix, entrecoupée de pauses ; les hommes dans des caches ou en prison, ou encore, vers la fin, renâclant à se battre, usés par la fatigue, les blessures, l'âge, l'envie de vivre au grand jour fût-ce en reniant les idées pour lesquelles ils étaient partis, sans regarder derrière. À la tête de ces rebelles, Louis de Froit, qui sera fusillé et, comme second, dans le roman du moins, Michelot Moulin, un talleandier de Saint-Jean-des-Bois.

Celui-ci, par le truchement de son gendre, a laissé des Mémoires assez évocateurs pour inciter Henri de Grandmaison à recréer la vie d'un homme projeté, par l'Histoire, au-dessus de son

destin. Rien, ici, qui ne soit vérifiable, quant aux faits. La reconstitution commence lorsqu'il s'agit d'imaginer une mentalité.

Michelot, entraîné presque malgré lui dans la lutte contre le pouvoir, symbolise la fidélité absolue à la parole donnée, irrécusable, on dirait pétrifiée, comme ces objets qu'on plonge dans certaines eaux calcaires qui les durcissent. Mal loin de le transformer en statue, la fidélité de Michelot Moulin le tonifie ; il ne lâche prise ni au plus dur des combats, ni devant les plus décourageantes trahisons, ni même, lorsque le sort est le plus défavorable et qu'on le fait aller à pied de sa Normandie au fort de Joux, d'où il s'évade, reprenant le chemin inverse et filant jusqu'en Angleterre pour rencontrer ceux à la place de qui il se bat, des gens titrés, nichés bien au chaud d'une vie oisive, inconnus de ce qui se fait pour eux, au prix du sang, de l'autre côté de la Manche, ou, pis encore, indifférents.

Au bout du compte, fier comme au premier jour, Michelot se découvre floué. Nommé colonel au champ de bataille, il apprend, lorsqu'il va réclamer sa pension, sous la Restauration, que son grade n'a pas été « légalement » enregistré. Il lui restera à survivre, vaillamment, avec une retraite de commandant, ses souvenirs et son amertume.

G. G.-A.

* LES FEUX DU BOCCAGE, d'Henri de Grandmaison. Grasset, 345 pages, environ 45 francs.

politique fiction

Un roman-catastrophe israélien

URY DAN, ancien correspondant du Journal Maariv à Paris, spécialiste de défense et de sécurité en Israël, fait tenir son lecteur en haleine et construire un suspense, tout en respectant la crédibilité des personnages et des situations.

Imaginons des terroristes qui s'emparent de la quantité d'uranium nécessaire pour la fabrication d'une bombe atomique artisanale. Imaginons encore que cette bombe, actionnée par un système d'horlogerie, soit sur le point d'exploser à Paris, à New-York ou ailleurs. Les services secrets français, américains, israéliens, arabes, sud-africains, s'interrogent, se déchirent. C'est la valse des agents secrets aux visages anonymes, c'est l'affolement des chancelleries.

Nous sommes loin des James-Bonderies habituelles, et les gadgets, chers aux fabricants de frissons, ont été remplacés par

les rapports des technocrates, par la réflexion des personnages, plus proches des héros de John Le Carré que de ceux de Gérard de Villiers.

Bien sûr, il y a des tueurs et des victimes ; certes, nous assistons à d'insupportables catastrophes que les auteurs décrivent admirablement. Mais le mérite essentiel de *Uranium* est d'échapper au manichéisme et à une excessive politisation. Car ce n'est pas un complot, le chantage nucléaire d'un pays ennemi d'Israël que nous dévoile le dénouement du récit, mais, dans sa banalité grise, une réalité infiniment plus terrifiante. Il nous reste à espérer que les anticipations d'Ury Dan demeurent ce qu'elles sont : une fiction.

EDGAR REICHMANN.

* L'ULTIMATUM URANIUM, d'Ury Dan et Peter Mann, traduit de l'anglais par Raymond Albeck. Stock, 306 pages. Environ 55 F.

Quand la sécurité de l'Amérique est menacée...

● Six jours d'enquête au sommet.

MERCREDI. — Étendu à plat ventre sur le béton d'une rue, la tête dans le creux du bras, un homme reprend conscience, lentement, douloureusement. Il s'assied et aperçoit un scorpion en vernis noir, puis le pied, la jambe, le corps d'une femme. Elle est là sur le dos, bras et jambes écartés, comme si on l'avait jetée à ses côtés. Dans la poche de son imperméable, il découvre un slip en coton blanc, de forme bikini. Dans la main de la femme, quelques-uns de ses propres cheveux grisonnants. Le coup classique : a-t-il tué la femme ou veut-on faire croire qu'il l'a tuée ?

JEUDI. — L'homme même lui-même l'enquête, parallèlement et à l'insu de la police. Il découvre un secret qui pourrait bien signifier le cataclysme final. C'est l'opération *Dominique* — « An revoir », « Adieu l'Amérique ». La fin de la supériorité nucléaire des États-Unis. Le triomphe du K.G.B. Assisté-on à la réémergence de la paranoïa antisoviétique de l'ambé de la seconde guerre froide ?

VENDREDI. — Avec l'aide de la sœur de la femme assassinée, la complicité involontaire d'une femme de chambre, le souvenir hallucinant de son épouse (la seule femme qu'il a

vraiment aimée et qu'il a laissée mourir), l'homme échappe à ses ennemis immédiats — la police américaine et les agents soviétiques.

SAMEDI. — La sécurité de l'Amérique est menacée. Seul le président peut sauver la nation. L'homme décide de le rencontrer.

DIMANCHE. — Tête-à-tête avec le président. Un homme aussi vulgaire qu'il est intelligent ou plutôt intellectuellement effaçé. Son esprit fonctionne comme un ordinateur parfaitement programmé. Et son programme d'homme politique est de durer. Obtenir un second mandat présidentiel. Éviter l'impopularité. Il a retenu le leçon du président Nixon. Il fait signer une décharge avant de procéder à tout enregistrement. Puis c'est — au quatrième sous-sol de l'abri anti-nucléaire construit sous la Maison Blanche au temps du président Truman — la conférence au sommet, avec le conseiller spécial du président, le chef des armées, le directeur de la C.I.A. Ils sont tous incapables de prendre une décision imaginative et plus préoccupés par leur avenir respectif, la pérennité des institutions qu'ils représentent, et le maintien du statu quo international — la nouvelle guerre froide, — que par le désir de révéler la réalité au peuple (américain), par définition incapable, à leurs yeux, d'y faire face.

LUNDI. — Sixième et dernier jour de détresse, de rage et de passion d'un homme harcelé par des ennemis de toute nature. Une tension à peine tolérable jusqu'à ce petit matin.

Dans l'Amérique de l'après-Watergate, l'ennemi est moins le K.G.B. ou la C.I.A. que le système de pouvoir fondé sur le secret et le mépris du peuple, et la recherche d'un équilibre qui repose sur la terreur plutôt que sur la vérité. Tout en intégrant fort habilement les ingrédients du policier traditionnel — violence, sexualité, espionnage, suspense, — *Ennemis* rompt avec les stéréotypes idéologiques du genre et pose le problème de la trahison de la démocratie par ceux qui prétendent la défendre dans les pays de l'Est. L'ennemi principal de la démocratie en Amérique pourrait bien être le système américain lui-même.

PIERRE DOMMERGUES.

* ENNEMIS, de Richard Harris. Traduit de l'américain par M.P. de Palomares. Le Seuil, 277 pages, environ 45 francs.

La pharaonne de fer

PAULINE GEDGE, romancière canadienne, évoque, dans *La Dame du Nil*, l'impératrice qui règne sur l'Égypte des pharaons de 1503 à 1482 avant J.-C. En contraste avec le tempérament guerrier de sa dynastie (la dix-huitième, une des plus puissantes et impérialistes), Hatchepsout se consacra principalement au développement de l'administration et des échanges. Mais son nom reste surtout attaché à l'édification d'un des plus beaux monuments de la Haute-Égypte : le temple en terrasse de Deir-El-Bahari, à l'ouest de Thèbes et face à Karnak. Sur les monuments qui restent, on le voit porter des vêtements masculins et les attributs d'un roi, bien que les inscriptions utilisent le genre féminin pour parler d'elle.

La plupart des styles et des bas-reliefs relatifs à sa personne ayant disparu, on en est réduit aux conjectures pour ce qui est de son tempérament, de ses rapports avec les puissances prêtes, de sa mort.

Pauline Gedge, dans son roman, choisit la dramatisation : au cours du Nouvel Empire rappelle curieusement, par les intrigues et les assassinats, celle des Borgias. Hatchepsout meurt empoisonnée par son neveu Toutmoés III. Pourquoi pas ? Reste une jolie évocation de la vie quotidienne en Égypte ancienne, au rythme lent du grand dieu Nil.

ALEXIS LECAVE.

* LA DAME DU NIL, de Pauline Gedge. Éditions Balland, 404 pages, environ 65 francs.

Une éducation sentimentale

● En Provence, au Siècle des Lumières.

Il était une fois dans la bonne ville d'Aix-en-Provence, vers 1780, un jeune homme noble, riche, beau, bref, comblé de tous les dons, qui rêvait de changer le monde et se rebellait sourdement contre la bonne société, la glorieuse. Dans un roman sans surprise, Jacqueline Bruller évoque les splendeurs et les vices de l'aristocratie aixoise à la veille de la Révolution.

Rien ne manque au tableau : ni les jeunes filles en fleurs qui rêvent à leurs beaux cousins, partis guerroyer en Amérique avec La Fayette, ni les jeunes aristocrates dévoyés et libertins, ni les barbons de l'autre génération, notables désabusés et voltairiens qui s'accommodent des pires injustices. Mais dans sa folie peu de fil d'un président du Parlement de Provence, Gérard Castagnet ne se résigne pas à rentrer dans le rang. S'il devient avocat, c'est pour jouer les redresseurs de torts, pour défendre les va-nu-pieds, la veuve et l'orphelin. Au terme de son éducation sentimentale et politique, il choisit définitivement son camp, contre les siens.

Tout cela est plein de bons sentiments, assez délicatement sortis, mais abonde de lieux communs.

ANDRÉ ZYSBERG.

* LES BLANCHES ANNEES, de Jacqueline Bruller. Stock, 373 pages, environ 55 francs.

Une machination de Nixon

● Le scénario d'un ancien député gaulliste, Henri Modiano.

Il revient, comme romancier cette fois. On l'avait connu député gaulliste du troisième arrondissement de 1963 à 1973. Il s'était surtout fait remarquer par ses démentis avec la justice et avec l'U.R.B. qui, dans une phase de rigueur morale, l'avait exclu de ses rangs. S'estimant victime d'une machination, mais condamné pour infraction à la législation sur les sociétés et abus de biens sociaux, il avait quitté la France en réglant quelques comptes, dans une « Lettre ouverte aux gaullistes trahis » (Albin Michel, 1972).

Le romancier Henri Modiano doit beaucoup à la politique et à la polémique. Son livre, *Le Crime*, raconte une machination montée par le président Nixon pour déboucher le problème du Proche-Orient et, plus machiavéliquement, détourner l'attention que l'opinion américaine prêtait à l'affaire du Watergate. Ainsi s'expliquerait la guerre israélo-égyptienne de 1973 : les Israéliens auraient accepté de se laisser attaquer pour permettre au président Sedate de s'engager dans un processus de paix séparée. A cette fin des soldats d'Israël auraient été délibérément sacrifiés.

Le héros d'Henri Modiano, son double, mène l'enquête à Tel Aviv, à Paris et aux États-

Unis avec beaucoup d'autorité, et non sans sacrifier à un érotisme pressé. L'auteur en profite pour tracer quelques portraits dans lesquels on retrouve son goût de la charge et certaines de ses rancunes.

ANDRÉ LAURENS.

* LE CRIME, d'Henri Modiano. Grasset, 322 pages, environ 58 francs.

Francis LACOMBRADÉ
La classe des garçons
roman

J'ai découvert à la fois un livre terrible et un authentique écrivain. Ce roman court et fort doit être remarqué.

André Roussin

Gallimard

le groupe inconscient

Daniel Sibony

Le lien et la peur

CHRISTIAN BOURGOIS ÉDITEUR

romans policiers

recits d'aventures

Pierre-Jean Remy
et les faux prestiges de l'opéra

● Pandora est un mauvais « roman noir ».

Pierre-Jean Remy a longtemps écrit des romans policiers ou érotiques qui ne lui paraissent pas dignes de sa signature. Maintenant, il signe tout en jouant sur deux tableaux : à Gallimard, il confie ses créations les plus relevées ; à Albin Michel, les produits d'un prurit romanesque qui ne s'arrête jamais.

Il avait fait un beau coup, l'an dernier, en publiant chez Albin Michel *Orient-Express*, né d'une commande pour un feuilleton télévisé. Roman à sketches ou plutôt suite de nouvelles, auxquelles le fabuleux train servait de décor et de lien. C'était enlevé, serré, sans prétention, plein de « brèves rencontres » et de filatures policières : une pittoresque histoire de l'Europe en images d'Épinal.

À l'autonomie, *Cordelia*, réservé à Gallimard, brosse avec éclat une sorte de « génie du lieu » de l'Anglais. Le livre manqua de peu le Grand Prix du roman de l'Académie française : on retournait aux cimes. On en retomba lourdement aujourd'hui avec *Pandora*, né pour l'été, chez Albin Michel : l'auteur y assouvit sa passion pour l'opéra.

Je me demande quel public trouvera son plaisir dans ce faux fantastique, dans ce mauvais policier qui emboîte le pas à Gaston Leroux, fait écho à l'hallucinant *Docteur Jekyll et Mister Hyde*, tout en présentant nous offrir — je cite l'auteur — « un opéra d'or et de sang, baroque et fou, en même temps qu'un mélo à faire pleurer toutes les Margots du monde ». Je ne suis peut-être pas une bonne Margot, mais cette histoire à dormir debout ne m'a pas tiré une seule larme ni béni un sourire. Il n'y a d'ailleurs pas dans ce

programme un seul mot qui tienne ses promesses. Un opéra, si l'on peut le dire, se sauve par la musique. Mais un roman, sans style, de quatre cents pages ? Qu'il se déroule des plafonds aux caves du palais Garnier, qu'il conte l'histoire d'une œuvre lyrique imaginaire issue du mythe de Pandora, qu'il multiplie les références aux grands titres du répertoire et aux grands voix féminines qui l'ont illustrée, tout cela ne suffit pas à faire de *Pandora* l'équivalent d'un opéra. Il y faudrait plus de poésie, les grandes orgues chaudeliennes, d'autant plus d'art, en somme, que le sujet est plus extravagant et haute l'ambition. Faute de quoi, nous tombons au plus niveau du « roman noir », qui a toujours tenté Pierre-Jean Remy.

Certes, les meurtres ne manquent pas, puisque *Pandora* nous est donné comme une musique qui tue. Disparaissent toutes les cantatrices qui se risquent à interpréter le rôle de la femme à la beauté mortifère. L'une, c'est par l'incendie ; l'autre, par la noyade ; la troisième, par la pendaison ; la quatrième, par le poison. Cependant que rôdent des spectres à la Fantomas avec effets de cape, de masque et de double. Et les chanteuses ne sont pas les seules à mourir, mais aussi les hommes qui pourraient éclaircir le mystère et abréger d'un instant une action qui traîne en longueur.

Rien de tout cela n'est sérieux, et l'on en veut à Pierre-Jean Remy de contaminer l'art avec ces fadaises, de contaminer le retour au romanesque avec les pires expédients du genre, et d'enlever au fantastique, ramené à une banale histoire policière, la portée symbolique qu'il incarne d'habitude toutes les complexités humaines.

JACQUELINE PIATIER.
★ *PANDORA*, de Pierre-Jean Remy, Albin Michel, 417 pages. Environ 55 F.

Le casse électronique
à Brooklyn

● Humour, verve et sympathie.

PROSTITUTES, souteneurs, indios. Mais aussi marginaux des temps modernes : un ancien chercheur atomique, juif antillais et éprouvé qui soigne sa déprime à coup de double dry-martinis dès le matin. Un ex-marine qui réussit à attraper une double hernie dans sa dernière mission contre les Viet et reçoit à vie une pension lui donnant droit à un box privé au *Sure Enuf*.

Tous se retrouvent dans ce bar de Brooklyn où seuls les habitués respectés ont des places assises, et le privilège d'être servis par un sourd-muet : c'est plus prudent avec tout ce que se disent ces soldats de la débrouillardise. Le patron a recréé l'atmosphère de sa Louisiane natale : tout y est lourd et abondant — cuisine bourgeoise, musique. Les films sont interdits de séjour, mais on parle d'eux parfois — sur le mode burlesque de la B.D. ou des premiers films de Laurel et Hardy : les inspecteurs s'appellent Jeff et Mutt. Voilà ce qu'est devenu le monde gonflé du *Petit Arpent* du Bon Dieu ou de la *Route du tabac* en montant à New-York, et un demi-siècle plus tard. Humour, verve et sympathie.

Les héros, à eux quatre, ils ont quelque mille heures de vols à leur actif : Léo, l'expert à neutraliser les systèmes de sécurité. Terry le spécialiste du crochetage des coffres les plus sophistiqués. Joannie, l'ex-prostitue au cœur généreux. Daydream, la version brooklynienne de la divine Garbo. En un sens, ils sont hors du commun — c'est leur rôle de héros dans le roman. Ils montent des affaires en dix, douze ou même treize coups qui laisseraient rêver les meilleurs joueurs de billard. Mais ce qui les caractérise d'abord, ce qui les rapproche du commun des mortels du *Sure Enuf* (où ils ne méritent pourtant pas les pieds), c'est leur humanité ultime.

Ces as du casse électronique ne se prennent pas pour des James Bond, même s'ils opèrent

dans des sphères parallèles (leur objectif final est la récupération de plutonium et de dossiers secrets dans une usine nucléaire).

Ils travaillent avec des moyens modestes : une voiture de série au moteur légèrement gonflé, un poste de radio à bandes ultra-courtes permettant de capter les messages de la police et puis les outils du parfait petit bricoleur — clef anglaise, tournevis caoutchouté, ruban adhésif, etc. Une pince à linge permet de maintenir la déconnection de tout un réseau d'alarme dans une banque moderne : la technologie est démodifiée. Il faut du courage, de l'adresse, de l'invention et un peu de « savoir-faire ».

Le crime rédempteur

Le destin. C'est Billy Jamaïc qui l'incarne. Un faux prêtre catholique qui a eu sa vision et qui choisit, parmi les déshérités de Brooklyn, ceux qu'il libère en priorité. L'une balie dans la nuque. Il les envoie à Dieu après leur avoir donné l'extrême-onction et dessiné sur leur corps le signe de la croix avec l'huile sainte. Par sa petitesse (un nabot) et sa médiocrité (d'esprit), il déjone bien sûr les sœurs de la brigade criminelle, mais aussi les petits truands du *Sure Enuf* rompus à l'éthique du saur-qui-peut du quartier, mais mal armés contre les manifestations de l'invisible folie. Il déjoue également le quatuor des voligeurs de la casse qui n'arrivent pas à insérer dans leur projet cet élément d'irrationalité.

La dernière Maniche, c'est Eschyle au pays des adeptes du système D. Eschyle sous les traits d'un maniaque du crime rédempteur, seul membre de la secte secrète qu'il a fondée. C'est aussi le tragique intérieur : la peur de la mort rongée Terry et vient à bout des héros qui avaient réussi à valider l'électronique et le nucléaire.

P. D.
★ *LA DERNIÈRE MANICHE*, d'Emmanuel Grasse, traduit de l'anglais par Daniel Mauro, Le Seuil, 272 pages. Environ 45 F.

La mort en chemin

● La noire odyssee du « serpent »...

EN 1975 et 1976, entre Bombay et Bangkok, on retrouve des cadavres d'hommes et de femmes carbonisés, égarés, poignardés. Tous avaient croisé le chemin d'un couple jeune et prévenant, Charles Sobhraj, Français d'origine asiatique, et Marie-Andrée Leclerc, Canadienne française. Thomas Thompson raconte cette aventure dans *La Trace du serpent*, une histoire vraie.

Les victimes ? De tout un peu. De ces alouettes qu'attire par millions le miroir oriental. Pas spécialement naïfs, non. Mais c'est quand même dur, la route, même en charter, et quand vous rencontrez, à l'escale, par une heureuse coïncidence, quelqu'un qui peut vous aider, vous nourrir, vous loger, vous remercier votre bonne étoile. Jeune Californienne mystique ou couple hollandais plus prosaïque, Turc ou Israélien, ingénieur ou étudiant, tous se sont laissés prendre à la séduction de...

De qui, au juste ? Charles Sobhraj changeait sans cesse d'identité, empruntant les passeports de ses victimes, sautant les frontières. On le voit à Hong-kong, à Téhéran, à Delhi, au Liban, parfois en prison, souvent dans les palais, toujours en compagnie de son épouse. Marie-Thérèse est là pour inspirer confiance. Son allure d'enfant de Marie prolonge le mystère ce qu'a d'inquietant ce trop attirant jeune homme.

Leur fulgurante épopée est à l'image de notre époque. Il ne s'agit plus du labeur de ténor d'un Landru ou d'un Petitot, besognant dans leur coin de banlieue. Ici, la toile d'araignée est à l'échelle d'un continent, et les monstres viennent s'y jeter du monde entier. N'importe qui pouvait tomber sous le charme. Le hasard.

Pour quelle nécessité ? L'argent ? Bien sûr. Mais cette histoire de mort est aussi une histoire d'amour, de bonheur à victime. Né au Vietnam d'une mère viet et d'un père indien, Charles n'a connu dans sa jeunesse qu'une suite de rejets. La haine qu'il porte aux hommes n'est que l'envers de cet amour qui lui a fait défaut. Il se créera donc une famille à sa mesure.

Huis clos
sur un bateau

● Michel Grisolli rame sans ménager sa peine.

PLUTOT que de naviguer dans les profondeurs de son esprit, Michel Grisolli préfère le grand large. Ce qui nous vaut ce récit, dans la droite ligne du roman populaire d'aventures, où l'action des héros vise avant tout à la distraction du lecteur.

Et ça marche ? Plutôt. Rappelons que *l'inspecteur de la mer*, du même auteur, vient d'inspirer *Flic ou voyou*, un film de grande audience.

Une fois encore, Grisolli rame sans ménager sa peine. Cette fois, il reprend un bon vieux thème en or, celui du huis clos, et le mène en bateau. Il choisit une brochette d'individus de tout poil et les met à rude épreuve sur l'*Eternity*, une goélette qui part de Miami pour aller au diable.

Rien de tel que les situations limites pour tirer de nous le meilleur... ou le pire. Ce genre de livre ne se résume pas. Il se lit. Si vous aimez les gros pavés bien ficelés, ne boudez pas votre plaisir. Grisolli n'a rien à voir avec cet écrivain dont parle George Orwell (1), et qui disait : « Je regrette parfois que la France ne connaisse pas une dictature. Je voudrais tellement être le Staline français. » Notre moussillon de *Huis mer* n'en demande pas tant. Il lui suffit de nous offrir ce roman, salé à point, pour nous débarrasser de notre ressac quotidien. Mission remplie.

C. C.
★ *HAUTE MER*, de Michel Grisolli, La 224, 64, Maritimes, 496 pages, environ 65 francs.
(1) *Animal Farm*, Grasset.

Marins d'infortune

FRANCIS RYCK est un vétérinaire de la Série noire : dix-sept polars derrière lui, des polars grand teint. Essayez plus spécialement *La Peau de torpédo*, vous verrez.

Cette fois, il s'essaye au roman, avec *Nous n'avons pas à Valparaiso*. Drôle de titre. Nous nous retrouvons à Cannes, hors saison, dans le milieu des marins de fortune, ou plutôt d'infortune, qui gardent les yachts. Ils sont là tout un groupe de paumés de tout poil, avec leurs manies, leur langage, leurs rêves, et ce goût commun sinon pour le large, du moins pour le clapotis contre une coque familière. L'aventure envasée. Ils sont là, Roland le ringard, ancien faulxard, qui aime Verlie, trop jeune et trop belle pour lui ; Eric, leur copain, fou du désir de partir ; Facé, l'Espagnol, grand ami des bêtes et plus spécialement des chattes. Eric et d'autres. En marge. Vivifiant sur ces insolents symboles de richesse que sont devenus les voliers.

Avec leurs besoins de cœur, ou d'argent.

Francis Ryck a la main large. Une fois posés les personnages, vous pouvez tirer vingt romans de son livre. Tout est possible. Vous gambadez. Vous vous dites : ça y est, le coup du chien, ils vont se faire piéger. Ou alors : les mecs du *Jonathan*, quels salauds ! On est pris.

Et puis non, les catastrophes attendues n'ont pas lieu. C'est comme dans la vie. On triche le pin. On louvoie entre le médium et le sordide. Et puis arrive l'échappée belle, et le roman finit par prendre la fuite, sur l'*Aventure*, justement, le conte d'un publicitaire friremeur (attention aux pléonasmes), qui veut s'en débarrasser, sa femme ayant le mal de mer.

Entre nous, Francis Ryck, si vous êtes en congé de S.N., ça vous gênerait beaucoup de nous donner une suite ?

C. C.
★ *NOUS N'AVONS PAS À VALPARAISO*, de Francis Ryck, Gallimard, 280 pages. Environ 45 francs.

LIRE EN ÉTÉ

Romain
GARY

LES CERFS-VOLANTS
roman



Nous entrons dans le livre avec un petit sourire sceptique, pour nous retrouver, cent pages plus loin, les larmes aux yeux, gagnés par l'émotion.

Noëlle Loriot - L'Express

Ses personnages sont... à la fois vrais et terriblement sympas.

Jean Clémentin - Le Canard enchaîné

Ce diable d'homme qui est, lui aussi, un caractère, vous emporte derrière les cerfs-volants à travers les aventures de la guerre pour la liberté, comme si on n'en avait pas encore lu d'autres.

Lucien Guissard - La Croix

Vingt-cinq titres en vingt-cinq ans ! Comme tous les auteurs prolifiques, Gary... s'attire des réactions de taste-vin : la cuvée 1980, un grand cru !

Bertrand Poirot-Delpech - Le Monde

Gallimard

le groupe inconscient

Daniel Sibony

Un voyage en Océanie

par JEAN-CLAUDE GUILLEBAUD

Montréal : salut la parenté !

Montréal. — Dans mon idée, je m'arrêtais une seconde pour consoler les cousins d'un référendum perdu au mois de mai. Le temps d'une bière à Montréal et d'une chaude causerie avec « gens de parole », Leclerc ou Charlebois. Et puis... il fallait bien trop beau sur le Québec. J'ai roulé longtemps vers le nord, le coude à la portière d'une grosse Ford et, là-haut, j'ai bifurqué sur la droite, à Sainte-Emilie-Energie dans le comté de Joliette. Quels noms !

Corbeau m'a montré aussitôt le lac Bourré en roulant une cigarette. Il a des cheveux gris sur les épaules, un lacet de cuir sur le front et la dégaine d'un trappeur caribou à la marljuana. Ici, à l'endroit où s'ouvrent les forêts vides, il règne en squatter sur un lac oublié. Un mauvais chemin y conduit depuis le « bas des côtes » et la maison du charpentier Denis Baudry. Percé en 1945 à la dynamite, il grimpe au milieu des épinettes et des bouleaux, bordé de cailloux ronds et de fraisières sauvages. Serré de près par la forêt, encastré dans les « terres de la couronne », le lac Bourré est un morceau du vieux Canada. Celui des romans de James Oliver Curwood, remplis de bivouacs au milieu des loups, de combats de chiens et de randonnées en raquettes. Celui des Maria Chapdelaine mal désemparées de l'hiver par les « attéris » du poète et les discours du curé.

Assis sur le seuil d'une cabane en sapin — le « camp » dit-on ici — Corbeau lâche quelques mots avec parcimonie. Il parle du « présent » dit-il, muet sur son histoire et fuyant comme la peste les idées générales. Deux ou trois choses, peut-être, méritent une phrase. La semaine dernière, ramollie par le printemps, gorgée de neige fondue, le lac a « décalé » un matin. La glace, d'un coup, a coulé vers le fond marquant ainsi, comme dans tout le Québec, l'ivresse aphrodisiaque des fins d'hiver. Une « mouffette » a rôdé la nuit dernière autour du « camp » et Corbeau a vu de ses yeux un couple d'originaux traverser au galop les sous-bois. Un ours est même entré l'autre jour dans la hutte bricolée — toile de nylon, cloquée sur une charpente en pyramide — où vivent Corbeau et sa compagne de « trip ». On ne sait pas son vrai nom. Elle est venue un soir, fuyant les faubourgs de Montréal. Trois-Rivières, peut-être Chicoutimi; les yeux agrandis par l'abus des shillons, chaussée de vieilles galoches et le visage encadré de petites nattes blondes. Comme c'était en novembre, le nom lui est resté. Héritiers têtus d'une communauté de « freaks », aujourd'hui dispersés, Corbeau et Novembre, seuls dans la neige, se sont incrustés sur les bords du lac Bourré pour laisser passer les mois en surveillant leurs plantations de pot (marljuana) et en saignant les érables sauvages de la forêt. « Eclatés » dans une solitude bleu glace...

Drôles de retrouvailles en vérité sur ce bout d'Amérique : un décor d'avant-hier et — déjà — deux exilés du Québec nouveau, celui des villes, des pop music et des highways filant le long du Saint-Laurent; Corbeau et Novembre, racé, qu'évillés tout l'hiver sous leur tippie de plastique translucide veillent un peu,

mine de rien, sur le grand vide laissé brusquement par une société disparue. Celle qu'a balayé en moins de vingt ans la « révolution tranquille » du Québec. En les trouvant, écoles et mystiques sous leurs sapins, il me semblait d'instinct voir beaucoup d'étapes pulvérisées. Et plus vite ici que nulle part ailleurs. Celles qui mènent en moins de vingt ans, une archaïque nation paysanne à la conquête de la modernité post-industrielle et — pour Corbeau et Novembre — à son refus. Deux siècles dans l'histoire de l'Europe boucées ici en deux fois dix ans. Serait-ce un peu ça l'équation québécoise ? Toutes les deux ou trois semaines, pneus crottés par la boue du chemin, s'arrête d'ailleurs au pied du « camp » une Ford remplie d'enfants en bleu-jeans qui s'éparpillent dans les bois. Quatre jeunes ménages de Montréal — très péquistes — viennent d'acheter le lac Bourré et son chalet branlant pour y passer eux aussi des week-ends rustiques. Après débats mouvementés, ils ont accepté que Corbeau et Novembre restent sur ces lieux « privatifs », gardiens rêveurs d'un arpent de neige et d'un lac aux eaux sombres.

C'est avec l'un de ces couples que j'avais quitté Montréal pour filer vers les lisières nordiques de ce qu'ils appellent en riant la « civilisation ». Cet endroit, dont la proximité laisse songeur — deux heures de route — marque encore la borne de l'occupation du Québec par les Québécois. Il reste, plus loin, sur des centaines de kilomètres vers le Labrador, Fort-Chimo, la baie James ou Gran-Rivière, bien assez de vastitudes intactes pour bâtir plusieurs pays. Demain, peut-être. Détail simple mais qu'on ne néglige pas quand, venant d'Europe, on aborde en terre canadienne. Ici tous les chantiers demeurent inachevés. Chaque habitant vit dans son barreau avec une profusion de futurs possibles. Pays difficile, terres de glace de la Nouvelle-France, qui effrayaient Jacques Cartier en 1534 mais pays à faire et à vaincre, encore. Cela vous tient debout. A peine sorti du Vieux Monde, déjà assoupli par ces horizons brusquement reculés aux limites de l'imagination, il faut un effort pour garder en mémoire que, chez nous, la terre est depuis longtemps conquise, partagée, comptée et recomptée. Nous vivons, tout petits déjà, avec l'idée de clôture. Mon premier regard sur le Canada est donc celui d'un avenir ébaï par cette évidence américaine : l'avenir est toujours clairement visible, inscrit dans le paysage, à portée de main et du coup de hache conquérant. C'est un puissant privilège qui n'invite guère à la mélancolie paraisseuse. Pas plus que l'hiver, ce vrai pays des Québécois pour parler comme Gilles Vigneault, dont ils m'ont plusieurs siècles à triompher et qui, on le sent bien, demeure juste apprivoisé; rôdant encore alentour, prêt à reprendre le terrain au premier abandon. Lui tenir tête...

Les lieux communs n'ont pas toujours tort. Voilà les deux défis de l'espace et du froid qui ont fait, en trois siècles, de la paroisse française, débarquée, un peuple aux épaules larges et aux manières brutales. On sent les effets de

cette transmutation dès les premières ballades dans Montréal où j'ai marché le matin. Des lili mauves remuaient sous les balcons et des enfants peinaient à pédaler entre les pelouses piquées de pissentils. La ville paraissait adolescente avec un air propre sur la rue Sainte-Catherine. Il flottait du côté de Saint-Henri et dans les parcs comme des idées de gambades et d'amours fraîches. L'hiver juste fini et les feuilles tendres sur les avenues avaient libéré dans l'air depuis quinze jours une énergie de plaisir, puissante à vous secouer tous les muscles.

Je marchais plutôt heureux, en tâchant de préciser une impression ténue dont je devinais qu'elle était toute simple mais sans pouvoir la définir tout de suite. Et pourtant ! Quelle différence élémentaire doit surprendre à la minute, celui qu'on vient d'arracher aux bousculades du boulevard Haussmann et qu'on lâche sans délai dans une ville d'Amérique. J'ai mis quelque temps à « piquer » l'idée : c'est une question de rythme. Celui de Montréal — de Seattle ou de Vancouver — est plus lent de plusieurs mesures que celui de Paris, Rome ou Barcelone. C'est un autre détail que je ne tiens pas pour négligeable. En Europe, les « compte-lours » sont poussés vers le rouge en permanence et nos journées, une addition de petites sacées nerveuses. Frénésie propice aux agilités de l'esprit, peut-être, mais funestes pour le souffle. La nôtre est devenue court et nous nous accommodons mal au perpétuel « demi-fond » américain. La vie quotidienne, jusque dans les grandes villes, s'y déploie avec une lenteur plus économique, gage de puissance et de disponibilité. Sur ce chapitre au moins, Montréal est évidemment américaine. D'abord, on s'en doute, si près de l'amer défilé du 20 mai, j'ai gardé cette impression pour moi.

En croisant ces lointains cousins, je pensais aux effets progressifs de toutes ces différences sur une identité que les Québécois ont tant de mal à situer entre la France, grand-mère oubliée, et l'Amérique anglo-saxonne. Un ami m'a conduit dans une de ces tavernes du quartier est, derniers refuges masculins interdits aux femmes, où les hommes viennent souffler un peu, loin des Québécois juste libérés par toutes sortes de révolutions des sexes.

L'atmosphère y est épaisse et la bière en tonneau. Autour du billard se regroupent des costauds aux manches retroussées, bûcherons venus en ville depuis la paroisse d'une génération et qui incarnent assez bien la rapidité des métamorphoses québécoises. Ces phrases râpeuses, ces visages à la serpe et cet accent d'ancienne France évoquent encore une civilisation paysanne que renient tous les gratte-ciel de Montréal. Tout y était organisé pour faire pièce aux influences de l'Anglais. Le curé, surtout, veillait sur des familles proliques, où la pieuse soumission aux lois de la nature, ces maternités généreuses faisaient partie des commandements de la paroisse. C'est d'abord en se multipliant puis en révéralant le pape, la Vierge Marie et tous les saints, en chantant des cantiques dans le vieux parler de Saintonge ou de Normandie que les Québécois — sauveraient leurs âmes francophones du grand nivellement yankee. C'est encore ainsi que, chez nous, on imagine ces Tremblay, Toussaint ou Ladouceur qui traversent à pas tranquilles les chansons de Félix Leclerc. Ce qui vibre en nous à leur propos, ce qui tressaille à Paris quand on les

entend parler de l'île d'Orléans, partit d'une nostalgie inavouée pour la France villageoise, sa morale crédule et ces robustes certitudes. Nous sentons en quelque sorte les Québécois plus proches que nous de l'enfance de l'Europe et nous ne les écoutons pas sans nous sentir un peu plus vieux dans le monde. Egoïstes, nous n'aimons pas qu'ils changent, mais c'est déjà fait...

Je débâtais en vrac ces naïvetés à l'ami qui m'accompagnait en surveillant les allées et venues de la taverne. Grosses vestes carénées, et Fleet Wood Mac sur le juke-box. Pas besoin d'observer longtemps pour comprendre que Montréal ne doit plus grand-chose à ce folklore du sirop d'érable et des grands labours sous la neige. Une autre sorte de philosophie traverse aujourd'hui cette société si longtemps barricadée dans sa « différence ». Jusqu'en 1980 au moins — qu'elle explore tous azimuts avec une vraie rage iconoclaste. Les chambardements de la « modernité » et du matérialisme urbain ont agi ici plus vite et plus fort qu'ailleurs. Montréal vit maintenant à l'heure des rationalités laïques, des clubs « gays » (homosexuels), du M.L.F. et des psychothérapies de groupe.

Trente pour cent des Québécoises en âge de procréer s'y sont fait stériliser, jetant en somme tous les bibérons par la fenêtre. C'est un fameux symbole dans un pays qui ne dut de survivre comme nation francophone qu'à ce qu'on appelle la revanche des berceaux. L'Eglise, en un tour de main, a perdu son empire et les jeunes intellectuels péquistes font assaut d'athéisme militant en vitupérant les bonlieux d'avant-hier. Mobilisés tout entier par la volonté de bâtir un « Québec libre », d'affirmer vigoureusement une identité sur le terrain de leur politique et du pouvoir, ils n'ont plus besoin, disent-ils, du bouclier de la religion. Pour eux, elle fut brandie pendant des siècles d'avantage par un réflexe de défense culturelle que sous l'effet d'une loi enracinée.

Quelle vigueur en tout cas dans la blasphème ! Quelle santé irrespectueuse ! N'allez surtout pas évoquer le « retour du sacré » devant ces gars rigolards. Ils en sortent. Si l'Eglise catholique et l'enfermement dans l'hiver les ont sauvés jadis de l'assimilation dans cet océan nord-américain de deux cent cinquante millions d'âmes, ce furent aussi les curés qui les tinrent prisonniers d'un humilité archaïque. Au nom d'une société qu'en 1868 l'abbé Casgrain voulait « grave, méditative, spiritualiste et religieuse », la théo. le québécoise laisse « l'Anglais » confisquer à son profit le pouvoir, l'économie, le progrès technique. Détournés du coupable matérialisme des écoles techniques et de l'Université par les sermons du dimanche, les Québécois peu à peu folklorisés — voués au séminaire, à la ferme ou aux emplois subalternes — devenaient les vrais colonisés d'un Canada anglophone et industriel. Préposés à la vertu frugale et à la dépendance économique, en somme, protégés peut-être mais captifs aussi, derrière le rempart des soutanes. Qu'on ne s'étonne pas de leur rage joyeuse à l'abattre.

Bon ! On peut se dire que la « révolution tranquille » n'a bouleversé que les villes. Montréal, après tout, où glissent sans bruit les derniers modèles de la General Motors, n'est pas tout le Québec. L'Anglais, comme toujours, chacun, qu'il restait les campagnes. J'allais trouver vers là-haut, c'était sûr,

des paroisses un peu rétro avec plein de vieux sur le seuil des maisons, des gros perchons et des odeurs de crotin. Réflexe bien européen puisque chez nous le temps s'écoule lentement et les changements se diffusent si mal que l'ancien n'est jamais partout à la fois chassé par le neuf.

On a donc pris l'autoroute et j'ouvrais l'œil. Parole d'honneur ! Je n'ai vu que des petites villes aux chalets fleuris; des campagnes sans clôtures et des escaladées de moissonneuses-batteuses. Point trop d'églises, mais les cubes bien alignés des poulaiers industriels. Autour des lacs, les maisons repeintes et les hors-bords à l'ancrage évaquatorial surtout des idées de ski nautique et de barbes décontractées. Guère de fermières mais des amazones en Levi's qui conduisaient d'une main des gros Dodge flambant neufs. On s'est arrêté pour le ravitaillement dans des mini-supermarchés tout chromés où des caissières en tee-shirt planotaient sur leur calculatrice en machonnant du chewing-gum. On a même fait plusieurs tours dans le centre des « villages » et je m'y croyais — pardon les amis — dans un des suburbs de Philadelphie.

J'avais beau être prudent dans mes commentaires, toutes ces découvertes avouées ont fini par amener entre nous de fameuses discussions. Voilà donc un Québec, disais-je, sans paysan et sans nostalgie; bouleversé par le siècle jusqu'au fond des provinces; spectaculaire-ment américain dans sa substance. Vous voilà dérivés de l'hiver et des évènements, évadés des campagnes et de la pieuse conjugnalité; vous voilà débarquant peu à peu dans le matérialisme industriel à égalité avec « l'Anglais », à mille lieux, bien sûr, de ces « moudis Français » de France, citoyens d'une société qui vous paraît vieillotte, autorisée, enfin, à vous dire et à vous chanter nation... Belle et robuste révolution, certes, mais sur quoi fonderiez-vous demain votre « différence » ? Le Joui et les poètes suffiront-ils ? Le mouvement compliqué de la « révolution tranquille » par laquelle vous vous êtes enfin affirmés face aux « English » ne fut-il pas aussi l'accélération d'une ressemblance ?

La conversation a duré, mais elle aurait pu occuper la nuit entière. Elle était chaleureuse et algue. J'aimais bien. Elle toucha vite à un point de philosophie qui allait fatalement, pensais-je, dominer ce voyage vers l'Océanie. La force avec laquelle s'affirme une identité culturelle, la hâte à la fonder politiquement ne sont-elles pas — aussi — les symptômes de son déclin ? L'atténuation des différences ne correspond-elle pas — toujours — à l'aggravation des querelles ? Tard dans la nuit, épuisé mais riche d'une précieuse leçon, j'ai couru dormir près de l'aéroport. Je fredonnais une chanson de Charlebois : *Je reviendrai à Montréal*. Et j'en étais déjà sûr. A l'hôtel, le circuit vidéo proposé pour 3 dollars, dans chaque chambre et « vingt-quatre heures sur vingt-quatre », six films au choix dont deux pornos. Partant vers Los Angeles et toutes les permissivités californiennes, j'interprète cet excès comme un important sujet de méditation.

Demain :

LOS ANGELES :
UN SOIR
COULEUR D'ORANGE

D'UN MOT A L'AUTRE

De Crinière à Roselier

| | | | | | | | | |
|----|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 1 | C | R | I | N | I | È | R | E |
| 2 | | | | | | | | |
| 3 | | | | | | | | |
| 4 | | | | | | | | |
| 5 | | | | | | | | |
| 6 | | | | | | | | |
| 7 | | | | | | | | |
| 8 | | | | | | | | |
| 9 | | | | | | | | |
| 10 | | | | | | | | |
| 11 | | | | | | | | |
| 12 | | | | | | | | |
| 13 | | | | | | | | |
| 14 | | | | | | | | |
| 15 | | | | | | | | |
| 16 | | | | | | | | |
| 17 | | | | | | | | |
| 18 | | | | | | | | |
| 19 | | | | | | | | |
| 20 | R | O | S | E | L | I | E | R |

Problème n° 8
A l'aide des définitions ci-dessous, passer de *crinière* à *roselier* en conservant chaque fois sept des huit lettres du mot précédent, quel que soit l'ordre des lettres.

1. CRINIÈRE — 2. Le jus de pomme n'y manque pas.
3. Soumise à une sorte de rayonnement.
4. Inconnue des libéraux.
5. Sert plus à l'instant qu'à Borg.
6. Se vie ne manque pas de sel.
7. Vieux sous pour des Scandinaves.
8. La famille, pour un fouleux.
9. Épreuves qui, heureusement, ne sont pas au programme des Jeux olympiques.
10. Qualifie certains minéraux que l'on taille en pièces.
11. Muscle de la jambe.
12. Météore ancienne.
13. Vireux au bord de l'eau.
14. Friandise pour lapins.
15. Recouvrir de tissu de lin, de chanvre.
16. Manière lourde à porter.
17. Sorte de soufflet.
18. Virus pour Rosa.
19. ROSELIER.

JEAN-PIERRE COLIGNON.

LE MONDE
mot chaque jour à la disposition de ses lecteurs pour les problèmes d'énigmes.
Vos réponses par lettre
LES BUREAUX
que vous recevrez

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 2715 HORIZONTALEMENT

I. Héroïne pure : Même le plus célèbre n'a atteint le niveau des grands hommes. II. Évoque un pays sans qu'un milieu de moins Boudiguet en est un exemple. — III. Coude que

| | | | | | | | | | | | | | | |
|------|---|---|---|---|---|---|---|---|----|----|----|----|----|----|
| 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 6 | 7 | 8 | 9 | 10 | 11 | 12 | 13 | 14 | 15 |
| I | | | | | | | | | | | | | | |
| II | | | | | | | | | | | | | | |
| III | | | | | | | | | | | | | | |
| IV | | | | | | | | | | | | | | |
| V | | | | | | | | | | | | | | |
| VI | | | | | | | | | | | | | | |
| VII | | | | | | | | | | | | | | |
| VIII | | | | | | | | | | | | | | |
| IX | | | | | | | | | | | | | | |
| X | | | | | | | | | | | | | | |
| XI | | | | | | | | | | | | | | |
| XII | | | | | | | | | | | | | | |
| XIII | | | | | | | | | | | | | | |
| XIV | | | | | | | | | | | | | | |
| XV | | | | | | | | | | | | | | |

sure plus généreuse. — XIV. Le plus bouffon des rois; S'apparentent aux noirs quand il s'agit de dragons; S'oppose systématiquement à tout. — XV. Sujets directement tributaires de la société de consommation; Lieu d'origine d'une fameuse pomme de discorde; Particule de qualité.

VERTICALEMENT

1. Jeu d'enfants; Fit endosser une veste cuisante à un héros jusqu'au bout des reins. 2. Elle prend jour à la lumière des faits; Exhale avec ostentation les vertus d'une discrète; Même pour un enfant de chœur, elle est cousue de fil blanc. 3. Tel le lion ayant revêtu la peau de l'âne. Serait plus catholique s'il était moins protestant. 4. Fille griseuse née d'une mère blanchissant et d'un père souvent noir; Fleur que don Gormas fit sentir à don Diègue. 5. Centre d'élevage; L'une dénature la peau, l'autre provoque des démanaisons; Symbole d'un métal-foie; Echo de bergerie. 6. Qui font, désormais, partie de la compagnie; Source d'enrichissement; Chef d'acte d'autorité; Mot inconnu du chevalier Bayard. 7. Peut être rouge, mais jamais sous forme de lanterne; Famille de laquelle sont issus de grands maîtres aînés qu'une célèbre matresse; Se dissipe quand on les perd de vue. 8. Européenne aussi célèbre que la romaine en matière de salade; Etablissement

Solution du problème n° 2714

Horizontalement
I. Pâtissier. — II. Anagramme. — III. Pti; Caus. — IV. Ilon; Ght. — V. Soulier. — VI. Dns; Bon. — VII. Bétage. — VIII. Ogres; Tan. — IX. Maie (buche à pain); Zinc. — X. Ere; Oie. — XI. Espions.

Verticalement
1. Palindromes. — 2. An; Gare. — 3. Tapisseries. — 4. Igloo; Tee. — 5. Er; Nudes; Pi. — 6. Sac; Lot. — 7. Imagination. — 8. Emule; Cants. — 9. Réassurance.

GUY BROUTY.

INFORMATIONS « SERVICES »

AUTOMOBILE

Nos enfants en voiture

La sécurité des passagers adultes en automobile a notablement progressé depuis quelques années. Mais qu'en est-il pour les enfants ?

Le port obligatoire de la ceinture de sécurité a beaucoup amélioré les choses. Les constructeurs automobiles, sous la pression de l'opinion et des pouvoirs publics, ont aussi commencé à y mettre du leur, en améliorant dès leur conception la sécurité des véhicules grâce à des « gadgets » précis (appareils déformables, renforts de l'habitacle, etc.), et encore trop rarement, des modifications fondamentales (point de rupture de la colonne de direction, moteur glissant sous l'habitacle, renforcement de la carrosserie aux points critiques, ancrage des sièges, etc.).

Les efforts louables n'ont, hélas, convaincu que les adultes. « Achetés par eux, les voitures sont conçues pour eux », explique, dans une étude consacrée au « transport des enfants de zéro à quinze ans », la société Volvo, qui a été l'une des premières à se pencher sur ce problème.

Rien, en effet, dans la conception des automobiles actuelles, n'est prévu pour le transport des enfants qui se tiennent, de ce fait, souvent plus exposés que les adultes en cas d'accident. En 1976, en France, trois cent quatre-vingt enfants de moins de quatorze ans ont été tués en voiture, et treize mille deux cent soixante blessés.

Agiles, supportant mal la station assise prolongée, les enfants acceptent rarement le port de la ceinture de sécurité, au demeurant mal adaptée à leur morphologie (ils ont tendance, en cas de choc, à glisser dessous). Selon une enquête réalisée par Volvo, sur soixante-deux accidents dans lesquels soixante-cinq enfants avaient été tués, cinquante-trois ne portaient pas de ceinture. Or, lorsque deux voitures se heur-

tent de front à 25 kilomètres-heure, l'enfant non « arrimé » se trouve projeté exactement comme si on le jetait de 10 mètres de haut (trois étages). Il n'est pas aisé, bien sûr, de ficeler sa progéniture, peu sensible encore aux arguments, aussi forts soient-ils, de la sagesse. Mais, en attendant de nouvelles générations d'« automobiles-lindes », quelques « trucs » permettent d'améliorer — de gré ou de force — la sécurité passive des petits diables :

● Les bébés (jusqu'à neuf mois) ne doivent jamais voyager dans les bras d'un adulte. En cas de choc, l'enfant sera éjecté par le poids de l'adulte, lequel, le plus du temps, survivra à l'accident. Le très jeune enfant doit être couché dans un berceau, panier, couffin, etc., placé transversalement à la voiture et bien calé, de façon à éviter qu'il ne bascule en cas de freinage. L'idéal est de poser le berceau sur un banc (ou un carton ou une valise vide), adossé aux sièges avant et calé avec une couverture ou un rouleau de mousses posé sur le siège arrière.

● Les enfants de neuf mois à six ans sont les plus vulnérables, du fait de leur morphologie et de leur turbulence : les sièges étant peu adaptés à leur taille, ils voyagent souvent n'importe comment (debout, couchés, accroupis, etc.). Or un enfant de 15 à 25 kilos, projeté de l'arrière à l'avant d'une voiture lors d'un choc frontal de 50 kilomètres-heure devient un boulet d'une tonne ! Ils doivent voyager tenus par un harnais dans un siège baquet placé à l'arrière, si possible dans le sens contraire à la marche. Cette position est la plus sûre en cas de choc frontal, le plus fréquent. En outre, placés ainsi, dos à leurs parents, ils distraient moins le conducteur, qui, en l'oubliant pas, doit prendre en moyenne quarante décisions vitales au kilomètre.

Un impératif, la ceinture

● Les enfants de six à douze ans, enfin, doivent, comme les adultes, mettre leur ceinture. Pour adapter celle-ci à leur taille, la vieille technique du « bottin » — ou n'importe quel coussin rigide — est tout à fait adaptée : on surélève l'enfant qui ne peut plus glisser dessous. L'idéal est d'équiper ce coussin de boucles par lesquelles passe la ceinture.

A partir de douze ans, la ceinture pour adulte ne pose plus de problème. La tout est d'exiger que les enfants la portent, leur inculquant ainsi un réflexe utile. Dans les cas

d'urgence, les rétracteurs seront quand même partiellement protégés par un système de filet obstruant l'espace entre les sièges avant.

Rappelons enfin que, depuis le 10 août 1973, il est interdit en France d'asseoir un enfant de moins de dix ans sur le siège avant d'une voiture et qu'un arrêté du 2 septembre 1978 contraindrait à l'utilisation de sièges spéciaux pour petits enfants. Ces deux mesures ont déjà permis de réduire le nombre des petites victimes de 25 %.

VERONIQUE MAURIS.

ALERTE AUX FAUSSES MONTRES

Au moment des départs en vacances, le Centre d'information de l'horlogerie met très sérieusement en garde les touristes français contre les vendeurs de montres à la sauvette.

Prétendant de grandes marques, les montres proposées aux clients naïfs, dans les lieux les plus divers (halls de gares, aires de stationnement des autocars, plages, etc.) et sous les prétextes les plus fallacieux, ne sont en réalité que d'habiles contrefaçons recouvrant un produit de très mauvaise qualité et dont le valeur réelle excède rarement une vingtaine de francs. Ces montres sont, bien entendu, vendues à un prix dix, vingt ou cent fois plus élevé, mais néanmoins très inférieur à celui des produits authentiques. Pour leur donner un caractère plus véridique et forcer ainsi la main des plus hésitants, les contrefaçteurs n'hésitent pas à apposer des poinçons tout aussi faux que les marques et les habillages, qu'ils imitent.

Ce petit commerce, dont la pratique est depuis longtemps fréquente en Italie, où les produits vendus en sous-main sont connus sous le nom de « petasche », tend à se développer très rapidement en France.

Toutes les grandes marques horlogères font l'objet de ce pillage bien organisé et chaque année ce sont plus de cent mille fausses montres qui sont ainsi écoulées à travers ces réseaux particuliers.

TROISIÈME AGE

● Agents des collectivités locales. Une bonification au titre des enfants élevés pendant neuf ans avant leur vingt et unième année révoque pourra être appliquée aux services pris en compte pour la liquidation de la pension de retraite des agents féminins des collectivités locales.

PARIS EN VISITES

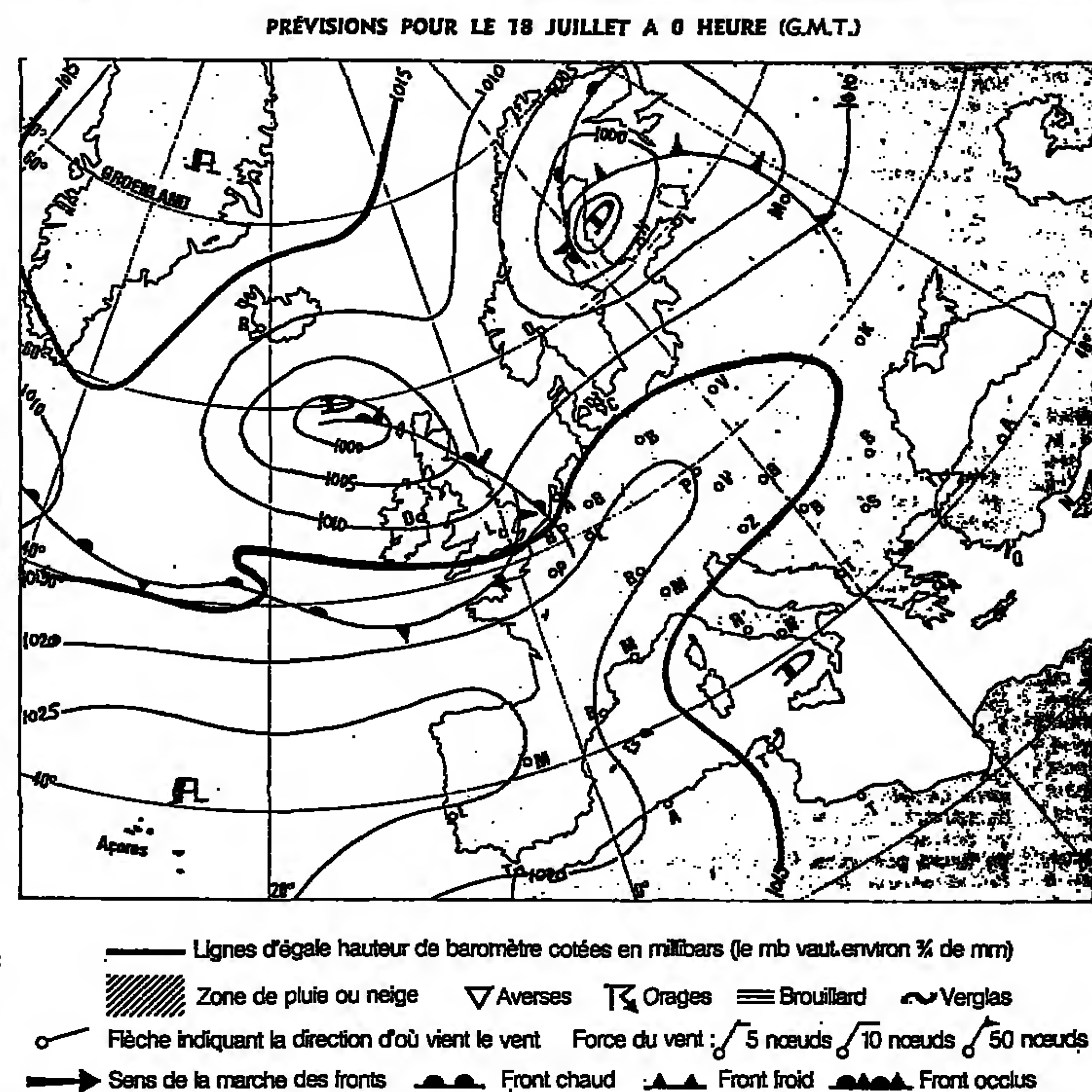
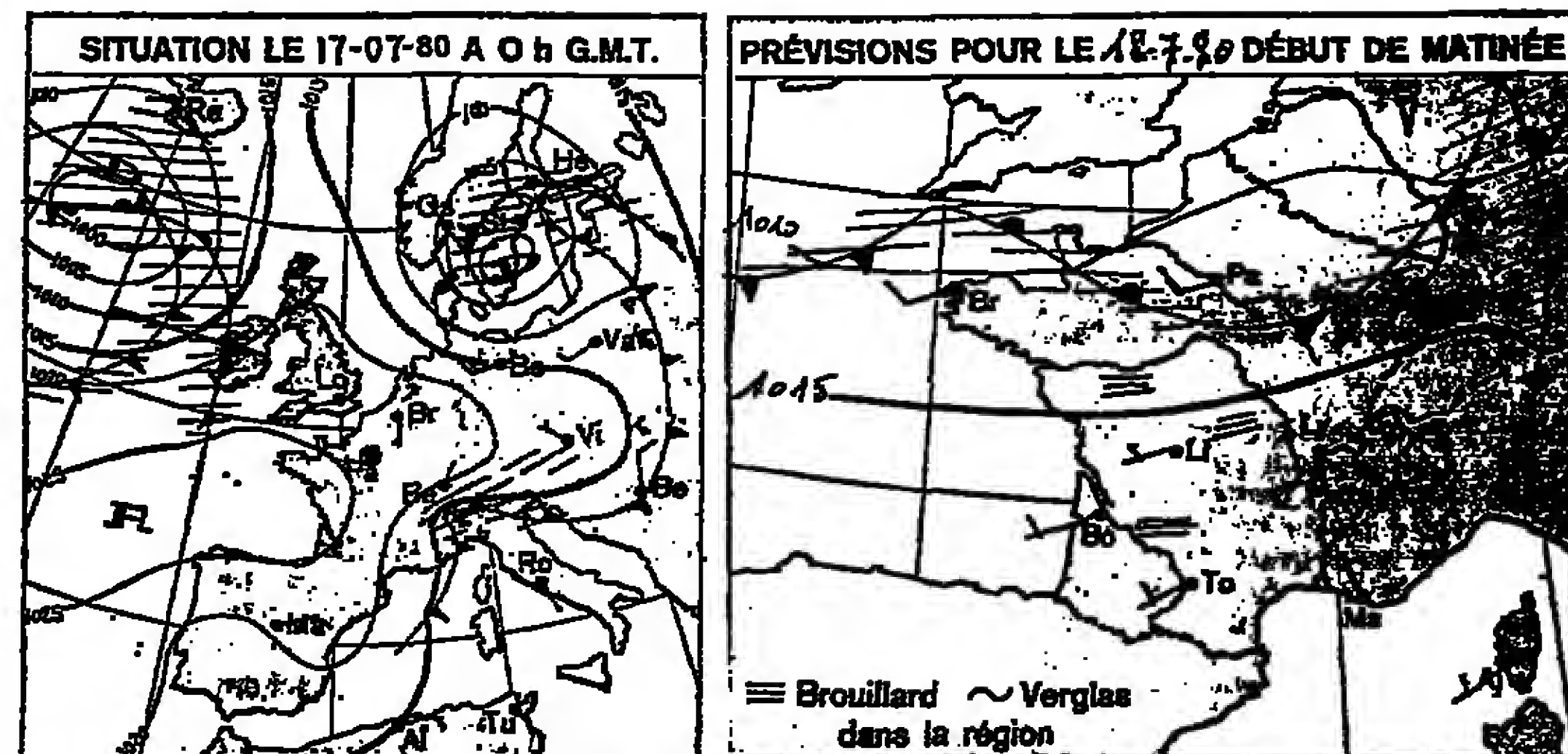
VENDREDI 18 JUILLET
 « Les thermes et le musée de Cluny », 15 h, 6, place Paul-Painlevé, Mme Garnier-Ahlberg.
 « Montmartre du bateau-lavoir à la place du cœur », 15 h, place des Abbesses, Mme Legrand.
 « Le château de Vincennes », 15 h, entrée du château, Mme Legrand.
 « La Manufacture des Gobelins », 15 h, 42, avenue des Gobelins, Mme Oswald.
 « Le Marais illuminé », 21 h, 30, métro Saint-Paul, Mme Ragusa (Galerie nationale des monuments historiques).
 « Festival de la Seine », 15 h, 17, quai d'Anjou (Approche de l'art).
 « Synagogue du Marais », 15 h, métro Saint-Paul, Mme Ragusa (Galerie nationale d'art et d'histoire).
 « École de l'île Saint-Louis », 15 h, métro Saint-Paul, Mme Ragusa.
 « Le Marais », 15 h, 1, rue de Fourcy, M. de La Roche.

« Hôtels et jardins secrets du Marais », 21 h, métro Saint-Paul (Galerie-Vivier).
 « Hôtels de l'île Saint-Louis », 15 h, 15, boulevard Henri-IV, M. Teyssie.
 « Hôtels illuminés du Marais », 21 h, place de l'Hôtel-de-Ville, M. Teyssie.
 « Histoire de la place des Vosges », 15 h, devant l'Église Saint-Paul, Mme Bouch-Gain.
 « Le Marais éclairé », 21 h, métro Pont-Marie, Mme Bouch-Gain.

CONFÉRENCES

20 h, 15, 27, rue Copernic, Studio Bory (Centre GLOBE). M. Jodin : « La guérison spirituelle. Voyances ».

MÉTÉOROLOGIE



Evolution probable du temps en France entre le jeudi 17 juillet à 8 heures et le vendredi 18 juillet à 8 heures :

Le courant perturbé continuera à circuler de l'ouest vers l'est, sur les côtes de la Bretagne, de la Normandie et, après une amélioration passagère, une nouvelle perturbation affectera vendredi la moitié nord de la France. Vendredi 18 juillet, les nuages seront abondants au nord de la Loire et il pleuvra par moments sur le nord de la Bretagne, en Normandie, dans le Nord, sur les Ardennes et les Vosges. Les vents de secteur ouest seront modérés. Les températures minimales s'élèveront mais les maxima varieront peu. Sur le reste de la France, le temps sera le plus souvent ensoleillé. Il y aura toutefois des brumes ou des brouillards en début de journée de la Loire aux Pyrénées. Les vents d'ouest seront faibles et les températures seront en hausse.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du jeudi 17 juillet 1980 :

DES LOIS

● Relative à la communication des documents et renseignements d'ordre économique, commercial ou technique à des personnes physiques ou morales étrangères ;

● Relative aux astreintes prononcées en matière administrative et à l'exécution des jugements par les personnes morales de droit public.

DES DECRETS

● Relatif à l'admission à l'assurance volontaire pour les risques invalidité et vieillesse, des membres de la famille d'un infirme ou invalide qui remplissent ou ont rempli bénévolement auprès de ce dernier le rôle de tiers personnel ;

● Relatif aux règles générales d'hygiène et de sécurité applicables à certaines machines et à certains appareils utilisés pour le travail de matériaux et de produits.

UN ARRETE

● Autorisant l'électricité de France à modifier la date limite de dépôt prévue pour le remboursement au 10 février 1981 des obligations 9 %.

Édité par la S.A.R.L. Le Monde. Jacques Passet, directeur de la publication, Jacques Sauvageot.

Imprimé par le Monde, 5, rue de l'Église, PARIS-11.

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration. Composition paritaire n° 57 451.

BREF

BIENFAISANCE

LES PETITS FRÈRES DES PAUVRES recherchent des chauffeurs bénévoles (avec voiture) ou des personnes pouvant accompagner en taxi, pour assurer les départs et les retours de vacances de leurs vieux amis, pendant le mois d'août. Ces transports se feront en semaine, dans Paris ou la proche banlieue. Pour tous renseignements concernant les horaires, veuillez prendre contact avec Pierre, chez les Petits Frères, 33, avenue Parmentier, Paris-11, tél. : 355-00-19.

EXPOSITION

OCEANOTRAIN 80. — Une présentation de quelques quatre cents rames de trains miniatures et d'éléments de modèles, Oceanotrain 80, se tient jusqu'au 21 juillet à La Rochelle. Cette exposition, bénéficiant du concours du Musée du Jouet de Poissy (Yvelines), montre une rétrospective de matériels et de documents sur le train.

* Salle haute de la Bourse place de Vendôme, 1794 La Rochelle. Tous les jours, de 13 heures à 20 heures ; prix d'entrée, 5 F.

POÈMES EN PORCELAINE. — Faire admirer la porcelaine de Limoges sur le chemin des vacances, tel est le but de l'exposition annuelle qui a lieu dans la capitale limousine. Cette année, sur le thème « Poèmes en porcelaine de Limoges », quarante-quatre tables dressées illustrent des poèmes célèbres. Cette alliance subtile entre la poésie et la porcelaine est « mise en scène » dans des décors raffinés.

* Jusqu'au 1^{er} octobre, hôtel de ville de Limoges. Entrée gratuite.

LOISIRS

ESCAPADES EN SEINE-ET-MARNE. — La chambre de commerce et d'industrie de Seine-et-Marne a mis au point un programme d'excursions pour inciter les Parisiens à découvrir les beautés naturelles et architecturales du département. Randonnées pédestres en forêt, initiation à la varappe, promenades en autocar, en bateau sur la Seine ou en avion sont proposées chaque week-end et les jours fériés.

* Chambre de commerce et d'industrie, 42, rue Bancel, 77000 Melun. Tél. : 433-45-41.

VIVRE A PARIS

TRAVAUX SUR LE PÉRIPHÉRIQUE. — Sur le boulevard périphérique parisien, d'importants travaux sont prévus au cours de l'été avec les conséquences pratiques suivantes : — Du 7 au 30 juillet : porte de La Villette, deux files de droite sur la chaussée intérieure et deux files de gauche sur la chaussée extérieure seront neutralisées. Deux files sur la chaussée extérieure à l'échangeur de la Chapelle seront fermées. Deux files de droite sont neutralisées dans le secteur de la porte de Cligny et la sortie côté Cligny sera fermée.

— Du 18 au 25 juillet : entre la porte de Saint-Ouen et la porte de Cligny, deux files de gauche sur la chaussée extérieure seront neutralisées et les accès Clignancourt et Saint-Ouen fermés.

RELÈVEMENT DU PRIX DES MUSÉES. — Les droits d'entrée dans les musées municipaux parisiens sont relevés à la date du 1^{er} juillet : il en coûte désormais 3 F pour entrer au Musée d'art moderne, au Petit Palais, à Carnavalet et au Musée de la mode et du costume. Le prix d'entrée est porté à 7 F dans les six autres musées de la Ville : Balzac, Bourdelle, Camusot, Cognac-Jay, Victor-Hugo et Rotonde de La Villette.

DIX CONCERTS DANS LE MÉTRO. — Dans le cadre du Festival d'été de Paris, la R.A.T.P. organise dix concerts qui seront donnés chaque vendredi, à 16 h. 30, du 18 juillet au 18 septembre, dans la salle d'échange de la gare R.E.R.-Auber.

VIE SOCIALE

LES ÉPOUSES D'ARTISANS ET LES CHAMBRES DE MÉTIERS. — Les épouses d'artisans, qui participent à la vie de l'entreprise, peuvent voter et être candidates aux élections des chambres de métiers. Les prochaines élections auront lieu en novembre et, pour y participer, les épouses d'artisans doivent s'inscrire auprès des chambres de métiers avant le 31 juillet 1980.

ABONNEMENTS VACANCES

POUR CEUX QUI DESIRENT RECEVOIR RÉGULIÈREMENT À LEUR ADRESSE DE VACANCES

NOTRE QUOTIDIEN **Le Monde**

PROPOSE DES ABONNEMENTS AUX CONDITIONS SUIVANTES :

FRANCE :

Quinze jours 45 F
 Trois semaines 125 F
 Un mois 185 F
 Un mois et demi 245 F
 Deux mois 305 F
 Trois mois 365 F

ÉTRANGER (voies normales) :

Quinze jours 75 F
 Trois semaines 185 F
 Un mois 255 F
 Un mois et demi 315 F
 Deux mois 375 F
 Trois mois 435 F

EUROPE (avion) :

Quinze jours 90 F
 Trois semaines 225 F
 Un mois 315 F
 Un mois et demi 375 F
 Deux mois 435 F
 Trois mois 495 F

Dans ces tarifs sont compris le montant des numéros demandés et l'affranchissement. Pour faciliter l'inscription des abonnements, nous prions nos lecteurs de bien vouloir nous les transmettre accompagnés du règlement correspondant dix jours au moins avant leur départ, en rédigeant les nom et adresse en lettres majuscules.

Le Monde SERVICE DES ABONNEMENTS
 5, RUE DES ITALIENS - 75427 PARIS CEDEX 09.

ANNONCES CLASSEES

| OFFRES D'EMPLOI | La ligne | La ligne T.E. |
|----------------------|----------|---------------|
| DEMANDES D'EMPLOI | 57,00 | 67,00 |
| IMMOBILIER | 38,00 | 45,86 |
| AUTOMOBILES | 39,00 | 45,86 |
| AGENDA | 39,00 | 45,86 |
| PROP. COMM. CAPITAUX | 105,00 | 123,48 |

| ANNONCES ENCAISSEES | La ligne | La ligne T.E. |
|---------------------|----------|---------------|
| OFFRES D'EMPLOI | 38,00 | 38,00 |
| DEMANDES D'EMPLOI | 8,00 | 8,40 |
| IMMOBILIER | 25,00 | 29,40 |
| AUTOMOBILES | 25,00 | 29,40 |
| AGENDA | 25,00 | 29,40 |

REPRODUCTION INTERDITE

offres d'emploi

NOUS CHERCHONS UN DEMARREUR
PARCE QU'UNE SOCIÉTÉ QUI DÉBUTE NE
DOIT COMPTER QUE SUR SES HOMMES, ET
UNIQUEMENT SUR EUX.

Société touristique recherche son Directeur
AGÉ : 35 ans minimum.
PRÉFÉRE : ambassadeur, audace.
C.V. : expérience en réceptif souhaitée. Anglais,
allemand nécessaires. Disponibilité indispensable.
AVANTAGE : à se tailler.

Rechercher sous n° 692 M à REGIE-PRESSE,
85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris, qui tr.

PROFESSEURS AGREGES
30 ans environ, désireux de
participer à une expérience
pédagogique. Env. C.V. et photo.
n° 1 03 22 M. REGIE PRESSE
85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris
ou téléphoner à 349-17-77.

INGENIEURS
Grandes Ecoles,
formation informatique, connais-
sance d'un langage évolué.
Salaire motivant
pour candidat de valeur.
Ecrire avec C.V. à
Groupe PARADIS
25, rue du Ranelagh, Paris-16.

EDITEUR
spécialisé publications
professionnelles et vulgarisation
de grande diffusion
recherche

SECRETAIRE DE REDACTION
possédant forte expérience
édition ou presse.

Adresser C.V. et prétentions à
n° 632 M à REGIE-PRESSE,
85 bis, rue Réaumur, Paris-2.

SOCIÉTÉ DE DISTRIBUTION
(Yvelines) recherche
CHEF COMPTABLE
pour animer ses services
administratifs et comptables.
Expérience en gestion et en
informatique souhaitable.
Env. C.V. et photo et prêt.
Fiduciaire d'Etudes Comptables
217, rue du Fg-Saint-Honoré, 92.

E.C.L.
recherche
pour début septembre
1 INGENIEUR
INFORMATICIEN
expérimenté en organisation
et en métrologie

Appt à la formation
professionnelle CII H8/66
IDS 10/105 nécessaires.
Connaissances TELECOM
et PROTES appréciées.
Lieu de travail
pr la première année Marseillaise.

Adresser C.V. détaillé
ou téléphoner à E.C.L.
75015
PARIS
LYON 41, rue Garibaldi
69003
TEL : 869-35-35.

JEUNE INGENIEUR
ou **UNIVERSITAIRE**
Thèse d'ingénieur, docteur
ou ingénieur pour travaux de
laboratoire dans équipe de
recherche sur procédés de
recupération assistés par
méthodes chimiques.

Connaissances particulières
mécaniques des fluides en
milieu poreux, physique
chimie des systèmes à base
de tensio-actifs.
Anglais courant.

Env. C.V. et prétentions à
n° 667 M, CONTEXTE Publicité,
20, av. Opéra - PARIS-1^{re}.

proposits.com. capitaux

Organisme professionnel
recherche
TRÈS BON
TRADUCTEUR
ANGLAIS - FRANÇAIS
(Connaissances Allemand appréciables pour documentation
revue de presse.
Ecr. avec C.V. à n° 18.704,
BLER 17, rue Lobel,
92000 VINCENNES, qui trans.

E.C.L.
recherche
pour début août
6 ANALYSTES-PROGRAMMEURS
COBOL/VS 150
— 1 idem + PAC 70
— 1 PL 1 IMS/DL1
— 1 très bonne expérience de
DL1 sous IMS COBOL.
— 1 MARK IV.

Adresser C.V. détaillé
ou téléphoner à E.C.L.
PARIS 55, rue Hémel
75018
TEL : 259-10-01.

information divers
Pour connaître les emplois
offerts Outre-Mer, Étranger
(Canada, Australie, Afrique,
Amérique, Asie) demandez
revue spéc. MIGRATIONS (LMI)
3, rue Montyon, PARIS-9^e.

travaux à façon
Demande
ENTREPRISE. Séries de ré-
visions effectuées rapidement tra-
vaux peinture, décoration, coordina-
tion des corps d'état. Délais gra-
tuits. Tél. 38-47-54 et 38-50-02.

automobiles
divers
BANQUE OCCASIONS
320 - 321 - 322 - 323 - 328 - 728
79-80 rue de la République,
Autre-Paris-KV. Tél. : 38-49-25
62, rue de la République, Paris-19^e.

demandes d'emploi
ARCHITECTE
Francis - Dynamique et solide
expérience cherche études
FRANCE - ÉTRANGER - AFRI-
QUE - Océanie - Étranger. Ecrire à
BISTRIE, bureau restant.
5900 GREZ-DOICEAU (Belgique)
Allemande, étud. de franc, for-
mation prof. comme cartogra-
phie en angl. et secrét. aime-
rait faire un stage à Paris à
l'été d'octobre et pour 6 mois
ou plus long, afin d'améliorer
son angl. et de découvrir le
milieu de travail. Ecrire avec
C.V. et photo à n° 667 M, Pub.
5, r. des Italiens, 75007 Paris-9^e.

URGENT
VENDS CAUSE DÉPART
MOBILIER
OBJETS DIVERS
BAS PRIX
Tél. : 67-42-42 du 7 L. à 21 h.

L'immobilier

appartements vente

3^e arrdt.
MARAI - 354-55-10 - Solait
MAISON 100 m² à 6 Pces
TERRASSE
Rénovation complète.

4^e arrdt.
MARAI
SUPERBE LIV. 3 Pchères +
CHÈRE - Vue soleil - Tout confort.
URGENT - 352-52-42.

5^e arrdt.
CLAUDE - BERNARD, P. de T.
2^e et 3^e Grand liv. + 2 chambres.
60 m² environ - Parfait état.
CONTRATÉCARE 105 m² liv.
+ 3 chères sur jardin. 355-46-37.

6^e arrdt.
RUE D'ASSAS revisant duplex
living, 2 chambres, 2 s. bains.
Exclusivité GARBI : 367-22-48.
Tél. : 63-78-97.

7^e arrdt.
SAINT-CYR-L'ÉCOLE
Luxe appartement, 3 P., cuisine
installée, balcon, vue sur bois.
PRIX : 310.000 F (facile)
MONAL, tél. 63-28-15.

8^e arrdt.
Hauts-de-Seine
A saisir à ASNIÈRES GARE,
2 P., 37 m², cuis., chères, w.c.,
rapport 14.000 F/an.
Société immobilière - 150.000 F.
Adm. 281-35-34, 10/20 h.

9^e arrdt.
Val-de-Marne
NOGENT, près bois et R.E.R.,
2 P., 37 m², cuis., chères, w.c.,
chiff. centr., 263.000 F. 28-82-72.
Belle de Vincennes, près R.E.R.,
4 P., 100 m², cuis., chères, w.c.,
bain, 355.000 F. 34-53-45.

10^e arrdt.
VINCENNES (Près Bois)
LIV. DELE + 3 chères, cuis., s.
de bain, dressing, 46 m², sec.
PRIX : 450.000 F. Tél. : 37-94-94.

11^e arrdt.
Chantilly-Gouvieux
Le parc des styles
LANCÉMENT 3^e TRANCHE
28 ans Paris-Nord
sur forêt de Chantilly
33 tannée piscine
proche golf et chevaux
APPARTEMENTS
LOCAUX COMMERCIAUX
ET PROFESSIONNELS
sur place (4) 457-22-62
au siège 387-52-11

12^e arrdt.
REPUBLIQUE
108, rue de la Folie-Méricourt.
Dans bel imm. rev. rev. gd séj.
cuis., 2 chères, 1 s. de bain, 45 m².
P. 220.000 F. Crédit, vr. p. val.
vendredi, samedi 14 h. - 10 h. 19 h.

13^e arrdt.
DAUMESNIL, près bois, récent,
grand 3 Pchères, 11 ch., 2 s. de
bain, 100 m², 250.000 F.
DAUMESNIL, bel ancien 2 Pchères,
sur rue, OCCUPÉ, 250.000 F.
1510-00-00

14^e arrdt.
DAUMESNIL, bel anc. 3 Pchères,
cuis., confort, 2 s. de bain - 200.000 F. 34-61-74.

15^e arrdt.
Vend petit 3 pièces dans im-
meuble rev. cuis., bain, s. de
bain, confort, 1 s. de bain, 45 m².
Tél. 101. Tél. 63-52-82.

16^e arrdt.
Grand JARDIN PRIVÉ
APPT DUPLEX, récemment
renové, 4 Pchères, s. de bain,
cuis., 2 s. de bain, 100 m².
P. 1.100.000 F. Tél. : 32-25-80.

17^e arrdt.
PARIS XIV^e
rue des Volontaires
3 étages, 90 m² + 1 chère,
1 s. de bain + 1 cuisine.
P. 1.100.000 F. Tél. : 32-25-80.

18^e arrdt.
Près avenue du MAINE dans
rénové, 3 Pchères, 1 s. de bain,
cuis., 2 s. de bain, 100 m².
P. 1.100.000 F. Tél. : 32-25-80.

19^e arrdt.
Près DENFERT, direct dans un
imm. récent, studio occupé, 2
chères, très bon placement et
d'avenir. Téléphone : 355-42-72.

20^e arrdt.
TOUR MONTFARVILLE
(100 m²), dans restauration de
caractère, 3 Pchères, 1 s. de bain,
cuis., 2 s. de bain, 100 m².
P. 1.100.000 F. Tél. : 32-25-80.

21^e arrdt.
Je propose près métro Alésia
environnement calme et
solaire. MAISON PART
Époque 1925
Convenant parfaitement à
grande famille ou membre
professionnel (médecin, avocat,
concilier partie profession et
habitation privée).
SERGE KAYSER - 325-44-44.

22^e arrdt.
CROIX-ROUGE
Pavillonnaire - Terrasse
Récemment belle réception
+ 2 chambres, cave, parking.
F.L.P. : 738-92-55.

23^e arrdt.
N° RANGLER gd imm. 900
5 Pchères, 120 m², au 2^e ét. 400
24-45-54, matin.

24^e arrdt.
PLACE MEXICO (Grande) 4^e et
225 m² conf., 2 chères
service - 2.100.000 F.
325-70-11 et 325-49-94.

locations non meublées

Paris
34, RUE PÉROUSE
Immobilier et très bon standing
studio 150 m², 2 pièces, 220 F.
4 P., 4.000 F. + ch. T. 32-53-01.

Paris
TRINITE, P. 100 m², 5 Pchères, 120 m²
2 s. de bain, cuis., chères, w.c.,
4.200 F. + ch. T. 280-08-53.

Paris
NOTRE-DAME, ANC. RENOVÉ.
Charmant 2 Pchères, 1 s. de bain,
2100 F. chères, compr. 621-44-04.

Paris
CAMBONNE récent gd stand.
ETAGE ELEV. 100 m², 5 Pchères,
4.200 F. + ch. T. 280-08-53.

Paris
TELEPH. Park. 2.400 F. chères
compr. 5 Pchères, 1 s. de bain,
200 m², 100 F. chères, compr. 621-44-04.

Paris
MAISONS NEUVES
A LOUER
5, 6, 7 pièces sur 700 m² de terrain
en bordure du Golf de Chervy
à Gil sur Yvelines.
Tél : 258-12-20

Paris
ORSAI Métro La Gaiette sur
Seine. Gd séjour + 3 chères,
tout confort, 100 m², 3.500 F.
1.000 m² - 3.500 F. - 387-27-48.

Paris
PROVENCE 7 km Valson, à l'as-
sée, gd séjour, 6 p. + dép.,
w.c., 1 s. de bain, 2.400 F. Ec.
BLANC, 19, rue Alabaster,
93000 Vincennes.

Paris
locations meublées
Demande
Paris
OFFICE INTERNATIONAL
recherche pour la direction
tous appartements, 4 pièces
4 pièces et plus. - T. 285-11-04.

Paris
locations meublées
Offre
Paris
CHAMPS-ÉLYSÉES, 100 m², 5 Pchères,
100 m², 5 Pchères, 100 m², 5 Pchères,
T. 544-60-96 ou 544-60-97.

Paris
SAINT-NOM-LA-BRETECHE
appartement 5 Pchères, 110 m²,
tout confort, 100 m², 3.500 F.
+ chères. Téléphone 457-57-12.

Paris
SAINT-NOM-LA-BRETECHE
appartement 5 Pchères, 110 m²,
tout confort, 100 m², 3.500 F.
+ chères. Téléphone 457-57-12.

Paris
SAINT-NOM-LA-BRETECHE
appartement 5 Pchères, 110 m²,
tout confort, 100 m², 3.500 F.
+ chères. Téléphone 457-57-12.

Paris
SAINT-NOM-LA-BRETECHE
appartement 5 Pchères, 110 m²,
tout confort, 100 m², 3.500 F.
+ chères. Téléphone 457-57-12.

Paris
SAINT-NOM-LA-BRETECHE
appartement 5 Pchères, 110 m²,
tout confort, 100 m², 3.500 F.
+ chères. Téléphone 457-57-12.

Paris
SAINT-NOM-LA-BRETECHE
appartement 5 Pchères, 110 m²,
tout confort, 100 m², 3.500 F.
+ chères. Téléphone 457-57-12.

Paris
SAINT-NOM-LA-BRETECHE
appartement 5 Pchères, 110 m²,
tout confort, 100 m², 3.500 F.
+ chères. Téléphone 457-57-12.

Paris
SAINT-NOM-LA-BRETECHE
appartement 5 Pchères, 110 m²,
tout confort, 100 m², 3.500 F.
+ chères. Téléphone 457-57-12.

Paris
SAINT-NOM-LA-BRETECHE
appartement 5 Pchères, 110 m²,
tout confort, 100 m², 3.500 F.
+ chères. Téléphone 457-57-12.

Paris
SAINT-NOM-LA-BRETECHE
appartement 5 Pchères, 110 m²,
tout confort, 100 m², 3.500 F.
+ chères. Téléphone 457-57-12.

Paris
SAINT-NOM-LA-BRETECHE
appartement 5 Pchères, 110 m²,
tout confort, 100 m², 3.500 F.
+ chères. Téléphone 457-57-12.

Paris
SAINT-NOM-LA-BRETECHE
appartement 5 Pchères, 110 m²,
tout confort, 100 m², 3.500 F.
+ chères. Téléphone 457-57-12.

emplois régionaux

IMPORTANT GROUPE INDUSTRIEL
SOCIÉTÉ EUROPÉENNE
COMPOSANTS ÉLECTRONIQUES
DEUXIÈME EN EUROPE
DANS SON DOMAINE
recherche pour son service
«EQUIPMENT DEVELOPMENT»

1 ingénieur
AM/ES ou équivalent
ayant 5/10 années d'expérience dans le
domaine de l'équipement électronique et
des automatismes.

Après une période de formation il sera
responsable de la coordination des projets
de la mécanisation et de l'automatisation des
installations des quatre usines du Groupe.
Parfaite maîtrise de l'anglais indispensable.
Allemand souhaitable.

Poste à pourvoir dans la région dijonnaise.
Déplacements fréquents en Europe et
Amérique du Nord.
Position cadre III A.

Adresser C.V. photo et prétentions sous
N° 66.707 à CONTEXTE PUBLICITE 20,
avenue de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01,
qui transmettra.

PRÊT-A-PORTER FÉMININ Cherbourg
recherche

CADRE HAUT NIVEAU
à vocation plus spécialement commerciale, chargé
de l'administration de l'équipe de vente en France +
Export et de coordonner les actions des différents
services de l'entreprise.

Domicile à prévoir : CHERBOURG ou région
RÉMUNÉRATION IMPORTANTE
évolutive en fonction des compétences et des résul-
tats du candidat.

Adresser curriculum vitae et photo directement
par courrier uniquement (ne pas téléphoner).
LILIANE BURTET, 20, rue Anatole-France,
50110 TOURNAI-VILLE.

Importante société du secteur Bois
recherche pour renforcer son service Etudes

UN INGENIEUR
Arts & Métiers
(ou équivalent avec formation mécanique
générale)

Débuteur ou ayant quelques années d'expé-
rience.

Après un stage d'adaptation dans un établis-
sement de la société, il sera affecté dans l'une
de ses 2 usines du Sud-Ouest et prendra en
charge, sous la direction du Bureau d'Etudes
central, les problèmes d'investissements de
ces 2 usines.

Adresser c.v. et photo (retournée) s/réf. 6644
à Actel Publicité - 27, rue Talbot - 75009
Paris - qui transmettra.

Colonie de vacances recherche
ETUDIANT en médecine, 20 ou 30
années pour poste assis, sanitaire
épave du 5 août au 5 sept.
Ecrire Centre Louis-Cornil,
Chères Bleus, 15120 Montsalvy.
TEL : (16-71) 49-29-82.

Groupe Européen recherche
INGENIEUR D'AFFAIRES
ayant 5 ans minimum d'expé-
rience dans le traitement de surfaces
et en particulier dans l'appli-
cation des peintures sur tous
produits et machines.
Il devra disposer d'une automa-
tisme. Etre capable de s'adap-
ter à un rythme de travail élevé.
TRES bon salaire, indemnité
d'absence. URGENT C.V. et photo
à RADIANCE B.P. 104
87051 LIMOGES Cedex qui trans.

GARAGE A NERAC
(Lot-et-Garonne)
cherche TOLIER-CARROSSIER.
Ecr. J. Dessert, allée d'Albret,
42000 NERAC ou : 16-52-45-01

URGENT - Centre Léo-Bérard
MANIPULATEUR
ELECTROLOGIE
diplômé
S'occupe de la réparation et
entretien de matériel électro-
logique. Ecr. avec C.V. à
M. le Secrétaire du CCE MERLIN
GERIN 38050 GRENOBLE Cedex

INTERNAT.
GESTION 200
déplacement Afrique
chef MAGASINIER
matériel pétrole
expérience chèvres.
TEL : 281-21-21.

15^e arrdt.
CROIX-ROUGE
Pavillonnaire - Terrasse
Récemment belle réception
+ 2 chambres, cave, parking.
F.L.P. : 738-92-55.

16^e arrdt.
N° RANGLER gd imm. 900
5 Pchères, 120 m², au 2^e ét. 400
24-45-54, matin.

17^e arrdt.
PLACE MEXICO (Grande) 4^e et
225 m² conf., 2 chères
service - 2.100.000 F.
325-70-11 et 325-49-94.

18^e arrdt.
PARIS XIV^e
rue des Volontaires
3 étages, 90 m² + 1 chère,
1 s. de bain + 1 cuisine.
P. 1.100.000 F. Tél. : 32-25-80.

19^e arrdt.
Près avenue du MAINE dans
rénové, 3 Pchères, 1 s. de bain,
cuis., 2 s. de bain, 100 m².
P. 1.100.000 F. Tél. : 32-25-80.

20^e arrdt.
Près DENFERT, direct dans un
imm. récent, studio occupé, 2
chères, très bon placement et
d'avenir. Téléphone : 355-42-72.

21^e arrdt.
TOUR MONTFARVILLE
(100 m²), dans restauration de
caractère, 3 Pchères, 1 s. de bain,
cuis., 2 s. de bain, 100 m².
P. 1.100.000 F. Tél. : 32-25-80.

22^e arrdt.
Je propose près métro Alésia
environnement calme et
solaire. MAISON PART
Époque 1925
Convenant parfaitement à
grande famille ou membre
professionnel (médecin, avocat,
concilier partie profession et
habitation privée).
SERGE KAYSER - 325-44-44.

23^e arrdt.
CROIX-ROUGE
Pavillonnaire - Terrasse
Récemment belle réception
+ 2 chambres, cave, parking.
F.L.P. : 738-92-55.

24^e arrdt.
N° RANGLER gd imm. 900
5 Pchères, 120 m², au 2^e ét. 400
24-45-54, matin.

25^e arrdt.
PLACE MEXICO (Grande) 4^e et
225 m² conf., 2 chères
service - 2.100.000 F.
325-70-11 et 325-49-94.

15^e arrdt.
CROIX-ROUGE
Pavillonnaire - Terrasse
Récemment belle réception
+ 2 chambres, cave, parking.
F.L.P. : 738-92-55.

16^e arrdt.
N° RANGLER gd imm. 900
5 Pchères, 120 m², au 2^e ét. 400
24-45-54, matin.

17^e arrdt.
PLACE MEXICO (Grande) 4^e et
225 m² conf., 2 chères
service - 2.100.000 F.
325-70-11 et 325-49-94.

18^e arrdt.
PARIS XIV^e
rue des Volontaires
3 étages, 90 m²

SOLDES-SOLDES

Le Monde

environnement

L'écologie en Union soviétique

Selon les théoriciens marxistes, les capitalistes n'ont pas seulement exploité les travailleurs, ils ont aussi pillé les ressources naturelles et provoqué la crise écologique actuelle. Maîtriser des terres et des eaux, programmant minutieusement son développement

industriel, la patrie du socialisme aurait dû, mieux que tout autre pays, préserver son immense capital de nature, épargner à ses habitants les nuisances industrielles et leur ménager un cadre de vie d'une exceptionnelle qualité.

Atteinte plus tard que l'Europe et l'Amérique du Nord par la révolution industrielle et l'urbanisation qui l'accompagne, l'U.R.S.S. était historiquement bien placée pour éviter les ravages. A-t-elle su profiter de ses atouts ? Après avoir longtemps négligé d'évoquer ces

questions, les agences de presse soviétiques multiplient aujourd'hui, à l'adresse de l'étranger, les bilans d'auto-satisfaction. Sur ce point comme sur d'autres, Moscou, à l'occasion des Jeux, veut présenter un visage avenant. Qu'en est-il réellement ?

I. — Vingt-huit millions de protecteurs de la nature

De notre envoyé spécial MARC AMBROISE-RENDU

Moscou. — A l'ombre de l'hôtel Rossi, gigantesque mille-feuille de béton planté à deux pas de la place Rouge, à Moscou, la chapelle Saint-Maxime draine encore ses bulbes dorés. Rescapée des années 80, elle baigne dans le hurlement des fumées bleues de l'intense circulation environnante. Des écoliers avec leurs maîtres et de nombreux visiteurs y pénètrent encore, non pour s'y recueillir, mais pour y contempler des animaux empaillés. Désaffectée, la chapelle Saint-Maxime est un musée dédié à la protection de la nature. Et si, malicieusement, on demande à sa gardienne ce qu'elle pense de la chasse à la bécasse encore pratiquée par les fortiles soviétiques, elle répond sans hésiter : « Je serais d'accord pour qu'on la stoppe dès demain. » Quant aux urbanistes de Moscou, ils disent de l'hôtel Rossi : « Nous ne ferions plus cela aujourd'hui ».

Pour comprendre la situation de l'écologie en Union soviétique, une visite à la chapelle Saint-Maxime ne saurait suffire. Même au bout d'une semaine d'enquête, il est bien difficile de s'en faire une idée claire. Le pays est immense et la réalité y est constamment masquée par le discours officiel.

Néanmoins que les premières impressions recueillies dans la minuscule église ne cessent d'être confirmées. Pour en savoir davantage, il faut passer sur la rive gauche de la Moskova et

pénétrer dans les bâtiments vétustes mais historiques de l'Institut de géographie. Son directeur, M. Petrovitch Guerassimov, membre de l'Académie des sciences, parle volontiers des réserves naturelles qui parsèment l'U.R.S.S. Elles sont au nombre de « cent vingt à cent trente » (1), paraît-il, et couvrent une surface totale de près de 20 millions d'hectares, soit moins de 1 % du territoire. Cette proportion est à peu près la même que celle des parcs nationaux en France.

Ces réserves sont d'une extrême diversité de surface et de statut. Les plus modestes, destinées à protéger une espèce rare, n'ont que 50 hectares. Mais il est d'immanables comme ces 800 000 hectares entrecoupés de forêts de conifères et de bouleaux — que l'on a protégés à titre d'écosystème complet autour de la rivière Pechora, dans le nord de la Russie d'Europe. Une autre réserve géante est située dans les monts Aïtaï à la frontière mongole. Et d'autres encore, aux dimensions de la Sibirie, sont en projet autour du lac Baïkal.

Des réserves intégrales ou ban-nit toute activité humaine autre que l'observation scientifique. Dans certaines, la chasse est autorisée. Beaucoup sont accessibles au public, mais à condition

qu'il circule à pied. L'U.R.S.S. vient même de créer sa première réserve maritime sur 63 000 hectares dans le golfe de Pierre-le-Grand, au nord de Vladivostok. La pêche y sera strictement contrôlée.

La politique des réserves est un héritage des tsars. La première protégeait intégralement, depuis 1912, la végétation subarctique de la vallée géorgienne de Lagodekhi, qui descend du Caucase vers la mer Noire. La seconde — Bar-guzin — née en 1916, sur les rives du Baïkal, est un sanctuaire de alibellines.

Cette politique semble avoir atteint son but. Ainsi, la grande réserve du Caucase, qui couvre 260 000 hectares — le massif en compte une vingtaine d'autres plus réduites — abrite un impressionnant bestiaire. Les bisons, nombreux autrefois, y furent massacrés jusqu'au dernier pendant la guerre. À partir de cinq individus importés des États-Unis et de Pologne, on a reconstitué un troupeau de six cents têtes. Autour d'eux vivent des cerfs, des bouquetins et des chamois par milliers. Sur ce cheptel, un millier d'ours, soixante loups, quarante lynx et deux cents aigles prévalent librement.

Tout écoliste soviétique peut en effet invoquer l'exemple de ce qui fut emprisonné pour un mois un de ses compagnons bolcheviques coupables d'avoir abattu un arbre « sans raison ». Il brandit aussi la Constitution (article 197) dont l'article 18 assure : « Dans l'intérêt des générations présentes et à venir, on prend en U.R.S.S. les mesures nécessaires pour protéger et utiliser de façon scientifique et

rationnelle la terre et son sous-sol, la faune et la flore, pour maintenir la pureté de l'air et des eaux, pour assurer le renouvellement des richesses naturelles et améliorer l'environnement. » Si cela n'est pas suffisant, on appelle à la rescousse Léonid Brejnev lui-même, qui s'est écrit récemment : « Camarades, il est possible et nécessaire d'aider la nature à déployer ses forces vitales. On connaît l'expression « région florissante ». C'est ce qu'on veut pour les régions où les conditions, l'expérience, l'attachement et l'amour de la nature des peuples ont fait des miracles. Telle est notre voie socialiste. »

Les thèmes de l'écologie, sinon le mot lui-même, font donc partie du discours le plus officiel. Sur les présidents des assemblées on trouve parmi de multiples brochures vantant les réalisations soviétiques un livret de cinquante-quatre pages intitulé : « Protégeons la nature ». L'ancien, Yuri Sinyakov, reconnaît d'emblée que l'homme doit faire face à « une crise écologique majeure dont il est lui-même l'auteur », mais qu'il est des problèmes écologiques existant en U.R.S.S. Il est moins aigus qu'aux États-Unis, au Japon et en Europe occidentale. Surtout, il expose des efforts accomplis par le socialisme pour les résoudre.

La compagnie Aeroflot diffuse aussi dans les aéroports un dépliant illustré qui exalte l'« précieuse contribution que les touristes apportent à la noble tâche de la protection de l'environnement ». Au musée Saint-Maxime, à Moscou, on peut voir sous vitrine une vitrine d'ouvrages consacrés à l'écologie, y compris des traductions. Socialisation de la nature, le livre de Philippe Saint-Maru, a été traduit en russe, et le premier tirage s'est écoulé en quelques jours. Mais il n'a pas été réédité et il n'est pas du tout certain que la littérature écologique soit disponible dans les bibliothèques.

On se rabat donc sur les romans comme « L'Adieu à l'été » de Valentin Rasputin et raconte la résistance de villageois sibériens dont les isbas doivent être

« produire à tout prix ». Car l'argument massif brandi par les défenseurs du lac est à présent celui-ci : le Baïkal possède un gisement touristique plus important que son gisement forestier.

Le tourisme, qui sauvera peut-être le lac sibérien, menace toutes les réserves naturelles. Celles du Caucase en particulier sillonnées par les randonneurs et les alpinistes. Les géographes-écologistes se tournent alors vers la solution « parc national » qu'ils ont délaissée jusqu'ici. Pour la réactivation des citadins de Leningrad et de Moscou, ils veulent créer un vaste « parc naturel » populaire » sur 100 000 hectares dans les collines du Valdai, le château d'eau de la Russie d'Europe. Un autre sera ouvert au Baïkal et un troisième autour du mont Elbrus, sommet du Caucase qui culmine à 5 633 mètres.

Mais comment aménager ces parcs ? Petrovitch Guerassimov a dû prendre l'avion pour l'Amérique. Car c'est au Yellowstone, au parc du Grand-Teton et dans le parc canadien de Banff que les Soviétiques vont à présent prendre des leçons. Après avoir enquéqué sur les écolistes français, les « verts » qui, selon lui, ne voient pas que la crise écologique résulte des contradictions du capitalisme. Mais quand l'U.R.S.S. est en face de ses propres contradictions elle va en chercher la solution dans les pays capitalistes.

Prochain article : UN PLAN POUR LES PÊCHEURS A LA LIGNE ?

(1) Selon les Nations unies, l'U.R.S.S. comptait quatre-vingt-cinq réserves en 1972.

CORRIDAS, COURSES DE LÉVRIERS, TIRS AUX PIGEONS INTERDITS ?

Le gouvernement se prononcera d'ici au 15 septembre sur les propositions du rapport Micaut

D'ici au 15 septembre, le conseil des ministres aura à se prononcer sur une série de mesures destinées à améliorer la condition des animaux. C'est ce qu'a annoncé M. Pierre Méhaignerie, ministre de l'Agriculture, qui est chargé de l'élaboration du rapport du rapporteur M. Pierre Micaut (Le Monde du 17 juillet), ce qui pourrait être retenu par le gouvernement. En attendant, le député (U.D.F.) de l'Aube, qui a été reçu pendant trois quarts d'heure à l'Élysée, a été chargé par le chef de l'État de poursuivre son action. « Mon premier travail », a-t-il précisé, « consistera à consolider les bases des écoles vétérinaires de porter davantage d'attention à la protection des animaux, au sens large du terme ».

M. Micaut a indiqué qu'un certain nombre de mesures pourraient être prises d'urgence, avant même que le conseil des ministres ne soit saisi des conclusions de son rapport. « C'est tout de

suite qu'il faut faire campagne contre les abandons d'animaux, contre l'importation d'animaux maltraités et interdire l'abattage rituel musulman en dehors des abattoirs ».

À l'occasion de la conférence de presse qu'il a donnée à Paris, mercredi 16 juillet, à la sortie de l'Élysée le parlementaire en mission n'a pu commenter les trois cent quinze propositions qui forment son rapport. Il a seulement énuméré deux ou trois points : « Pour un certain nombre d'entre elles, si elles étaient retenues, ne manqueraient pas de susciter d'assez vives réactions à la fois dans le public et parmi les professionnels concernés. M. Micaut, par exemple, ne suggère pas moins de dix-sept dispositions pour améliorer les élevages en batterie dont l'interdiction d'élever des veaux dans l'obscurité, de castrer et d'écorner les taureaux et les porcs sans anesthésie. Pour « humaniser » les trans-

ports de bétail, qui se font dans des conditions souvent lamentables, d'importer des cages, cinq mesures. Parmi celles-ci l'obligation d'une licence pour tous les transporteurs d'animaux et l'autorisation donnée aux vétérinaires inspecteurs de perquisitionner à bord des véhicules et de procéder à l'abattage immédiat des animaux en cas de nécessité. M. Micaut propose la fermeture de toutes les cages de deux cents petits abattoirs ainsi que le réexamen du plan national des abattoirs.

Un chapitre tant controversé de l'exportation d'animaux, le rapport pose comme principe que la science a besoin des animaux, mais qu'il est possible d'« économiser » ceux-ci au maximum. Comment ? En interdisant les élevages et même en créant un élevage national d'animaux de laboratoire qui permettrait d'éviter des importations s'élevant à un milliard de francs par an.

Un office national de l'exportation animale ayant des antennes dans chaque région, des services de contrôle dans chaque département et des commissions de chercheurs dans chaque établissement seraient chargés de faire respecter les nouvelles méthodes d'exportation.

Interdiction d'importer des animaux exotiques et sauvages, contingentement des importations de chiens, augmentation de la T.V.A. sur le commerce des animaux de compagnie, lourdes amendes pour ceux qui laissent leurs chiens salir les trottoirs, telles sont quelques autres suggestions qui ont surpris. Les sociétés protectrices des animaux elles-mêmes ne sont pas épargnées. La plupart d'entre elles, dit M. Micaut, devraient se transformer en sociétés d'accueil des animaux (S.A.A.) dotées d'une charte. Quant à la S.P.A. nationale, elle s'emploierait à « veiller à ce qu'elle ne soit pas actuellement.

Trois cents emplois

Le rapport du député de l'Aube résume encore bien davantage un certain nombre d'admissions et de sports. Il résume pas, en effet, à demander l'abolition des courses de lévriers, des combats de coqs, du tir aux pigeons vivants et des corridas. Celles-ci, qui se sont transformées dans bien des cas en « spectacles pour touristes » ne pourraient être maintenues que dans quelques villes du Midi où la tradition de la tauromachie est « ininterrompue ». De toute manière la participation des chevaux, et donc des placards, serait interdite.

Le rapport estime nécessaire une meilleure formation des vétérinaires et des médecins ainsi que des professionnels prennent en compte la protection des animaux. Il suggère donc la création de chaires du comportement animal dans les écoles vétérinaires et de biomédecine dans les facultés de médecine.

Pour mettre en œuvre cette politique tous amis, « Mon-dieu, animaux », envisage la voie d'une loi nouvelle sur l'expérimentation animale et de nombreuses adjonctions aux textes existants. L'appareil des mesures retenues par le gouvernement ferait l'objet d'un plan quinquennal assorti de moyens financiers correspondants. M. Micaut évalue à trois cents le nombre des emplois à créer pour renforcer les effectifs des contrôles vétérinaires. « C'est une noble et lourde tâche à laquelle je convie le Parlement et le gouvernement », conclut-il. Pétilleuse aussi, aurait-il pu ajouter, tant il est vrai que la plupart des mesures imaginées heurtent des habitudes et des intérêts, et même des passions. Avant de pointer les sensibilités surgies au sujet des amendements de toucher en période électorale.

M. A.-R.

(1) « L'homme et l'animal », rapport présenté au gouvernement par Pierre Micaut, parlementaire en mission, Ministère de l'Agriculture, 78, rue de Valenciennes, 75007 Paris.

VIE HUMAINE ET SOUFFRANCES ANIMALES

À l'évidence, le chapitre consacré à l'expérimentation animale a tenu l'attention de M. Pierre Micaut, qui propose un plan quinquennal pour la création d'une organisation administrative chargée de la gestion et du contrôle de cette expérimentation. Il s'agit notamment de créer deux nouvelles structures : la sous-direction de l'expérimentation animale, qui rattachée au ministère de l'Agriculture, traiterait de l'ensemble des problèmes relatifs aux animaux de laboratoire, et l'Office national de l'expérimentation animale, qui jouerait les rôles d'un organisme consultatif et d'un organisme de gestion.

Voulant en la matière éviter « les deux pièges de la sensibilité et de la sottise », M. Micaut tente ainsi d'appeler des éléments de réponse aux critiques des responsables d'organisations antivivisctionnistes et d'établir une sorte de protocole d'accord. Se gardant des excès « de quelque côté qu'ils puissent venir », voulant traiter ce qui pose « un problème de conscience », il logiquement, avec sagesse, sans passion ni exagération, certain de « s'être forgé une opinion solide, dégagée des préjugés émotionnels qui cachent la réalité », il esquisse ainsi une réglementation de l'expérimentation sur l'animal, tout en soulignant, d'autre part, que celui-ci « n'est pas un objet », mais un être « vivant et sensible ».

On ne peut, ici, marquer de souligner l'irréductible ambiguïté d'une telle démarche, qui apparaît, par exemple, lorsque M. Mi-

caut se déclare tout à la fois « pour toute la vie humaine et contre toute souffrance humaine » et « pour toute la vie animale et contre toute souffrance animale », position qu'il précise inégalement précise immédiatement après que « la science a malheureusement besoin d'animaux ».

Il est sans doute plus que souhaitable que soient au plus vite appliqués les moyens qui permettraient de réaliser une économie des souffrances et des vies animales (amélioration des techniques expérimentales et des conditions d'hébergement, diminution du nombre d'animaux

utilisés dans les expériences). L'un des aspects positifs du rapport est sans doute d'entre-saper ce problème d'un point de vue global (approvisionnement, élevage, hébergement des animaux de laboratoire, importations). On ne peut donc que regretter le peu de place qui est fait au développement des « méthodes de remplacement ». Seules celles-ci tiennent compte de la possibilité d'utiliser à la place d'animaux de laboratoire de nouvelles méthodologies (modèles mathématiques) ou technologiques (microscopie électronique, cultures cellulaires et tissulaires).

Des contraintes absurdes

Il est ainsi fort peu probable que M. Micaut obtienne l'adhésion des opposants à l'expérimentation animale lorsqu'il propose de diminuer le nombre d'animaux utilisés en réalisant, sur un seul, plusieurs types d'expériences ou lorsqu'il préconise, dans l'attente des méthodes de remplacement, l'utilisation préférentielle d'animaux « sensibles » dont d'un « sensibilité de moindre ». Il est enfin quasiment certain que les antivivisctionnistes ne le suivront plus lorsqu'ils verront que le rapport souligne la nécessité de repenser la politique française en matière d'élevage d'animaux de laboratoire en fonction de critères économiques, l'absence d'un véritable élevage national entraînant une importante « hématologie de devises » dans un marché global estimé à un milliard de francs.

Sur ce chapitre, il n'est pas aisé de concilier, comme le

tente M. Micaut, les critères humanitaires, écologiques, scientifiques, économiques et sanitaires. L'entreprise était ardue. Elle aura néanmoins permis de souligner officiellement l'absurdité de certaines contraintes administratives qui imposent, pour la vente en France d'un produit chimique ou pharmaceutique, de recommencer une expérimentation animale déjà effectuée dans d'autres pays, tout comme elle aura mis en évidence la nécessité d'une révision de certaines techniques toxicologiques, comme la « dose létal 50 » (1), ou l'importance d'une réflexion sur l'utilisation de l'animal en cosmétologie.

JEAN-YVES NAU.

(1) La « dose létale 50 » consiste en la détermination de la quantité d'un produit qui administré à une certaine dose tue 50 % d'un nombre donné d'animaux, provoque la mort de la moitié d'entre eux.

Les légè

AFFAIRES

L'État détiendra 51 % du capital de la Caisse d'équipement aux Petites et Moyennes Entreprises

C'est à l'initiative de la présidence de la République que le projet d'une fusion des différents organismes distribuant plus spécialement des crédits à moyen et à long terme aux petites et moyennes entreprises a vu le jour (le Monde du 2 juin 1979). L'objectif était de coordonner et de simplifier les différents circuits de financement existant dans ce secteur pour faciliter leur accès aux P.M.E., dont les moyens administratifs sont souvent réduits.

Une étude sur le sujet fut confiée à l'autonomie déléguée à M. Delacour, président de la Société générale sissacienne de Banque, filiale de la Société générale. Après de longues et difficiles négociations sous l'égide du directeur du Trésor, M. Hoberer, il a été décidé de financer trois organismes : un quatrième, le Crédit coopératif, initialement prévu dans le schéma, en a été exclu du fait de sa spécificité.

Le plus important des trois établissements financiers concernés est la Caisse nationale des marchés de l'État. Créée en 1936 pour faciliter le financement des marchés de l'État et des collectivités publiques en fournissant un aval, cet organisme a progressivement développé l'octroi de crédits à moyen et long terme aux P.M.E. en accordant également son aval aux dossiers présentés par les sociétés de caution mutuelles (S.C.M.) dans le cadre du fameux article 3 de la loi de 1936 : cette dernière activité est devenue prépondérante avec plus de 30 milliards de francs d'en cours de crédit. Les deux activités de la caisse sont intégrées dans le nouvel organisme, à l'exception de la procédure des financements spéciaux. M. Roger Pujol, actuellement l'un des deux directeurs du Crédit national, et trois membres représentant les trois organismes fu-

aux entreprises publiques, qui sera « banalisée », c'est-à-dire transférée aux réseaux bancaires. Ensuite vient la Caisse centrale de Crédit hôtelier, commercial et industriel, fondée en 1923 par les Banques populaires, qui détiennent 85,5 % de son capital. Voué initialement au financement de l'hôtellerie, cet établissement a étendu son concours à l'ensemble des P.M.E., se procurant ses ressources par des emprunts sur le marché financier, comme le Crédit national et le Crédit foncier, avec, le cas échéant, des bonifications, procédure étendue ces dernières années à la baisse des marchés.

Le troisième établissement concerné est le Groupement interprofessionnel des P.M.E., émané de la Confédération des P.M.E., et dirigé par M. Porcin, dont l'activité est beaucoup plus réduite.

Au terme de ce regroupement, qui deviendra effectif le 1^{er} janvier 1981, l'État détiendra 51 % du Crédit d'équipement, les banques populaires se voyant attribuer 36 %, dont elles pouraient céder en partie à des sociétés de cautionnement mutuel, et la Confédération des P.M.E., 2,5 %, sans oublier les Sociétés de développement régional (S.D.R.), 2 %, et la Caisse du bâtiment, 2 %. Les banques inscrites, banque nationale pour les deux tiers, et banques privées (Crédit du Nord, C.I.C., C.C.F.), pour le solde, recevront 6,37 %, dans l'immédiat en rémunération des 88 millions de francs apportés au capital, qui atteindra 350 millions de francs, l'actif net du nouvel organisme s'élevant à 1,4 milliard de francs.

La direction du C.E.P.M.E. sera assurée par un directeur des Financements, un président, M. Roger Pujol, actuellement l'un des deux directeurs du Crédit national, et trois membres repré-

sentant les trois organismes fusionnés. Un conseil de surveillance présidé, pour trois ans, par M. Bernasconi, président de la Confédération des P.M.E., comportera douze membres, dont six au titre des P.M.E.

Le statut des personnels n'est pas encore fixé, du fait de la disparité des régimes existants (fonction publique et profession bancaire, sans compter les statuts spéciaux), mais, assure M. Monory, le régime le plus favorable sera choisi, et il ne sera procédé à aucun licenciement en dépit d'une certaine pléthore des effectifs. Sur le plan géographique, les quinze délégations régionales du Crédit hôtelier et de cinq agences de la Caisse des marchés, dont quatre seront vraisemblablement fusionnées.

Quant au régime du cautionnement mutuel, qui s'applique à deux réseaux, celui rattaché à la Caisse des marchés au titre de l'article 3 de la loi de 1936, et celui rattaché aux Banques populaires au titre de la loi de 1937, d'importance pratiquement égale, il ne sera pas modifié dans l'immédiat, bien que le rapport de M. Sarrazin, secrétaire général de la Caisse des marchés, ait proposé quelques réformes.

Les difficultés de la sidérurgie

(Suite de la première page.)

Le plan communautaire anti-crise conçu en 1976-1978 est toujours en place, mais ses instruments ont vieilli. Il est fondé principalement sur un système de prix minima obligatoires fixés pour un nombre limité de produits et sur des quotas de livraison.

Une réduction de la production

Les prix minima ont été supprimés pour les ronds à béton et les laminés marchands ; ils n'existent plus que pour les coils (larges bandes à chaud), mais leur niveau ne correspond plus aux conditions du marché et, en fait, ils ne jouent plus aucun rôle. La commission le constate et propose donc de supprimer les prix minima pour les coils. Le vrai levier de régulation du marché aujourd'hui, ce sont les quantités.

Actuellement, les industriels sousscrivent sur une base volontaire, contractuelle à des quotas de livraison ; en d'autres termes, ils s'engagent à planifier les quantités qu'ils mettent sur le marché. Ces quotas de livraison sont fixés pour

six produits, dits produits régis : les coils, les poutrelles, les laminés marchands, les ronds à béton, les tôles quarto et les tôles minces à froid.

Devant l'ampleur vraisemblable de la crise à venir, mais aussi parce que les entreprises ne respectent pas toujours les disciplines de mise sur le marché auxquelles elles ont souscrit, la Commission estime nécessaire de prendre des mesures supplémentaires, plus générales, plus brutales, mais aussi plus faciles à contrôler. Elle souhaite que les entreprises acceptent une réduction générale de leur production d'acier brut. Une telle mesure va sensiblement plus loin que l'actuel système des quotas de livraison : ceux-ci, nous l'avons vu, ne portent que sur six produits régis ; il reste, à côté, une production « libre » qui, pour l'instant, n'est soumise à aucune restriction quantitative. Tel ne serait plus le cas si l'engagement demandé aux

sidérurgistes porte sur la totalité de la production d'acier brut.

Ce sont les industriels, dont la part de produits non régis est la plus importante, qui, on le comprend, accueilleront avec le plus de réserves cette extension des disciplines préconisée par la commission. On s'attend, notamment, à de vives réactions de la part des sidérurgistes allemands. Cette diminution « volontaire » de la production d'acier brut, si elle est décidée, aura à peu près inévitablement comme conséquence de nouvelles compressions de l'emploi. Il faut donc s'attendre que les syndicats accueillent mal les nouvelles propositions de la commission. A Bruxelles, on fait valoir que la réduction des quantités produites est de toute façon inévitable ; le renforcement des disciplines que l'on préconise, aurait au moins l'avantage de permettre que cette réduction s'opère sans chute des prix.

PHILIPPE LEMAITRE.

ÉTRANGER

Aux États-Unis

La production industrielle a baissé pour le cinquième mois consécutif

Washington (A.F.P.). — La récession américaine s'est accentuée en juin. La production industrielle a reculé pour le cinquième mois consécutif et sa chute de 2,4 %, identique à celle du mois dernier, est la plus forte qu'aient connue les États-Unis depuis le mois de janvier 1975.

L'indice de la production industrielle, sur une base 100 en 1967, est ainsi tombé à 141,2 contre 143,9 en janvier dernier, un recul de 7,5 % pour le premier semestre.

Une amorce de reprise se fait pourtant sentir dans l'industrie automobile : la production de juin a été, avec cinq millions neuf cent mille unités, de 7 % supérieure à celle du mois de mai. Simultanément, les ventes au détail ont enregistré une légère hausse de 0,9 %.

Mais la production de camions et de véhicules utilitaires a encore régressé, en même temps que celle des équipements industriels, qui tendraient à prouver que les entreprises poursuivent la réduction de leurs programmes d'investissement. La production de matériaux de construction a quant à elle, chuté de 4,5 % et se situe à un niveau inférieur de 18,2 % à celui de juin 1979.

En conséquence, la contraction

du P.N.B. pourrait être de l'ordre de 8 à 9 % (en taux annuel) entre le 1^{er} avril et le 30 juin, vient d'admettre M. Charles Schultze, conseiller économique de la Maison Blanche. Pourtant, les prévisions économiques révisées pour l'année se publiera dans les prochains jours la Maison Blanche seront sans doute plus optimistes que celles de maints économistes. Même si elles sont plus sombres que les estimations du début de l'année.

On croit savoir, de bonne source, qu'elles feront état d'une baisse de 3 % du produit national brut pour l'année — contre celle de 0,6 % prévue en janvier — et d'un taux de chômage pouvant atteindre 8,5 %, contre les 7,3 % prévus initialement. Elles indiqueraient enfin que, contrairement à l'objectif de la Maison Blanche, le budget 1981 ne pourra être équilibré et fera ressortir, du fait de la récession, un déficit majeur. Celui-ci, selon certaines estimations, pourrait atteindre 50 milliards de dollars.

Toutefois, les marchés financiers ont bien réagi et la bourse new-yorkaise s'est ralliée à l'interprétation des experts officiels, selon laquelle, en dépit des apparences, l'économie américaine aurait déjà surmonté le pire.

EN GRANDE-BRETAGNE

Le gouvernement ouvre une brèche dans le monopole des postes

De notre correspondant

Londres. — Deux jours seulement après l'annonce de la « dénationalisation » de quatre sociétés contrôlées par la compagnie des chemins de fer britanniques (le Monde du 16 juillet), le gouvernement de Mme Thatcher s'est une nouvelle fois lancé à l'assaut de la citadelle du secteur public. Sir Keith Joseph, ministre de l'Industrie, a annoncé, mercredi 17 juillet, aux Communes, qu'il présenterait, lors de la prochaine session parlementaire, un projet de loi visant à retirer au Post Office (P.O.) une partie de son monopole, vieux de trois cents ans. Aux termes de la nouvelle loi, les messageries privées seront autorisées à prendre en charge le courrier urgent dans certains secteurs, et les sociétés de bienfaisance pourront distribuer leurs propres cartes de Noël. Le ministre envisage également de revenir sur le monopole dans le domaine du courrier publicitaire. Mais il ne s'agit-là que d'égarements puisque les entreprises privées ne pourront participer qu'à 1 ou 2 % du total des activités postales.

L'aspect le plus important, et le plus controversé, du projet de Sir Keith Joseph, réside dans la tentative du gouvernement de se donner le pouvoir de supprimer complètement le monopole du Post Office dans l'éventualité d'une grève ou d'une détérioration du service. Dans la deuxième de ces hypothèses, le P.O. disposera de dix mois pour améliorer son service, faute de quoi le monopole lui sera retiré, et les messageries privées pourront entrer en compétition. Pour Sir Keith Joseph, en effet, le monopole « n'est pas un droit mais un privilège » qui doit constamment se justifier de lui-même.

Les déclarations du ministre de l'Industrie ont été bien accueillies dans les rangs conservateurs, mais ont déclenché un tonnerre de protestations dans les milieux travaillistes et syndicaux. M. Tom Jackson, secrétaire général du

syndicat des postiers (U.C.W.), a déclaré que « Sir Joseph révoit lorsqu'il pense pour remplir son mandat de vingt mille employés d'un coup de chapeau ». M. Jackson a qualifié le projet gouvernemental de « charte brisée de croix ». Néanmoins, l'U.C.W. réagit avec satisfaction que le monopole dans son ensemble n'est pas remis en question. Quant à M. Silkin, « ministre » de l'Industrie du cabinet fantôme, il voit dans le plan Joseph « une assez bonne charte de pirate ». En revanche, les deux associations d'agents du Post Office espèrent que la brèche que s'apprête à faire Sir Keith Joseph dans le monopole aura pour effet de stimuler l'administration des postes.

Sir Keith Joseph fera prochainement une deuxième déclaration aux Communes pour annoncer une autre privatisation : celle du téléphone. — (Interim.)

● La progression des revenus en Grande-Bretagne a enregistré en mai un ralentissement. Son taux annuel est retombé à 21,1 % contre 21,3 % en avril. En mai 1979, il s'élevait encore que 12,5 %. Cet infatigable ralentissement semble toutefois dû plus à l'effet des réductions d'heures et des diminutions d'heures supplémentaires qu'à un ralentissement de la croissance des salaires de base. Leur progression a cependant été en mai nettement inférieure à celle du coût de la vie (21,9 %). — (A.F.P.)

● Baisse de la production industrielle au Japon. La production industrielle au Japon a baissé de 1,2 % en mai par rapport au mois précédent, a annoncé le 16 juillet le gouvernement nippon. Cette baisse est due, selon le gouvernement, à une régression de la production dans le secteur alimentaire, du bois de construction, des moteurs Diesel. — (A.F.P.)

AUTOMOBILE

PENDANT LE PREMIER SEMESTRE 1980

L'industrie japonaise a conforté sa place de numéro un mondial

La pénétration japonaise sur le marché mondial de l'automobile, perceptible ces derniers mois, est aujourd'hui confirmée par les statistiques du premier semestre 1980. Le Japon aurait produit pendant cette période 5,48 millions de voitures particulières, camions et autobus, alors que la production des États-Unis n'aurait été que de 4,57 millions. Les ventes industrielles japonaises, leur production totale aurait ainsi augmenté de 15,1 % par rapport au premier semestre 1979, alors que celle des États-Unis a diminué de 37,6 %.

Les deux plus grands constructeurs japonais, Toyota et Nissan, ont annoncé, le 15 juillet, à Tokyo, qu'ils avaient enregistré en juin des records tant à la production qu'à l'exportation. Entre janvier et juin 1980, Toyota a exporté 908 000 véhicules, contre 744 000 au cours des six mois précédents. Ses ventes ont augmenté de 84,1 % par rapport au premier semestre 1979, de 80,5 % en Asie du Sud-Est, de 65,8 % en Amérique du Sud et Centrale, de 44,6 % en Afrique et de 29,7 % en

Europe. Les exportations de Nissan ont progressé globalement de 42,5 %, atteignant 606 000 véhicules. Depuis le début de l'année, les deux sociétés ont exporté 1,2 million de véhicules vers les États-Unis, soit le quart du marché américain, Nissan, grâce notamment à ses Datsun, ayant accru ses ventes sur le marché américain de 33,7 % et Toyota de 25,7 %.

Si le marché européen a été encore relativement préservé de l'invasion automobile japonaise, il reste que la cote d'alerte semble d'ores et déjà atteinte dans certains pays. Ainsi, aux Pays-Bas, alors que les immatriculations ont diminué de 19 % au cours du premier semestre, les constructeurs japonais ont été les seuls à échapper au marasme. Honda aurait augmenté ses ventes de 36 %, Mitsubishi de 30 % et Toyota de 10 %.

En France, les constructeurs nippons ont vu leur part de marché croître régulièrement ces derniers mois au détriment notamment des autres marques étrangères. En mai, leur part du marché français aurait atteint 3,57 %, contre 2,2 % en mai 1979. On sait que les autorités françaises ont fixé officiellement à 3 % le seuil de pénétration au-delà duquel seraient envisagées diverses « actions de représailles ».

A Tokyo, on ne paraît pas cependant s'inquiéter outre mesure. Les dirigeants de Toyota et de Nissan ont indiqué clairement le 15 juillet qu'ils n'avaient pas l'intention de réduire volontairement leurs exportations.

Nouvelles difficultés pour Chrysler

Le plan d'aide adopté par la Maison Blanche et le Congrès pour sauver Chrysler de la faillite sera-t-il suffisant ? Après l'annonce par la firme américaine d'un déficit de 1,017 milliard de dollars pour le premier semestre 1980, déficit supérieur de 146 millions de dollars aux estimations de perte prévues en mai, les observateurs sont redevenus pessimistes.

Un rapport fédéral officiel estime que Chrysler ne pourra pas survivre dans le cadre des aides déjà prévues, et qu'il lui faudra prendre des mesures draconiennes pour réduire ses coûts. Le rapport évoque certaines de ces mesures qui devraient notamment permettre à Chrysler d'obtenir d'autres sources de financement.

L'État fédéral sera-t-il en mesure de s'engager davantage dans le sauvetage de l'entreprise ? Le président Carter s'est lui-même déplacé à Detroit, où il a promis de venir en aide aux constructeurs, notamment en assouplissant les règlements gouvernementaux sur les gasp d'échappement, dont la mise en application coûte une petite fortune aux fabricants. Mais la situation politique a évolué, et la montée des républicains et de leur candidat à la Maison Blanche, M. Reagan, peu favorable aux mesures de soutien, rend l'action de l'administration Carter plus difficile à mener.

TOURISME

CRISE DANS L'HOTELLERIE ET LA RESTAURATION MAIS « BOOM » DES LOISIRS SPORTIFS

Le bilan du début de la saison touristique est mitigé. Certains accusent le mauvais temps, d'autres y voient une manifestation supplémentaire de la crise (le Monde du 10 juillet). M. Jean-Pierre Solson, ministre de la Jeunesse, des sports et des loisirs, chargé du tourisme, se rangerait plutôt dans la deuxième catégorie.

« 1980 est un point d'inflexion pour le tourisme international et donc pour le tourisme français. La hausse des prix des carburants va profondément modifier le paysage de cette activité. Elle doit s'adapter à une croissance moindre et à un nouvel état du monde », a-t-il déclaré le 15 juillet.

Après avoir écouté les interventions des professionnels du tourisme, invités par l'association professionnelle des journalistes du tourisme, M. Jean-Pierre Solson s'est délibérément éloigné des problèmes de l'heure (baisse de 30 % à 35 % de l'activité des agences de voyage, de la fréquentation des hôtels et restaurants), pour s'attacher à décrire les adaptations nécessaires à la nouvelle conjoncture des années 1980.

« Nous assistons à une modification du comportement des ménages, les Français prennent leurs vacances de façon décalée. Ils sont partis beaucoup plus nombreux cet hiver, et, donc, le temps de loisirs s'intègre de plus en plus au temps de travail. La baisse de fréquentation dans l'hôtellerie et la restauration doit d'autre part être rapprochée de l'augmentation de plus de 50 % des loisirs sportifs (tennis, planche à voile, etc.). Les résultats de la saison montreront certainement que les stations qui ont su s'adapter à cette situation auront des résultats tout à fait satisfaisants. »

Retour au libé

Le Monde
Journal a décidé de mettre fin
un des travailleurs du pétrole



icd institut technique du commerce et de la distribution

RECRUTEMENT IMMÉDIAT DE LA PROMOTION 80-82

L'I.C.D. (Institut technique du Commerce et de la Distribution) est une école de gestion spécialisée dans un secteur dynamique et en expansion : la distribution.

30 jeunes gens et jeunes filles, de niveau Bac à Bac + 2, âgés de 18 ans au moins, seront sélectionnés pour suivre, 2 ans de formation technique, organisée en alternance (1200 heures d'enseignement, 1200 heures en entreprise) en liaison avec les entreprises et les milieux professionnels, débouchant rapidement sur un diplôme et des postes de responsabilités.

L'admission est prioritairement réservée à des jeunes attirés par le concret, motivés par le commerce et l'animation des surfaces de vente.

Renseignements et inscriptions :
I.C.D., 11, rue Viète, 75017 Paris. Tél. : 766.23.80
Établissement privé d'enseignement à but non lucratif

Vous avez dit BILLARD ?

Peut-être n'avez-vous pas vraiment dit billard, mais seulement pensé billard... et vous avez pensé plaisir, détente, amitié, tapis vert, prestige, mais vous avez supposé encombrement, accroc, prix élevé.

Vous ne saviez pas que PHILIPPE MALIGE avait une solution à toutes les questions que vous vous posez et qu'il les a réunies dans une brochure en couleurs.

Dans cette brochure, vous apprendrez que le tapis n'est plus un problème, qu'un billard peut se transformer en table, en bureau ou en ping-pong, et ne coûte pas le prix que vous imaginez.

Vous y trouverez, dans une gamme de billards contemporains ou traditionnels, le modèle qui s'adapte à votre maison ou à votre appartement, et à vos goûts personnels.

Envoyez vite le bon ci-dessous à PHILIPPE MALIGE, 8, rue Jamin, 75016 PARIS, tél. 524.52.10.

OUI, j'ai dit BILLARD et je souhaite recevoir très rapidement, gratuitement et sans aucun engagement votre brochure en couleurs.

NOM _____ PRÉNOM _____

ADRESSE _____

PHILIPPE MALIGE

500 من الأمل

de la sidérurgie

STRANGER

La production... pour le cinquième...

Le gouvernement...

Le gouvernement...

Le gouvernement...

Le gouvernement...

Le gouvernement...

Le gouvernement...

Le gouvernement...

Le gouvernement...

Le gouvernement...

Le gouvernement...

Le gouvernement...

Le gouvernement...

Le gouvernement...

Le gouvernement...

Le gouvernement...

Le gouvernement...

Le gouvernement...

Le gouvernement...

Le gouvernement...

Le gouvernement...

Le gouvernement...

Le gouvernement...

Le gouvernement...

Le gouvernement...

Le gouvernement...

Le gouvernement...

Le gouvernement...

Le gouvernement...

Le gouvernement...

Le gouvernement...

Le gouvernement...

Le gouvernement...

Le gouvernement...

Le gouvernement...

Le gouvernement...

Le gouvernement...

Le gouvernement...

Le gouvernement...

Le gouvernement...

Le gouvernement...

Le gouvernement...

Retour au libéral-dirigisme

(Suite de la première page.)

Quant à l'ERAP, holding détenue à 100 % par l'Etat, elle subsistait comme une coquille vide. La note du haut fonctionnaire du ministère des finances chargé de préparer le rapprochement (le Monde du 9 mars 1976) parlait d'ailleurs de « survivance, peut-être temporaire » de l'ERAP. La nomination de M. Chalandon à la tête de l'ERAP le 3 août et de la S.N.E.A. le 5 août couronnait l'édifice. N'avait-il pas fallu, pour rendre ce choix possible, modifier en Conseil d'Etat le décret constitutif de l'ERAP pour supprimer la clause exigeant que le président de l'entreprise appartienne à la fonction publique ? Rentabiliser le secteur pétrolier et rassurer les actionnaires privés devenaient les maîtres mots. Et lorsque l'ancien banquier du groupe Dassault déclarait que pour lui « l'Etat n'était qu'un actionnaire parmi les autres » — ce qui lui valut ses premiers ennemis publics, M. Giraud — il ne faisait que résumer la mission qui lui avait été confiée.

En 1978, porté par la hausse des prix pétroliers, le groupe s'est retrouvé avec un chiffre d'affaires de 55 milliards de francs et une marge brute d'auto-financement de 14,2 milliards de francs. Un bilan que M. Chalandon — qui a restructuré la S.N.E.A. à l'image de ses grands concurrents internationaux — présente non sans fierté. Les actionnaires privés, quant à eux, ont ratifié cette gestion puisque l'action a presque triplé en 1979.

A l'instar des « majors », la S.N.E.A. s'est diversifiée dans la chimie de base, la pharmacie, les sources nouvelles et les économies d'énergie qui paraissent le complément logique d'une activité tournée d'abord vers l'exploration, la production et la commercialisation d'hydrocarbures (près de 90 % du chiffre d'affaires en 1979). Et comme Exxon, par exemple, Elf-Aquitaine estime devoir être présente dans les secteurs d'ont viendront les bouleversements des deux prochaines décennies. La micro-électronique et les bio-techniques. Ce sont du moins les axes retenus par le groupe Prospective 1980-1999 de la société dont le rapport a été rendu public en mai 1980.

Le mimétisme vis-à-vis des « majors » est si grand que c'est avec des méthodes de multinationale qu'Elf-Aquitaine a tenté un « take over » — une OPA — sur la société américaine Kerr McGee. Certes le poisson était gros — il aurait fallu déboursier 3,5 à 4 milliards de dollars (de l'ordre de 15 milliards de francs) — mais l'entreprise répondait aux vœux souvent exprimés par le gouvernement : prendre le contrôle de Kerr McGee était en effet s'assurer 3,5 milliards de tonnes de charbon de réserves (alors que les pouvoirs publics poussaient les sociétés françaises à prendre position à l'étranger et surtout aux Etats-Unis), 10 % des réserves mondiales d'uranium (quand la France a engagé un très important programme nucléaire), du pétrole et du gaz outre-Atlantique, mais aussi en

mer du Nord et dans le golfe, une capacité de raffinage aux Etats-Unis, de la chimie et une flotte non négligeable de plates-formes de forage.

M. Chalandon voyait en outre dans cette opération le moyen d'assurer la relève de Lacq comme base financière de l'entreprise. Tout le monde le sait, c'est sur le sol américain que les pétroliers saignent le plus d'argent.

Au ministère de l'Industrie — où l'on a obtenu que l'OPA soit bloquée par Matignon *in extremis* — on affirme aujourd'hui n'être pas hostile par principe à une implantation plus forte de la S.N.E.A. outre-Atlantique, au contraire ; mais on ajoute que les pouvoirs publics manquent d'information sur cette OPA. Il y aura pourtant quelques rires jaunes rue de Grenelle et à Matignon si Kerr McGee est finalement rachetée, comme cela en prend le chemin, par l'allemande Deminor ou l'italienne Quinor à l'image « privée » de la S.N.E.A., elle en a pris un sacré coup. On en veut pour preuve les titres d'un hebdomadaire tel que *The Economist*, qui, après le rachat par Elf-Aquitaine la semaine passée des actifs chimiques de base de Rhöde-Poulenc, écrit que le secteur chimique français est « nationalisé ».

Revirement

Tout se passe en effet comme si, après avoir forgé un groupe chargé de rivaliser avec les « majors » de l'industrie pétrolière, le gouvernement reprochait à Elf-Aquitaine de se conduire comme les grandes « seurs ». Quelle autre signification donner à la lettre de M. Barre, le 9 juin, pour réclamer une réorganisation du groupe ou à ce conseil restreint tenu à l'Elysée au cours duquel faillit être décidé le démantèlement de la S.N.E.A. On se contentera finalement d'individualiser la gestion des diverses branches de la S.N.E.A., comme le demande le premier ministre. Mais pourquoi le rappel que « la stratégie d'ensemble ne peut tout naturellement relever que du président de l'ERAP », alors même que les pouvoirs publics ont tout fait pour vider l'ERAP de sa substance.

Ce n'est pas que M. Chalandon ait failli à sa mission (même si on peut lui reprocher les investissements financiers dans Locatel ou Watermann de sa filiale Elf-Gabon) — comme le répète trop complaisamment M. Giraud, — mais plutôt que la mission a changé avec l'arrivée d'hommes nouveaux à la tête de la politique énergétique.

Il serait cruel de rappeler la présentation divergente à quelques heures d'intervalle — à la fin du mois d'août 1978 — des nouvelles dispositions de la politique pétrolière française par un ministre de l'Industrie, M. Giraud, haut fonctionnaire naturellement porté à l'interventionnisme, et par son homologue de l'Economie, M. Monory, alors chantre du libéralisme retrouvé. L'annonce par ce dernier, en janvier 1980 des prix des produits pétroliers encore fixés administrativement — essence, supercarburant, fuel domestique, gazole — apparaît aujourd'hui comme le point culminant de la libéralisation du secteur.

Quelques mois plus tard, les craintes des pays industrialisés pour leur approvisionnement pétrolier après la révolution iranienne sont venues souligner l'importance pour les pouvoirs publics de maîtriser ce secteur vital. Déjà les libéraux, tel M. Mentré, avaient été écartés, et

la délégation générale de l'énergie, autrefois rattachée au premier ministre, était redevenue une simple direction du ministère de l'Industrie. Quant à la libération des prix des produits pétroliers, elle était reportée — aux calendes grecques ? — pour cause d'ayatollah.

Choisir

Sous prétexte de ne pas faire d'Elf-Aquitaine « un *IRI* français », il ne faut guère de doute que M. Giraud entend utiliser ce groupe comme l'un des bras séculiers de sa politique énergétique. D'autant que après avoir fixé des objectifs ambitieux de réduction de la dépendance pétrolière du pays à l'horizon 1990 (le Monde du 11 juin), il va bien falloir se donner les moyens de les atteindre. La commission du VIII^e Plan ne laisse guère l'espoir d'y parvenir par le simple jeu du marché. D'où la volonté prônée au ministère de l'Industrie de cofinancer la S.N.E.A. par un « homme à l'huile », M. Besse, actuel président de la Cogema, qui serait placé à la tête de l'ERAP dès le 3 août.

Tout cela apparaîtrait « cohérent » et provoquerait une pleine adhésion si, dans le même temps, une partie du gouvernement ne continuait d'insister sur la libéralisation, si les textes — tant ceux qui ont présidé à la création de la S.N.E.A. que ceux qui ont modifié certaines dispositions de la loi de 1928 — n'étaient d'essence libérale et s'il n'était prévu, dans la lettre même de M. Barre à M. Chalandon, « de procéder à une large diffusion des titres dans le public » ; ce qui suppose bien sûr de rassurer les actionnaires, donc de faire de la rentabilité l'un des critères principaux de la société, etc.

Loqu'il était à la tête du Crédit lyonnais, il y a quelques années, M. Bloch-Lainé affirmait que les dirigeants des entreprises publiques n'avaient jamais eu ce que l'Etat attendait d'eux : faire des bénéfices, favoriser le progrès social ou permettre la réalisation du Plan. Il est particulièrement significatif que M. Barre — après avoir profité de vagues principes — ait demandé à M. Chalandon de lui dire ce qu'il entendait faire. N'est-ce pas dans l'autre sens que les choses devraient se passer ?

Pris dans les contradictions d'une doctrine libérale et de pratiques interventionnistes, le gouvernement peut craindre l'énorme masse financière mise à la disposition de la S.N.E.A. L'Elysée qui tranchera dans les jours qui viennent, sur les hommes comme sur les structures, devra pourtant tenir compte de deux faits. Pour être un géant à l'échelle française, le groupe n'en est pas moins six fois plus petit qu'Exxon, cinq fois plus que la Shell dans un secteur où les investissements sont de plus en plus lourds et la concurrence vive ; d'autre part le « remède » qui consisterait à cofinancer un libéral par un dirigiste pourrait être pire que le mal et signifierait la poursuite de la vaine hésitation entre libéralisme et interventionnisme. Mieux vaudrait sans doute alors redéfinir la mission de la S.N.E.A. et choisir les hommes en conséquence. Quitte à révoquer M. Chalandon de la présidence d'Elf-Aquitaine — malgré un mandat qui court jusqu'en 1983 — s'il apparaît qu'il n'est pas l'homme des nouvelles missions. A hésiter entre les deux systèmes, on risque de perdre la logique de l'un et de l'autre.

BRUNO DETHOMAS.

SOCIAL

Les négociations sur l'aménagement du temps de travail reprendront en septembre après des contacts officieux

déclare M. André Bergeron après son entrevue à Matignon

Les négociations sur l'aménagement du temps de travail reprendront dès les premières semaines de septembre, a affirmé M. Bergeron en quittant le premier ministre, le 16 juillet au soir. Un consensus en vue de cette réouverture s'était déjà dégagé des déclarations respectives des syndicats et du patronat. Cependant, les propos du secrétaire général de Forces ouvrières, après une heure trente d'entretien avec M. Barre, confirment nettement, comme ce dernier l'avait dit le 7 juillet, que le gouvernement ne se substituerait pas aux négociateurs.

Le premier ministre pourrait-il, moins, inviter le C.N.P.F. à abaisser le niveau de ses exigences ? Il ne l'a pas dit à M. Bergeron. Mais ce dernier a précisé que la nouvelle négociation « sera indubitablement précédée de contacts officieux. Pour ma part, a-t-il ajouté, j'ai bien l'intention d'en avoir. La position du gouvernement ne nous intéresse pas ; à l'heure actuelle, c'est celle des patrons qui nous préoccupe. »

Quant à fixer une date limite au dialogue, le syndicaliste estime qu'il n'y a pas lieu de le faire.

Les exigences de F.O.

« Nous pensons qu'il est difficile de résoudre le problème de la durée du travail par une législation, a dit M. Bergeron. La voie contractuelle est la seule méthode susceptible de faire passer le sujet, étant donné la diversité des situations d'un secteur à l'autre. Mais le patronat doit mettre de l'eau dans son vin. »

Le syndicaliste a énuméré les motifs pour lesquels les militants avaient repoussé le projet d'accord. Ce qui constitue donc les positions de départ de F.O. lors de la reprise des discussions, soit :

- Le décompte annuel de la durée du travail remettant en cause les garanties antérieures, notamment il faut en obtenir d'autres permettant aux salariés et à leurs représentants de connaître, de contrôler et de faire respecter l'horaire effectif de quatre heures et de trente-neuf heures ;
- Les « acquits » concernant les temps de repos, de casse-croûte, etc., doivent être préservés ;
- Le projet est insuffisant en ce qui concerne la surveillance en respect de la durée maximale du travail des femmes, le maintien et l'interdiction du travail de nuit, le travail des jeunes et l'amplitude de la journée de travail ;
- Le mécanisme du repos.

supplémentaire doit davantage conduire à la cinquième semaine de congé payé. Celle-ci doit être attribuée, dans les mêmes conditions, légales ou conventionnelles, que le congé payé principal, quelle que soit l'importance des entreprises ;

— Les jours supplémentaires de congé pour ancienneté, voire pour fêtes locales ou patronales, doivent être maintenus. Le système de décompte par contingent des heures supplémentaires doit être simple et précis pour éviter que l'employeur, soit seul maître du jeu, et pour qu'il ne puisse modifier ses options en fonction de son seul vouloir ;

Pour ce faire, les salariés doivent pouvoir connaître leur position exacte, périodiquement, et l'inspecteur du travail doit pouvoir faire les vérifications nécessaires.

Les horaires spéciaux de fin de semaine reposent le principe du travail le dimanche : la question devrait être renvoyée au niveau des branches. L'application d'horaires de ce type devrait recueillir un avis favorable préalable des organisations syndicales et professionnelles concernées. En tout état de cause, le commerce doit être exclu.

L'exclusion de l'accord des professions regroupant des emplois dits contraignants, comme la sidérurgie ou ceux où de nombreuses heures supplémentaires sont effectuées comme les transports, est difficile à admettre.

Enfin, le calendrier d'application de l'accord est trop long.

Une aide aux chômeurs

ayant épuisé leurs droits

La délégation F.O. avait demandé audience au premier ministre peu de temps après le congrès, afin de lui en faire connaître les revendications. M. Barre a dit M. Bergeron, a donné des assurances sur les points suivants :

- création d'une aide pour les chômeurs qui ont épuisé leurs droits et qui, ne retrouvant pas de travail, sont totalement sans ressources ;
- droit aux allocations de chômage pour les agents de l'Etat et des collectivités locales qui perdent leur emploi (la mesure serait prise d'ici septembre) ;
- accélération du paiement des travaux exécutés pour le compte de l'Etat et des collectivités locales ;
- discussions d'une convention collective du nucléaire.

J. R.

Nombreux licenciements dans des usines du Nord

Un certain nombre de licenciements provoquent une montée des tensions sociales dans le Nord. Ainsi, à Gravelines, une cinquantaine de salariés — sur les quatre cent quarante qu'employaient les Carrières mécaniques du Nord — ont occupé, à partir du mercredi 16 juillet les locaux de leur usine, fermée le 15 juillet. A Landrethies, après le dépôt de bilan de la société Minifit (cinq cent trente-cinq salariés répartis dans quatorze magasins à grande surface du bassin de la Sambre), deux cent trente et un employés protestent contre leur prochain licenciement. Aux Filles de Fourmies — sept cent soixante salariés, dans quatre usines du Nord, une usine de l'Aisne et un bureau parisien — la suppression de cent vingt et un emplois vient d'être annoncée, dont soixante-huit mises en préretraite. A Marais-en-Barrois, dans la banlieue lilloise, soixante licenciements, sur un effectif de cent soixante salariés, vont être opérés à la fabrique de chaussures Lannoy.

D'autre part, une centaine de licenciements sont annoncés aux établissements Dupré (textiles), à Romilly-sur-Seine (Aube), à Mulhouse (Haut-Rhin), une trentaine d'ouvriers de l'usine Peugeot ont occupé, le mercredi 16 juillet, les bureaux de l'emploi pour protester contre le chômage technique qui doit toucher prochainement leur établissement.

● Proposition de loi du P.C. en faveur des chômeurs non indemnisés. Le groupe communiste à l'Assemblée nationale vient de déposer une proposition de loi visant à créer « une allocation sociale » destinée à certaines catégories de chômeurs qui ne touchent plus d'indemnités. M. Dominique Freilat, député (P.C.) des Hauts-de-Seine, qui s'est entretenu de cette question avec le ministre du travail M. Matteoli estime que « chaque mois dix mille à quinze mille hommes et femmes se retrouvent sans aucune ressource » et qu'à partir du 1^{er} janvier 1981 ils seront frappés une nouvelle fois par la loi du 28 décembre 1979.

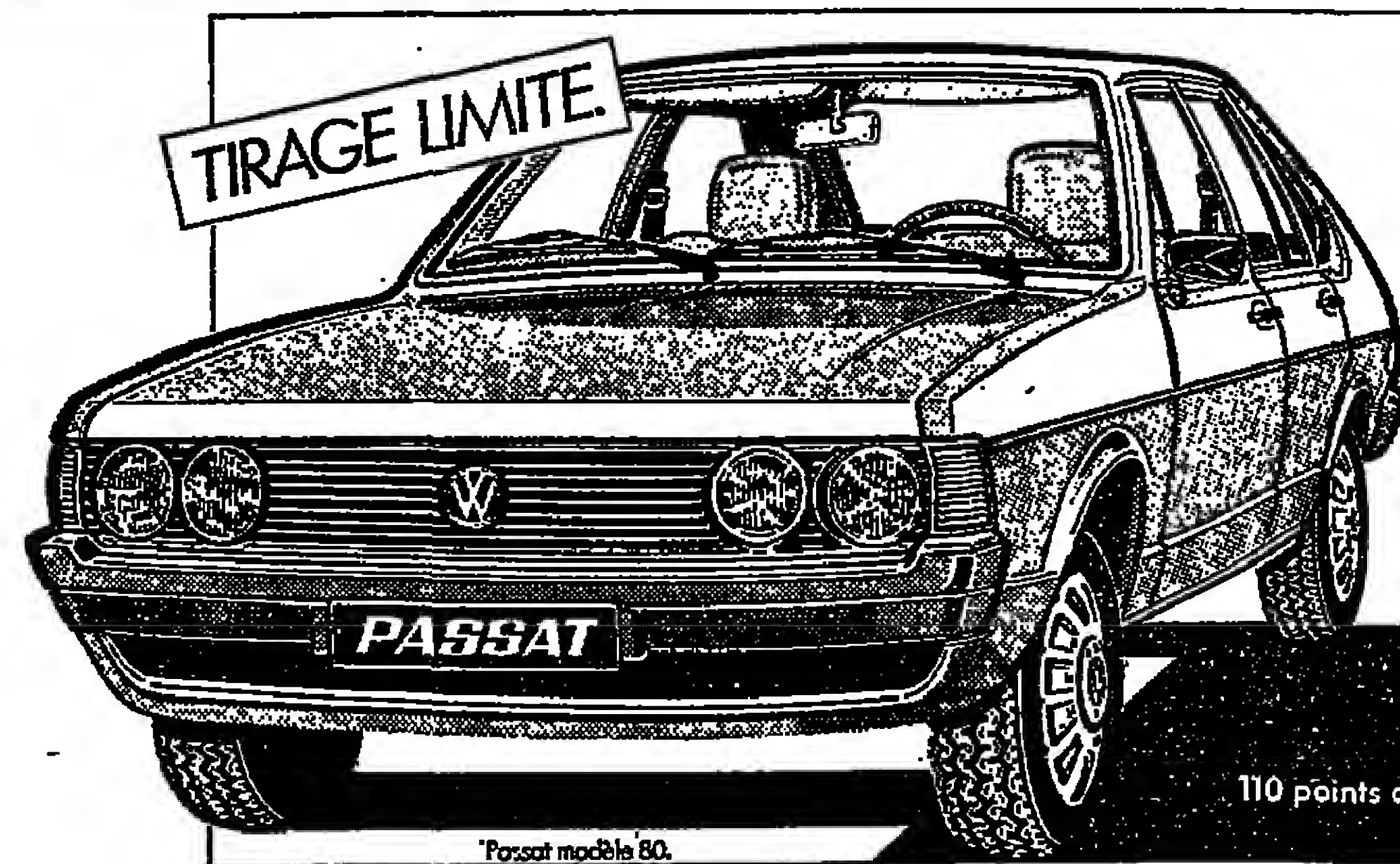
LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

| | COURS DU JOUR | UN MOIS | DEUX MOIS | SIX MOIS |
|------------|-----------------|--------------|--------------|---------------|
| | + base + last | Rep + ou Dép | Rep + ou Dép | Rep + ou Dép |
| \$ E.-U. | 4,8390 4,8340 | + 94 + 115 | + 289 + 225 | + 470 + 430 |
| \$ can. | 2,5630 2,5680 | + 25 + 55 | + 65 + 105 | + 185 + 280 |
| Yen (100) | 1,2460 1,2490 | - 20 0 | - 29 0 | + 45 + 85 |
| DM | 2,3290 2,3255 | + 45 + 60 | + 185 + 125 | + 325 + 385 |
| Florin | 2,1220 2,1255 | + 25 + 35 | + 60 + 65 | + 170 + 205 |
| F.R. (100) | 14,4330 14,4370 | + 235 + 155 | + 340 + 150 | + 510 + 285 |
| F.S. | 2,3230 2,3280 | + 140 + 160 | + 300 + 325 | + 795 + 880 |
| L. (1 000) | 4,3710 4,3755 | - 440 - 255 | - 820 - 670 | - 2510 - 2280 |
| S. | 9,5670 9,5770 | - 390 - 325 | - 640 - 545 | - 1090 - 915 |

TAUX DES EURO-MONNAIES

| | 9/7/80 | 9/6/80 | 9/5/80 | 9/4/80 | 9/3/80 | 9/2/80 | 9/1/80 |
|------------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|
| \$ E.-U. | 31/8 | 31/8 | 31/8 | 31/8 | 31/8 | 31/8 | 31/8 |
| Florin | 16 3/4 | 16 3/4 | 16 3/4 | 16 3/4 | 16 3/4 | 16 3/4 | 16 3/4 |
| F.R. (100) | 15 | 15 | 15 | 15 | 15 | 15 | 15 |
| F.S. | 2 1/2 | 2 1/2 | 2 1/2 | 2 1/2 | 2 1/2 | 2 1/2 | 2 1/2 |
| L. (1 000) | 15 | 15 | 15 | 15 | 15 | 15 | 15 |
| F. | 16 1/2 | 16 1/2 | 16 1/2 | 16 1/2 | 16 1/2 | 16 1/2 | 16 1/2 |
| F. franc | 12 3/4 | 12 3/4 | 12 3/4 | 12 3/4 | 12 3/4 | 12 3/4 | 12 3/4 |

Nous donnons ci-dessous les cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises tels qu'ils étaient indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.



Passat modèle 80.

OBJECTIF SOLEIL

PASSAT SELECTION 38.500F

La Passat sélection est une 7 cv (60 ch din), équipée de 4 phares à lode, d'appuie-tête réglables, d'une montre à quartz, de vitres teintées, d'engins spéciaux. Peinture métallisée vernie. Elle consomme 7 l d'essence ordinaire aux 100 à 90 km/h, 9,4 l à 120 km/h et 10,5 l en parcours urbain.

VOLKSWAGEN



110 points de vente et de service sur Paris et la région parisienne. Liste détaillée sur demande au 296.11.66. (600 points de vente dans toute la France.)

SOCIAL

La cité de transit pour immigrés de Gennevilliers va enfin disparaître

Une cité de transit située 51, route Principale du Port, à Gennevilliers (Hauts-de-Seine) — celle que l'on appelle le « Triangle de l'enfer » — va enfin disparaître après le départ, ces jours derniers, des familles d'immigrés qui continuaient d'habiter ce ghetto. Pour celles-ci, qui ont été relogées dans des pavillons et des H.L.M., c'est l'épilogue de plusieurs années de luttes soutenues par la municipalité, les syndicats, les partis de gauche et diverses organisations de défense des travailleurs étrangers.

Installée il y a quinze ans pour satisfaire les besoins de main-d'œuvre des entreprises de la région, cette cité, comme celle de la rue André-Doucet à Nanterre, était la honte du département. Coincée entre le port, la voie ferrée et l'autoroute A-30, elle avait été bâtie sur d'anciens marais. Loin de tout commerce et de tout moyen de transport. Les conditions de cette implantation — à l'origine prévue pour neuf ans — avaient suscité l'opposition des organisations syndicales, politiques et culturelles de Gennevilliers, tandis que la mairie refusait le permis de construire (1).

Depuis parfois une quinzaine d'années, deux cents familles, totalisant cinq cents enfants, vivaient dans des baraquements préfabriqués, mal entretenus, par la société Cetrat (2), une association « bénévole », chargée par la préfecture de la gestion de la cité. Toutes les protestations restant sans effet, aussi bien auprès de cet organisme que du préfet, les habitants avaient décidé, en mai 1976, d'entamer une grève des loyers, avec l'appui de la municipalité, des élus de gauche et d'un comité de défense composé des organisations locales C.G.T., C.F.D.T., S.N.I., S.C.R.N., P.C.F.

(1) La municipalité de Gennevilliers comprend, outre le maire (P.C.F.), 27 conseillers communicaux, 4 socialistes et 2 sans parti (union de la gauche).

(2) Cetrat : Centres de transit familial, association dont le siège est situé 10, rue Eugène-Lange-champs à Paris (18°).

P.S., P.S.U., du Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples et de l'amicale des Algériens en Europe. On leur promit alors que la cité disparaîtrait en juillet 1977, mais rien ne se produisit, sauf deux assignations en justice — celles des délégués des habitants — par la Cetrat.

Le « Triangle de l'enfer »

Ces derniers mois, sous la pression de l'opinion publique alertée par les comités de défense des cités, la préfecture a cédé. Il restait encore, cette année, une dizaine de familles dans le « Triangle de l'enfer ». Elles viennent d'être réparties dans des pavillons et des H.L.M. en diverses localités du département, notamment à Asnières, Bois-Colombes, Courbevoie, Rueil, et l'une d'entre elles à Gennevilliers même. Cette mesure fait droit, semble-t-il, à la revendication des municipalités de gauche du département, exécutées du refus des villes voisines de partager avec la « banlieue rouge » les responsabilités et les charges que représente l'accueil des familles nomades. Tout porte à croire que des solutions similaires pourraient intervenir dans le cas de deux autres cités de transit gérées par la Cetrat — celles du 9, route Principale du Port à Gennevilliers et du 109, rue André-Doucet à Nanterre, où les conditions de vie sont toujours aussi sordides.

Dans l'immédiat, l'action du maire de Gennevilliers, M. Lucien Lanterrier (P.C.F.), conseiller général des Hauts-de-Seine, a permis d'obtenir certains équipements, ainsi que le rattachement d'une ligne d'autobus de la R.A.T.P.

En 1979, la société Cetrat avait reçu du Fonds d'action sociale une importante subvention : elle serait de l'ordre d'environ 3 millions de francs. Le comité de défense des cités se demande comment a été utilisé cet argent et déclare dans un communiqué que « l'existence de la cité du Port a montré avec clarté la réalité des conditions de logement faites aux immigrés de 1966 à 1980 par les gouvernements successifs ». Quant à la cité Cetrat de Nanterre, elle a fait l'objet, le 26 juin dernier, d'une ordon-

nance de référé de M. Roquero, premier juge au tribunal de grande instance de Paris. Deux experts ont été désignés, l'un pour vérifier l'état de cette cité, l'autre pour examiner la comptabilité de la Cetrat, notamment tous documents justificatifs concernant les « acomptes prestations » demandés chaque mois aux locataires. — J. B.

Les suppressions d'emplois dans la capitale

« PARIS
UNE VILLE SANS PRODUCTION NI PRODUCTEURS »
assure la C.G.T.

« Livré à la spéculation foncière et immobilière, Paris devient une ville sans production ni producteurs », assure la C.G.T., qui a rappelé, mercredi 16 juillet devant la presse, que l'on avait enregistré, au cours des six dernières années (de fin 1973 à fin 1979), un solde négatif de cent soixante-dix mille emplois dans le seul secteur privé. Durant les quatre premiers mois de 1980, la centrale de la rue La Fayette a recensé trois mille sept cents emplois supprimés dans cinquante-huit entreprises, dont les loyers augmentent leur activité dans le bâtiment, la métallurgie, l'imprimerie, l'alimentation, le textile et l'habillement.

Selon la C.G.T., les activités tertiaires ne colmatent plus les pertes du secteur secondaire depuis 1975 et les effectifs de la fonction publique et des entreprises nationalisées n'augmentent plus dans la capitale. La centrale ouvrière, qui rejette la responsabilité de la situation sur le maire de Paris et sur les pouvoirs publics, qui accusent au contraire la C.G.T. d'avoir facilité cette évolution en encourageant les décentralisations, estime que le fait de tabler sur le seul artisanat, qui compte au total 100 000 emplois, pour compenser les réductions d'emplois industriels est une « leurre ».

AGRICULTURE

La valeur du point des retraites proportionnelles augmente de 12 %

La retraite proportionnelle des exploitants sera majorée à compter du 1^{er} juillet. La valeur du point augmentera de 12 % ; la précédente augmentation normale s'élevait à 6,8 % et concernait également la retraite de base forfaitaire. Avec la prochaine augmentation du point de la retraite proportionnelle de 6,10 %, prévue pour le 1^{er} janvier 1981, ces retraites auront augmenté d'environ 30 % pour l'année écoulée.

La revalorisation des retraites agricoles est l'un des objectifs de la loi d'orientation agricole, par souci d'équité sociale mais aussi pour inciter les exploitants âgés à quitter la terre et libérer des exploitations, permettant ainsi d'installer de jeunes agriculteurs.

La mesure d'augmentation, prise en vertu du premier décret d'application de la loi d'orientation agricole, concerne environ un million cent cinquante mille exploitants retraités et veuves d'agriculteurs. De 1974 à 1979, le montant de la retraite agricole a triplé, alors que pendant ce temps il doublait pour les salariés ; toutefois, les retraites agricoles n'ont pas encore atteint la parité avec celles du régime général. Pour y parvenir, le décret prévoit l'attribution progressive de points gratuits. Et, à partir du 1^{er} janvier 1981, les coefficients appliqués aux salaires seront adoptés dans ce régime agricole.

Les dépenses atteintes à la retraite proportionnelle représentent 11 % du P.A.S.A. (Budget agricole des prestations sociales agricoles) qui devrait atteindre en 1981, 41 milliards de francs (+ 13,70 % sur 1980). Alors avec les cotisations des exploitants ont augmenté de 25 % à 28 % au cours de cette année, elles ne progresseront que de 15 à 17 % en 1981. Les agriculteurs en seront satisfaits, exceptés ceux qui, avec la commission de l'agriculture pour le VIII^e Plan considèrent comme indispensables de réajuster les dépenses de l'Etat, les subventions au budget social de l'agriculture empêchant d'accroître les crédits productifs.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

DE L'ARGENT POUR LE PROGRÈS
DES INTERÊTS POUR EN PROFITER

CNT

EMPRUNT
13,82

TAUX ACTUEL

CODETEL

De l'allocution prononcée par M. Jacques Caplain, président, au cours de l'assemblée ordinaire du 21 mai 1980 (voir notre daté 26 mai 1980), on retiendra les passages suivants :

« Certains actionnaires ne comprennent pas que le résultat de l'exercice ne soit pas en adéquation avec celui du chiffre d'affaires de la société. Les P.T.T. ayant subi de lourdes pertes, le point de vue de leur investissement, les loyers sont très fortement progressifs. Dans les loyers, nous part d'amortissement également progressif, alors que la part correspondante des amortissements est elle-même en diminution. Il n'est donc pas étonnant que les loyers augmentent moins vite que les seuls amortissements. »

« C'est l'existence même de ces amortissements, pour les opérations financières par du capital, qui pose le problème de leur emploi dans de nouvelles opérations. »

« Nous nous préoccupons de réserver d'abord aux P.T.T. l'essentiel de nos emplois, mais les besoins mêmes des P.T.T. à financer par les sociétés de financement ont plutôt tendance à diminuer. C'est la raison pour laquelle, depuis 1978, nous nous sommes préoccupés de diversifier progressivement nos activités par le développement d'opérations de SICOMI. »

« Le principe d'une SICOMI peut être constitué soit par des immeubles en pleine propriété, soit par des immeubles en location, soit par des crédits-bail proprement dits. La location en pleine propriété d'immeubles est à notre avis la plus généralement une certaine protection du capital contre l'érosion monétaire, notamment grâce aux plus-values foncières induites par ces investissements. Le revenu du capital est également protégé par l'indexation des loyers. »

« Ce type d'opération semble donc intéressant, mais la rentabilité de ces investissements est particulièrement faible en cours des premières années de bail, si l'on tient compte de la part d'amortissement contenue dans les loyers et des frais d'entretien et de gestion. »

« Le loyer d'une opération de crédit-bail est plus rémunérateur que l'origine de celui d'une opération de location simple, mais il n'est que partiellement protégé contre l'érosion monétaire. L'indexation des contrats actuels ne portant que sur une part relativement faible du capital investi. »

« La fait que le crédit-bail comporte, pour le preneur, un engagement de longue durée, constitue un élément de garantie pour le bailleur, mais les immeubles ainsi financés sont destinés à servir de patrimoine de la société à l'expiration du contrat. Ainsi se trouve donc posé un problème permanent, quelle que soit l'échelle, du remplissage des fonds investis dans de telles opérations. »

« Dans le cadre des négociations actuelles, le remplissage de vos fonds propres devrait être assuré jusqu'en 1982. Mais cela ne nous empêche pas d'avoir envisagé des maintenant nos opérations de diversification, pour lesquelles nous essayons de pratiquer une équilibre entre les deux possibilités : soit l'achat de biens, location simple et crédit-bail, compte tenu des avantages et des inconvénients inhérents à ces deux types d'opérations. »

« Je souhaite maintenant évoquer un aspect du crédit-bail qui n'est pas toujours bien perçu et qui concerne le maintien du pouvoir d'achat du capital investi dans les SICOMI. »

« Pour maintenir la valeur du capital constant en francs constants, nous devons que l'indexation reflète bien l'érosion monétaire, à savoir nécessaire de mettre chaque année en réserve le produit de l'indexation de la part d'amortissement en le consacrant à un nouvel investissement indexé. »

« Mais la législation en vigueur nous obligeait, aux SICOMI de verser au moins 85 % du bénéfice annuel, ce qui nous intéressait d'ailleurs au premier chef. De ce fait, elle ne permet pas de constituer des réserves suffisantes en période d'érosion monétaire importante. Le partage du fruit de l'indexation, fait, par conséquent, en faveur du receveur chaque année, en plus du revenu du capital non amorti, une partie de la protection affectée au patrimoine qui, de ce fait, diminue en francs constants. »

« Il y aurait lieu de tenir compte de cette érosion dans l'appréciation que fait le marché boursier du titre de notre société. »

« Dès la fin de 1979, nous avons engagé une administration des P.T.T. des conversations en vue de souscrire de nouveaux contrats de financement d'équipement de télécommunications. Les engagements s'ils sont retenus, porteront sur 150 millions de francs de contrats, dont 150 millions financés par les fonds propres de remplissage de la société et 300 millions couverts par des emprunts. »

« Nous poursuivons parallèlement notre recherche d'opérations immobilières, depuis le début de l'année, le département de gestion de portefeuille et celui chargé de la clientèle privée. »

« Enfin, le conseil a désigné M. Georges Boyer en qualité de vice-président du conseil de surveillance. »

MORGAN ET Cie S.A.

Le conseil de surveillance réuni le 22 juin 1980 a pris connaissance du rapport du directeur sur les opérations de la société depuis le début de l'exercice.

Comme prévu, l'annulation obligatoire à laquelle la société a procédé à la fin de l'année dernière a permis une progression très importante des crédits en francs français accordés à des entreprises de premier plan.

Le montant total des en-cours de crédits à la clientèle et des ouvertures de crédits confirmés en francs et en devises est passé de 126 millions à fin 1979 à environ 164 millions au 31 juin 1980. La société s'attachera au cours des prochains mois à poursuivre le développement de ses engagements à moyen terme.

D'autre part, la société a participé au cours des cinq premiers mois de l'année au placement de vingt-trois émissions obligataires. Le caractère de placement de tels emprunts auprès de la clientèle de la société, tant française qu'étrangère, s'est développé de manière très satisfaisante.

M. Alain Colas, appelé à prendre la direction générale de J.P. Morgan (Suisse) S.A. à Genève, a été amené à présenter sa démission de membre du conseil.

Le conseil de surveillance a nommé, pour le remplacer, M. Jean de Dampville-Dodman, qui, sein du bureau de Paris de Morgan Guaranty Trust Company of New York, assure la direction de la division regroupant le département de gestion de portefeuille et celui chargé de la clientèle privée.



Agip

Assemblée ordinaire des actionnaires pour l'approbation du bilan clôturé au 31 décembre 1979

Résultats de 1979

| | 1979 | 1978 | Accroiss. |
|---|-------|-------|-----------|
| tonnes de brut disponible | 42,9 | 37,7 | 13,8% |
| m ³ gaz naturel produit en Italie | 12,3 | 12,0 | 2% |
| Millions de U.S. \$ | | | |
| Chiffre d'affaires | 7.184 | 3.950 | 81,8% |
| Investissements effectués au cours de l'année | 345 | 280 | 23,2% |
| Amortissements | 338 | 302 | 11,9% |
| Total des investissements | 1.064 | 910 | 16,9% |
| Bénéfice net | 144 | 87 | 65,5% |

L'Assemblée ordinaire des actionnaires de l'AGIP S.p.A., convoquée à Rome le 14 Mai 1980 présidée par M. Enzo Barbaglia, a approuvé le rapport du Conseil d'Administration, le bilan et le compte de pertes et profits relatifs à l'exercice clôturé au 31 décembre 1979.

L'Assemblée ordinaire des actionnaires a approuvé à l'unanimité la situation patrimoniale et le compte de pertes et profits, vérifiés par le Collège des Commissaires aux Comptes, clôturé au 31 décembre 1979, ainsi que le rapport du Conseil d'Administration et a décidé de répartir le bénéfice de l'exercice de la façon suivante :

(millions)
136 en tant que dividende de L. 660 aux actionnaires pour chacune des 166.000 actions ordinaires d'une valeur de L. 2.500 chacune
7 la réserve légale, soit 5% du bénéfice net
à reporter à nouveau

Résultats consolidés de l'AGIP et des sociétés contrôlées en Italie et à l'étranger :

produits pétroliers raffinés : 41,5 millions de tonnes
produits pétroliers vendus : 43,1 millions de tonnes
chiffre d'affaires : U.S. \$ 18.656 millions
investissements de l'année : U.S. \$ 1.025 millions
amortissements : U.S. \$ 1.057 millions

L'AGIP opère dans 45 pays situés dans les cinq continents, à travers 25 sociétés contrôlées et 32 sociétés partielles, dans les secteurs de la recherche et de la production de pétrole, de gaz, d'uranium, de charbon ainsi que dans les secteurs des ressources renouvelables, de la conservation de l'énergie, du raffinage et de la distribution de produits pétroliers.

| Bilan au 31.12.1979 | | | U.S. \$ millions |
|--|-------|--|------------------|
| ACTIF | | | |
| Actifs divers : | | | |
| Caisse et banques | 83 | | |
| Crédits commerciaux et divers | 1.503 | | |
| Stocks | 503 | | 2.089 |
| Immobilisation et crédits financiers : | | | |
| Participations | 540 | | |
| Financements à des tiers, à des sociétés contrôlées et apparentées | 775 | | 1.315 |
| Investissements : | | | |
| Immobilisations corporelles | 992 | | |
| Immobilisations corporelles en cours et avances pour investissements | 78 | | 1.070 |
| | | | 4.474 |
| Engagements | | | 470 |
| | | | 4.944 |
| PASSIF | | | |
| Passifs divers : | | | |
| Dettes commerciales et diverses | 1.393 | | |
| Banques | 54 | | 1.447 |
| Dettes financières | | | 1.385 |
| Provision pour amortissement et autres provisions | | | 955 |
| Capital et réserves | 516 | | |
| Réserve légale et autres réserves | 27 | | 543 |
| Bénéfice net de l'exercice | | | 144 |
| | | | 4.474 |
| Engagements | | | 470 |
| | | | 4.944 |

La conversion Lires/dollars a été effectuée selon le taux officiel de change en vigueur au 31 décembre 1979 (1 dollar = 804 Lires)

500 من الأصول

LES MARCHÉS FINANCIERS

LISTE DE PARIS

16 JUILLET

LES MARCHÉS FINANCIERS

PARIS
16 JUILLET

Effritement

Un calme plat a continué de régner mercredi à la Bourse de Paris. Le manque d'affaires, plus marqué encore que la veille, a, cette fois, très légèrement pesé sur la tendance. Sensible dès l'ouverture, l'effritement des cours s'est poursuivi en cours de séance et, en clôture, l'indicateur instantané enregistrait une légère baisse de 0,1 % environ.

Plus significative encore de l'engourdissement qui paraît s'être emparé de la Bourse depuis sa réouverture après le long week-end du 14 juillet, a été l'étroite évolution des valeurs françaises de part et d'autre de leurs niveaux irrédigibles.

Peu, et même très peu, s'en sont vraiment écartées, une quinzaine à la baisse, notamment Paris-France (-4,9%), S.A.T. (-3,7%), Lyonnaise des Eaux (-3,2 %), et un nombre égal à la hausse, à savoir Saint-Louis (+ 2,2 %), Chargeurs Réunis (+ 1,9 %), Avions Marcel Dassault (+1,7%), I.R.T. (+ 1,7 %) et Creusot-Loire (+ 1,7 %).

Alleurs, dans la très grande majorité des cas les variations de cours se sont mesurées par fractions.

Ni la réduction du déficit commercial en juin ni la légère baisse du chômage le même mois n'ont eu le moindre effet sur le marché. L'on peut même se demander si, à l'inverse, le fâchisme et la production industrielle et les prévisions assez pessimistes de la Banque de France en ont eu un.

Un professionnel résumait le

Un professionnel résumait la situation : « Les carnets de commandes sont vides parce que personne n'achète ni ne vend. C'est le cercle vicieux car les grands investisseurs, jugeant les cours trop hauts, se refusent à prendre position et très peu se dégagent les estimant trop bas. » Autrement dit c'est l'exemple type du navet bloqué.

Sur les indications de Londres, l'or est remonté avec le lingot à 83 100 F (+ 600 F) et le napoléon à 738 F (+ 11 F) dans un marché plus étoffé.

LONDRES

Après la hausse récente, les industrielles sont plus calmes et irrégulières jeudi matin au Stock Exchange. Les fonds d'Etat sont stables et seules les mines d'or poursuivent leur mouvement de hausse.

| | CLÔTURE | COURS |
|-------------------------|-----------|--------------|
| Or (verrebut) (Mollars) | 634 25 | cours 824 75 |
| VALEURS | | |
| | CLÔTURE | 16 7 |
| Banque | 153 .. | 153 ... |
| British Petroleum | 358 .. | 358 ... |
| Comptoir d'Escompte | 83 .. | 83 ... |
| Crédit Algérien | 18 .. | 18 ... |
| Crédit Commercial | 362 .. | 362 ... |
| Crédit Industriel | 468 .. | 468 ... |
| Crédit Lyonnais | 441 .. | 441 ... |
| Crédit Maritime | 425 .. | 425 ... |
| Crédit Mobilier | 416 .. | 416 ... |
| Crédit Rénouveau | 35 3/8 .. | 35 3/8 ... |
| Crédit Républicain | 83 3/4 .. | 84 3/4 ... |
| Crédit Saint-Etienne | 71 .. | 71 ... |

NOUVELLES DES SOCIÉTÉS

BUFFELSFONTEIN. — Bénéfice net du second trimestre : 28,05 millions de rands contre 32,31 millions pour le premier.

DU PONT DE NEMOURS. — Le chiffre d'affaires réalisés en 1979 par les quatre-vingt groupes chimiques mondiaux en Europe, au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, s'élève à 23 milliards de dollars, dont 12 milliards de dollars (52 %) sont réalisés en France (dont 3 + 30 %). Le bénéfice net retiré du montant de ces ventes a atteint 2,5 milliards de dollars (11 %). Le compte pour près de 25 % dans le résultat net consolidé du groupe (2 339 millions de dollars).

Rien qu'en Europe, Du Pont de Nemours envisage d'investir 400 millions de dollars dans les trois prochaines années (10 % des investissements totaux du groupe). Alors que les investissements européens en 1978 ont été de 100 millions de dollars, les fibres synthétiques ont contribué à 50 % des bénéfices dans le groupe. Du Pont a continué d'augmenter des bénéfices dans le secteur de l'activité (285 millions de dollars).

COURS DU DOLLAR A TOKYO

| | |
|------|------|
| 18/7 | 17/7 |
|------|------|

| | | |
|---------------------------------|--------|--------|
| dollar (ou franc)... | 219 20 | 218 05 |
| Taux du marché monétaire | | |
| Hets privés, du 17/7 ... | 12 1/8 | % |

NEW-YORK

Le mouvement de hausse a repris mercredi à Wall Street, mais de façon assez désordonnée, l'apparition d'une nouvelle vague de ventes bénéficiaires ayant obligé le marché à se replier après une très sensible avance initiale. Finalement, une partie du terrain perdu a été regagné et l'indice des industrielles, un moment repassé en dessous de la barre des 900, s'est établi à 904,43 (+ 2,80 points). Au plus haut de la séance, il avait atteint 912,97. Une forte activité a continué de régner et 49,14 millions de titres ont été échangés.

D'après certains spécialistes, les achats effectués par les grands investisseurs continuent de soutenir le marché. D'autres, cependant, imputent la fermeté des cours aux positions prises à New-York par des opérateurs européens confiants dans la capacité de redressement de

| VALEURS | COURS 15/7 | COURS 16/7 |
|-------------|---------------|---------------|
| Alcoa | \$8 3/4 | \$1 ... |

[illegible]

INDICES QUOTIDIENS
(INSEE, base 100 : 29 déc. 1979)

15 juil. 16 juil

| | | |
|--|-------|-------|
| Valeurs françaises .. | 106,1 | 105,7 |
| Valeurs étrangères .. | 108,7 | 109,3 |
| Cle DES AGENTS DE CHANGE (Base 100 : 29 déc. 1961) | | |
| Indice général | 107,6 | 107,6 |

NOUVELLES DES SOCIÉTÉS

BUFFELSFONTEIN. — Bénéfice net du second trimestre : 28,05 millions de rands contre 32,31 millions pour le premier.

DU PONT DE NEUMOURS. Le chiffre d'affaires réalisé en 1978 par les quatre-vingt chimie mondiale en Europe, au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, s'élève à 10 milliards de dollars (+ 30 %). Le bénéfice net représente 10 % du chiffre d'affaires, soit 1 milliard de dollars (+ 30 %). Le montant de ces ventes a atteint 10 milliards de dollars (+ 30 %).

Le compte pour près de 25 % dans le résultat net consolidé du groupe (938 millions de dollars).

En ce qui concerne l'Europe, Du Pont ne cesse d'investir 400 millions de dollars par an, soit trois fois plus que les autres groupes chimiques européens (10 % des investissements totaux du groupe). Alors que les autres groupes européens ont enregistré une baisse de 10 % de fibres synthétiques ou de produits chimiques en 1978, Du Pont a continué d'engranger des bénéfices dans le secteur de l'activité (288 millions de dollars).

COURS DU DOLLAR A TOKYO

| | | |
|--|------|------|
| | 18/7 | 17/7 |
|--|------|------|

| | | |
|---------------------------------|--------|--------|
| 1 dollar (en rous)... | 215 20 | 218 05 |
| <hr/> | | |
| Taux du marché monétaire | | |
| Effets privés, du 17/7 ... | 12 1/8 | % |

6 JULY

| URS | Cours précéd. | Dernier cours | VALEURS | Cours précéd. |
|-----|------------------|------------------|---------|------------------|
|-----|------------------|------------------|---------|------------------|

issé et 380 n'ont pas varié.

| VALEURS | COURS 15/7 | COURS 16/7 |
|---------|------------------|------------------|
| | 50 3/4 50 1/4 | 51 ... 50 ... |

| | | |
|-------------------|--------|--------|
| og | 62 3/4 | 52 3/4 |
| g | 38 1/2 | 39 |
| g Manhattan Bank | 48 1/4 | 44 1/8 |
| g Manhattan Trust | 48 1/4 | 44 1/8 |
| g National | 57 1/8 | 56 1/8 |
| g | 61 1/2 | 58 3/8 |
| g | 26 1/4 | 28 |
| gral Electric | 64 1/2 | 64 1/2 |
| gral Fields | 39 1/2 | 37 7/8 |
| gral Motors | 62 1/2 | 61 1/2 |
| gysar | 15 7/8 | 15 3/8 |
| g | 63 3/4 | 64 1/4 |
| g | 29 1/2 | 28 5/8 |
| g | 27 5/8 | 27 1/2 |
| g ON | 74 1/2 | 76 1/2 |
| g | 41 7/8 | 41 |
| g | 121 | 121 |
| g | 47 1/4 | 37 1/8 |
| g Inc. | 19 1/2 | 19 1/4 |
| g | 44 1/2 | 44 7/8 |
| g | 21 | 21 |
| g | 25 | 25 1/8 |
| g | 58 1/2 | 58 |

INDICES QUOTIDIENS
INSEE, base 100 : 29 dec. 1979)
15 juil. 16 juil

| | | | |
|---|-------|-------|-------|
| Revenus français | .. | 106,1 | 105,7 |
| Revenus étrangers | .. | 108,7 | 109,3 |
| Indice DES AGENTS DE CHANGE (Base 100 : 29 déc. 1961) | | | |
| Indice général | | 107,6 | 107,6 |

COMPTANT

| Principales valeurs | VALEURS | Cours précéd. | Derniers cours |
|---------------------|---------|---------------|----------------|
|---------------------|---------|---------------|----------------|

BOURSE DE PARIS 15 JUILLET COMPTANT

[illegible]

MARCHÉ À TERME

| Composition des Valeurs | | | | | | Composition des Valeurs | | | | | | Composition des Valeurs | | | | | | Composition des Valeurs | | | | | | Composition des Valeurs | | | | | | |
|-------------------------|---------------|---------|---------|---------|----------------------|-------------------------|-------------|---------|---------|---------|----------------------|-------------------------|-------------|---------|---------|---------|----------------------|-------------------------|--------------|---------|---------|---------|----------------------|-------------------------|--------------|---------|---------|---------|----------------------|----|
| Composition | VALEURS | Précéd. | Précéd. | Dernier | Compt. premier cours | Composition | VALEURS | Précéd. | Précéd. | Dernier | Compt. premier cours | Composition | VALEURS | Précéd. | Précéd. | Dernier | Compt. premier cours | Composition | VALEURS | Précéd. | Précéd. | Dernier | Compt. premier cours | Composition | VALEURS | Précéd. | Précéd. | Dernier | Compt. premier cours | |
| 2225 | A.S. 1973... | 2326 | 2340 | 2384 | 2358 | 1270 | En-Apaltine | 1274 | 1286 | 1286 | 1280 | 171 | Navy, Mita | 174 | 170 | 175 | 175 | 989 | Thl. Electr. | 995 | 990 | 932 | 918 | 285 | Gen. Electr. | 223 | 220 | 220 | 22 | 22 |
| 2242 | C.N.E. 3... | 3643 | 3583 | 3585 | 3640 | 1271 | (partielle) | 1277 | 1285 | 1285 | 1280 | 172 | Nobel-Borel | 178 | 175 | 175 | 175 | 990 | (oh.) | 125 | 125 | 128 | 128 | 286 | Gen. Mining | 223 | 220 | 220 | 22 | 22 |
| 2242 | Africane Ind. | 373 | 373 | 373 | 373 | 1272 | E.S. 1973 | 1277 | 1285 | 1285 | 1280 | 173 | Nobel-Borel | 178 | 175 | 175 | 175 | 991 | Thl. Electr. | 995 | 990 | 932 | 918 | 286 | Gen. Electr. | 223 | 220 | 220 | 22 | 22 |
| 2242 | Al. Alumin. | 415 | 415 | 415 | 410 | 1273 | E.S. 1973 | 1277 | 1285 | 1285 | 1280 | 174 | Nobel-Borel | 178 | 175 | 175 | 175 | 992 | Thl. Electr. | 995 | 990 | 932 | 918 | 286 | Gen. Electr. | 223 | 220 | 220 | 22 | 22 |
| 2242 | Al. Part. | 94 | 94 | 94 | 94 | 1274 | E.S. 1973 | 1277 | 1285 | 1285 | 1280 | 175 | Nobel-Borel | 178 | 175 | 175 | 175 | 993 | Thl. Electr. | 995 | 990 | 932 | 918 | 286 | Gen. Electr. | 223 | 220 | 220 | 22 | 22 |
| 2242 | Al. Sider. | 428 | 428 | 428 | 423 | 1275 | E.S. 1973 | 1277 | 1285 | 1285 | 1280 | 176 | Nobel-Borel | 178 | 175 | 175 | 175 | 994 | Thl. Electr. | 995 | 990 | 932 | 918 | 286 | Gen. Electr. | 223 | 220 | 220 | 22 | 22 |
| 2242 | Al. Sider. | 428 | 428 | 428 | 423 | 1276 | E.S. 1973 | 1277 | 1285 | 1285 | 1280 | 177 | Nobel-Borel | 178 | 175 | 175 | 175 | 995 | Thl. Electr. | 995 | 990 | 932 | 918 | 286 | Gen. Electr. | 223 | 220 | 220 | 22 | 22 |
| 2242 | Al. Sider. | 428 | 428 | 428 | 423 | 1277 | E.S. 1973 | 1277 | 1285 | 1285 | 1280 | 178 | Nobel-Borel | 178 | 175 | 175 | 175 | 996 | Thl. Electr. | 995 | 990 | 932 | 918 | 286 | Gen. Electr. | 223 | 220 | 220 | 22 | 22 |
| 2242 | Al. Sider. | 428 | 428 | 428 | 423 | 1278 | E.S. 1973 | 1277 | 1285 | 1285 | 1280 | 179 | Nobel-Borel | 178 | 175 | 175 | 175 | 997 | Thl. Electr. | 995 | 990 | 932 | 918 | 286 | Gen. Electr. | 223 | 220 | 220 | 22 | 22 |
| 2242 | Al. Sider. | 428 | 428 | 428 | 423 | 1279 | E.S. 1973 | 1277 | 1285 | 1285 | 1280 | 180 | Nobel-Borel | 178 | 175 | 175 | 175 | 998 | Thl. Electr. | 995 | 990 | 932 | 918 | 286 | Gen. Electr. | 223 | 220 | 220 | 22 | 22 |
| 2242 | Al. Sider. | 428 | 428 | 428 | 423 | 1280 | E.S. 1973 | 1277 | 1285 | 1285 | 1280 | 181 | Nobel-Borel | 178 | 175 | 175 | 175 | 999 | Thl. Electr. | 995 | 990 | 932 | 918 | 286 | Gen. Electr. | 223 | 220 | 220 | 22 | 22 |
| 2242 | Al. Sider. | 428 | 428 | 428 | 423 | 1281 | E.S. 1973 | 1277 | 1285 | 1285 | 1280 | 182 | Nobel-Borel | 178 | 175 | 175 | 175 | 1000 | Thl. Electr. | 995 | 990 | 932 | 918 | 286 | Gen. Electr. | 223 | 220 | 220 | 22 | 22 |
| 2242 | Al. Sider. | 428 | 428 | 428 | 423 | 1282 | E.S. 1973 | 1277 | 1285 | 1285 | 1280 | 183 | Nobel-Borel | 178 | 175 | 175 | 175 | 1001 | Thl. Electr. | 995 | 990 | 932 | 918 | 286 | Gen. Electr. | 223 | 220 | 220 | 22 | 22 |
| 2242 | Al. Sider. | 428 | 428 | 428 | 423 | 1283 | E.S. 1973 | 1277 | 1285 | 1285 | 1280 | 184 | Nobel-Borel | 178 | 175 | 175 | 175 | 1002 | Thl. Electr. | 995 | 990 | 932 | 918 | 286 | Gen. Electr. | 223 | 220 | 220 | 22 | 22 |
| 2242 | Al. Sider. | 428 | 428 | 428 | 423 | 1284 | E.S. 1973 | 1277 | 1285 | 1285 | 1280 | 185 | Nobel-Borel | 178 | 175 | 175 | 175 | 1003 | Thl. Electr. | 995 | 990 | 932 | 918 | 286 | Gen. Electr. | 223 | 220 | 220 | 22 | 22 |
| 2242 | Al. Sider. | 428 | 428 | 428 | 423 | 1285 | E.S. 1973 | 1277 | 1285 | 1285 | 1280 | 186 | Nobel-Borel | 178 | 175 | 175 | 175 | 1004 | Thl. Electr. | 995 | 990 | 932 | 918 | 286 | Gen. Electr. | 223 | 220 | 220 | 22 | 22 |
| 2242 | Al. Sider. | 428 | 428 | 428 | 423 | 1286 | E.S. 1973 | 1277 | 1285 | 1285 | 1280 | 187 | Nobel-Borel | 178 | 175 | 175 | 175 | 1005 | Thl. Electr. | 995 | 990 | 932 | 918 | 286 | Gen. Electr. | 223 | 220 | 220 | 22 | 22 |
| 2242 | Al. Sider. | 428 | 428 | 428 | 423 | 1287 | E.S. 1973 | 1277 | 1285 | 1285 | 1280 | 188 | Nobel-Borel | 178 | 175 | 175 | 175 | 1006 | Thl. Electr. | 995 | 990 | 932 | 918 | 286 | Gen. Electr. | 223 | 220 | 220 | 22 | 22 |
| 2242 | Al. Sider. | 428 | 428 | 428 | 423 | 1288 | E.S. 1973 | 1277 | 1285 | 1285 | 1280 | 189 | Nobel-Borel | 178 | 175 | 175 | 175 | 1007 | Thl. Electr. | 995 | 990 | 932 | 918 | 286 | Gen. Electr. | 223 | 220 | 220 | 22 | 22 |
| 2242 | Al. Sider. | 428 | 428 | 428 | 423 | 1289 | E.S. 1973 | 1277 | 1285 | 1285 | 1280 | 190 | Nobel-Borel | 178 | 175 | 175 | 175 | 1008 | Thl. Electr. | 995 | 990 | 932 | 918 | 286 | Gen. Electr. | 223 | 220 | 220 | 22 | 22 |
| 2242 | Al. Sider. | 428 | 428 | 428 | 423 | 1290 | E.S. 1973 | 1277 | 1285 | 1285 | 1280 | 191 | Nobel-Borel | 178 | 175 | 175 | 175 | 1009 | Thl. Electr. | 995 | 990 | 932 | 918 | 286 | Gen. Electr. | 223 | 220 | 220 | 22 | 22 |
| 2242 | Al. Sider. | 428 | 428 | 428 | 423 | 1291 | E.S. 1973 | 1277 | 1285 | 1285 | 1280 | 192 | Nobel-Borel | 178 | 175 | 175 | 175 | 1010 | Thl. Electr. | 995 | 990 | 932 | 918 | 286 | Gen. Electr. | 223 | 220 | 220 | 22 | 22 |
| 2242 | Al. Sider. | 428 | 428 | 428 | 423 | 1292 | E.S. 1973 | 1277 | 1285 | 1285 | 1280 | 193 | Nobel-Borel | 178 | 175 | 175 | 175 | 1011 | Thl. Electr. | 995 | 990 | 932 | 918 | 286 | Gen. Electr. | 223 | 220 | 220 | 22 | 22 |
| 2242 | Al. Sider. | 428 | 428 | 428 | 423 | 1293 | E.S. 1973 | 1277 | 1285 | 1285 | 1280 | 194 | Nobel-Borel | 178 | 175 | 175 | 175 | 1012 | Thl. Electr. | 995 | 990 | 932 | 918 | 286 | Gen. Electr. | 223 | 220 | 220 | 22 | 22 |
| 2242 | Al. Sider. | 428 | 428 | 428 | 423 | 1294 | E.S. 1973 | 1277 | 1285 | 1285 | 1280 | 195 | Nobel-Borel | 178 | 175 | 175 | 175 | 1013 | Thl. Electr. | 995 | 990 | 932 | 918 | 286 | Gen. Electr. | 223 | 220 | 220 | 22 | 22 |
| 2242 | Al. Sider. | 428 | 428 | 428 | 423 | 1295 | E.S. 1973 | 1277 | 1285 | 1285 | 1280 | 196 | Nobel-Borel | 178 | 175 | 175 | 175 | 1014 | Thl. Electr. | 995 | 990 | 932 | 918 | 286 | Gen. Electr. | 223 | 220 | 220 | 22 | 22 |
| 2242 | Al. Sider. | 428 | 428 | 428 | 423 | 1296 | E.S. 1973 | 1277 | 1285 | 1285 | 1280 | 197 | Nobel-Borel | 178 | 175 | 175 | 175 | 1015 | Thl. Electr. | 995 | 990 | 932 | 918 | 286 | Gen. Electr. | 223 | 220 | 220 | 22 | 22 |
| 2242 | Al. Sider. | 428 | 428 | 428 | 423 | 1297 | E.S. 1973 | 1277 | 1285 | 1285 | 1280 | 198 | Nobel-Borel | 178 | 175 | 175 | 175 | 1016 | Thl. Electr. | 995 | 990 | 932 | 918 | 286 | Gen. Electr. | 223 | 220 | 220 | 22 | 22 |
| 2242 | Al. Sider. | 428 | 428 | 428 | 423 | 1298 | E.S. 1973 | 1277 | 1285 | 1285 | 1280 | 199 | Nobel-Borel | 178 | 175 | 175 | 175 | 1017 | Thl. Electr. | 995 | 990 | 932 | 918 | 286 | Gen. Electr. | 223 | 220 | 220 | 22 | 22 |
| 2242 | Al. Sider. | 428 | 428 | 428 | 423 | 1299 | E.S. 1973 | 1277 | 1285 | 1285 | 1280 | 200 | Nobel-Borel | 178 | 175 | 175 | 175 | 1018 | Thl. Electr. | 995 | 990 | 932 | 918 | 286 | Gen. Electr. | 223 | 220 | 220 | 22 | 22 |
| 2242 | Al. Sider. | 428 | 428 | 428 | 423 | 1300 | E.S. 1973 | 1277 | 1285 | 1285 | 1280 | 201 | Nobel-Borel | 178 | 175 | 175 | 175 | 1019 | Thl. Electr. | 995 | 990 | 932 | 918 | 286 | Gen. Electr. | 223 | 220 | 220 | 22 | 22 |
| 2242 | Al. Sider. | 428 | 428 | 428 | 423 | 1301 | E.S. 1973 | 1277 | 1285 | 1285 | 1280 | 202 | Nobel-Borel | 178 | 175 | 175 | 175 | 1020 | Thl. Electr. | 995 | 990 | 932 | 918 | 286 | Gen. Electr. | 223 | 220 | 220 | 22 | 22 |
| 2242 | Al. Sider. | 428 | 428 | 428 | 423 | 1302 | E.S. 1973 | 1277 | 1285 | 1285 | 1280 | 203 | Nobel-Borel | 178 | 175 | 175 | 175 | 1021 | Thl. Electr. | 995 | 990 | 932 | 918 | 286 | Gen. Electr. | 223 | 220 | 220 | 22 | 22 |
| 2242 | Al. Sider. | 428 | 428 | 428 | 423 | 1303 | E.S. 1973 | 1277 | 1285 | 1285 | 1280 | 204 | Nobel-Borel | 178 | 175 | 175 | 175 | 1022 | Thl. Electr. | 995 | 990 | 932 | 918 | 286 | Gen. Electr. | 223 | 220 | 220 | 22 | 22 |
| 2242 | Al. Sider. | 428 | 428 | 428 | 423 | 1304 | E.S. 1973 | 1277 | 1285 | 1285 | 1280 | 205 | Nobel-Borel | 178 | 175 | 175 | 175 | 1023 | Thl. Electr. | 995 | 990 | 932 | 918 | 286 | Gen. Electr. | 223 | 220 | 220 | 22 | 22 |
| 2242 | Al. Sider. | 428 | 428 | 428 | 423 | 1305 | E.S. 1973 | 1277 | 1285 | 1285 | 1280 | 206 | Nobel-Borel | 178 | 175 | 175 | 175 | 1024 | Thl. Electr. | 995 | 990 | 932 | 918 | 286 | Gen. Electr. | 223 | 220 | 220 | 22 | 22 |
| 2242 | Al. Sider. | 428 | 428 | 428 | 423 | 1306 | E.S. 1973 | 1277 | 1285 | 1285 | 1280 | 207 | Nobel-Borel | 178 | 175 | 175 | 175 | 1025 | Thl. Electr. | 995 | 990 | 932 | 918 | 286 | Gen. Electr. | 223 | 220 | 220 | 22 | 22 |
| 2242 | Al. Sider. | 428 | 428 | 428 | 423 | 1307 | E.S. 1973 | 1277 | 1285 | 1285 | 1280 | 208 | Nobel-Borel | 178 | 175 | 175 | 175 | 1026 | Thl. Electr. | 995 | 990 | 932 | 918 | 286 | Gen. Electr. | 223 | 220 | 220 | 22 | 22 |
| 2242 | Al. Sider. | 428 | 428 | 428 | 423 | 1308 | E.S. 1973 | 1277 | 1285 | 1285 | 1280 | 209 | Nobel-Borel | 178 | 175 | 175 | 175 | 1027 | Thl. Electr. | 995 | 990 | 932 | 918 | 286 | Gen. Electr. | 223 | 220 | 220 | 22 | 22 |
| 2242 | Al. Sider. | 428 | 428 | 428 | 423 | 1309 | E.S. 1973 | 1277 | 1285 | 1285 | 1280 | 210 | Nobel-Borel | 178 | 175 | 175 | 175 | 1028 | Thl. Electr. | 995 | 990 | 932 | 918 | 286 | Gen. Electr. | 223 | 220 | 220 | 22 | 22 |
| 2242 | Al. Sider. | 428 | 428 | 428 | 423 | 1310 | E.S. 1973 | 1277 | 1285 | 1285 | 1280 | 211 | Nobel-Borel | 178 | 175 | 175 | 175 | 1029 | Thl. Electr. | 995 | 990 | 932 | 918 | 286 | Gen. Electr. | 223 | 220 | 220 | 22 | 22 |
| 2242 | Al. Sider. | 428 | 428 | 428 | 423 | 1311 | E.S. 1973 | 1277 | 1285 | 1285 | 1280 | 212 | Nobel-Borel | 178 | 175 | 175 | 175 | 1030 | Thl. Electr. | 995 | 990 | 932 | 918 | 286 | Gen. Electr. | 223 | 220 | 220 | 22 | 22 |
| 2242 | Al. Sider. | 428 | 428 | 428 | 423 | 1312 | E.S. 1973 | 1277 | 1285 | 1285 | 1280 | 213 | Nobel-Borel | 178 | 175 | 175 | 175 | 1031 | Thl. Electr. | 995 | 990 | 932 | 918 | 286 | Gen. Electr. | 223 | 220 | 220 | 22 | 22 |
| 2242 | Al. Sider. | 428 | 428 | 428 | 423 | 1313 | E.S. 1973 | 1277 | 1285 | 1285 | 1280 | 214 | Nobel-Borel | 178 | 175 | 175 | 175 | 1032 | Thl. Electr. | 995 | 990 | 932 | 918 | 286 | Gen. Electr. | 223 | 220 | 220 | 22 | 22 |
| 2242 | Al. Sider. | 428 | 428 | 428 | 423 | 1314 | E.S. 1973 | 1277</ | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |

COTE DES CHANGES | COURS DES BILLETS | MARCHÉ LIBRE DE L'OR

| COTE DES CHANGES | | | AUX CURIOTÉS | | MARCHÉ LIBRE DE L'OR | | | |
|-----------------------|----------------|---------------|--------------|-------|-------------------------------|----------------|---------------|--|
| MARCHÉ OFFICIEL | COURS BRIC. | COURS 16/7 | Achat | Vente | MONNAIES ET REVERS | COURS SPÉC. | COURS 16/7 | |
| Etats-Unis (\$) 1 | 4 957 | 4 957 | 3 929 | 4 120 | | | | |
| Allemagne (100 DM) | 282 70 | 279 120 | 224 | 285 | Or fin (Mle en barre)... | 82000 | 83000 | |
| France (100 F) | 212 18 | 212 170 | 21 | 214 | Or fin (Mle en barre)... | 82500 | 83100 | |
| Belgique (100 B) | 212 18 | 212 270 | 21 | 214 | Pièces d'or (20 gr.)... | 762 | 762 | |
| Danemark (100 kr.) | 74 885 | 74 935 | 75 | 900 | Pièces françaises (10 fr.)... | 399 | 399 | |
| Maroc (100 D.) | 26 100 | 26 100 | 26 | 26 | Pièces françaises (5 fr.)... | 508 | 508 | |
| Grande-Bretagne (£ 1) | 9 616 | 9 611 | 75 | 100 | Pièces indus (20 fr.)... | 588 | 588 | |
| Italie (1 000 lire) | 4 876 | 4 888 | 75 | 100 | Souverain... | 738 | 741 | |
| Suisse (100 S.) | 281 00 | 281 920 | 248 | 250 | Pièces de 20 dollars... | 2399 | 2399 | |
| Canada (100 C.) | 38 276 | 38 276 | 38 | 38 | Pièces de 10 dollars... | 119 | 119 | |
| Autriche (100 sch.) | 32 795 | 32 810 | 31 | 300 | Pièces de 8 dollars... | 989 | 989 | |
| Espagne (100 pes.) | 6 734 | 6 719 | 5 | 680 | Pièces de 50 pesetas... | 3319 | 3458 | |
| Portugal (100 esc.) | 3 521 | 3 521 | 3 | 3 | Pièces de 100 escudos... | 685 | 615 | |
| Canada (\$ can. 1) | 3 521 | 3 514 | 240 | 350 | | | | |

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

IDÉES

2. ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE : « Le châtiment du cygne de François Mitterrand », par Claude Lagueux ; « Pour les « barbares », par Francis Bois ; « Les dés sont pipés », par Bertrand Fessard de Foucault ; « Être ou ne pas être... candidat », par François Fourville-Alquier.

ÉTRANGER

3. PROGRES-ORIENT : « La situation en Iran », 4. AMÉRIQUES : « États-Unis : la préparation de l'élection présidentielle », 5. DIPLOMATIE : « La relance du dialogue Nord-Sud aux Nations unies », 6. ASIE : « L'Indonésie : la reconstruction de l'appareil central du P.N. », 7. EUROPE : « L'Allemagne fédérale : l'effet des immigrants devient le thème principal du débat pré-électoral ».

POLITIQUE

8. Quatre militants guyanais devant la Cour de sûreté de l'État. 9. LIBRES OPINIONS : « Contre l'écologie politique », par Odette Thibault, Haroun Taziefi et Henri Labonté.

SOCIÉTÉ

10. Le bilan de la Décennie de la femme à la conférence de Copenhague. 11. JUSTICE : l'affaire de Brégis. 12. SCIENCES : les élections au Centre national de la recherche scientifique. 13. MÉDECINE : « Une santé publique sans médicaments », livre opinion par le docteur Louis Lataillade. 14. ÉDUCATION : « Le journal anglais l'Observer menacé de disparition ; Les difficultés de la presse espagnole ».

CULTURE

15. FESTIVALS : Séminaire à Aix-les-Bains. 16. THÉÂTRE : Copi et Savard ou Lucernaire. 17. CINÉMA : Charlie Bravo, de Cl. Bernard-Aubert. 18. VARIÉTÉS : Coluche et Göttinger au Café de la Gare.

LE MONDE DES LIVRES

19. LE FEUILLETON de Bertrand Poirot-Delpech : « Giono, un demi-siècle d'avance ». 20. Les deux visages de Marcel Jouhadour. 21. Rome, les démons et les diables. 22. HISTOIRE RELIGIEUSE : du nouveau sur la « brigandage d'Aquile » ; Juifs et catholiques de 1919 à 1939. 23. Lectures d'été.

SPORTS

24. LES J.O. DE MOSCOU. — Une « vitrine » contestée (11) : « Le mythe brisé », par Alain Gledou. 25. CYCLISME : le Tour de France.

JOURS D'ÉTÉ

26-29. « Un voyage en Océanie », par Jean-Claude Gillebaud ; « Informations » Services ; « Météorologie ».

ENVIRONNEMENT

30. Le gouvernement se prononcera en septembre sur les propositions du rapport Miconx sur les animaux.

ÉCONOMIE

31. AFFAIRES : l'Etat détiendra 51 % du capital de la Caisse d'équipement aux P.M.E. 32. AUTOMOBILE : 33. ÉTRANGER : 34. ÉNERGIE : 35. SOCIAL : 36. AGRICULTURE :

RADIO-TELEVISION (21) : Annonces classées (22 et 23) ; Carnet (24) ; Programmes spectacles (25) ; Mots croisés (19) ; Sources (20).

Le numéro du « Monde » daté 17 juillet 1980 a été tiré à 524 963 exemplaires.

A B C D E F G

L'enquête annuelle sur les lecteurs de la presse

Le Centre d'études des supports de publicité (C.E.S.P.) vient de publier les résultats de son enquête annuelle par sondage effectuée auprès d'un échantillon de douze mille personnes âgées de plus de quinze ans, en France, entre octobre 1979 et mai 1980. L'audience de neuf quotidiens nationaux, de l'ensemble des quotidiens régionaux et de quatre-vingt-quatre périodiques est ainsi analysée.

Voici, comparés aux deux précédentes années, les résultats de l'enquête pour les quotidiens nationaux :

| NOMBRE DE LECTEURS (ENQUÊTE C.E.S.P.) | 1978 | 1979 | 1980 |
|---------------------------------------|-----------|-----------|-----------|
| Le Monde | 1 434 000 | 1 318 000 | 1 455 000 |
| France-Soir | 1 257 000 | 1 112 000 | 1 235 000 |
| Le Parisien libéré | 938 000 | 7 070 000 | 918 000 |
| L'Équipe | 704 000 | 319 000 | 842 000 |
| Le Figaro | 863 000 | 362 000 | 778 000 |
| Le Matin de Paris | 308 000 | 321 000 | 382 000 |
| L'Humanité | 553 000 | 438 000 | 438 000 |
| L'Aurore | 430 000 | 453 000 | 343 000 |
| La Croix | 290 000 | 243 000 | 238 000 |

Une enquête par sondage n'a pas la rigueur d'un contrôle de la diffusion. Elle est soumise à des aléas statistiques et les comparaisons en pourcentage n'ont aucun sens. Une telle enquête permet d'analyser l'évolution d'un titre sur une longue période ou les fortes fluctuations. D'après le tableau précédent, la presse parisienne aurait en 1979 globalement gagné 400 000 lecteurs. Or cette variation était peu conforme à l'évolution constatée lors des sondages de la diffusion. De même, la perte de 700 000 lecteurs entre 1979 et 1980 est trop sévère. On conclura par conséquent que, entre 1978 et 1979, la presse parisienne a globalement perdu 300 000 lecteurs (et non 300 000 lecteurs, que seuls deux titres, L'Équipe et le Matin de Paris, enregistrent une progression statistiquement significative, que le Monde et la Croix sont stables. Cinq journaux sont en baisse, légère pour le Parisien libéré (alors que les chiffres de diffusion sont en progression), plus importante pour le Figaro et très

A LA CHAMBRE D'ACCUSATION

Un avis favorable est donné à l'extradition de Mlle Girotto

La chambre d'accusation de la cour d'appel de Paris, présidée par M. Jean Bertholon, a rendu, mercredi 16 juillet, un arrêt concernant les quatre demandes d'extradition formulées par les autorités italiennes à l'encontre de Mlle Olga Girotto, vingt-trois ans, italienne, mariée, vingt-huit ans, M. M. Francis Pina et Enrico Bianco, âgés de vingt-huit ans, tous quatre arrêtés en France le 28 mars et qui ont comparu devant la tour le 2 juillet (le Monde du 6 juillet). Concernant Mlle Girotto, la cour a donné un avis favorable en raison, comme l'avait demandé l'avocat général, M. Pierre Guesde, de l'accusation retenue de menace de mort avec ordre ou sous condition (1). Mais si le gouvernement devait signer son extradition, Mlle Girotto devrait, en principe, répondre d'abord en France de ses liens présumés avec le groupe Action directe. Arrêtée à Paris dans un appartement où se trouvait 800 kilos d'explosifs, cette ressortissante italienne est, en effet, inculpée d'association de malfaiteurs par la Cour de sûreté de l'État.

A PÉRIQUEUX

Un détenu, bénéficiaire de la grâce présidentielle tue deux gendarmes et son amie

Mlle quatre cent dix détenus ont été libérés, les 15 et 16 juillet, après la mesure de grâce prise par M. Valéry Giscard d'Estaing à l'occasion de la fête nationale du 14 juillet (le Monde du 15 juillet). Cette décision, a indiqué, mercredi 16 juillet, le ministère de la justice, concerne les petits délinquants condamnés à des peines d'emprisonnement inférieures ou égales à un an. Les auteurs d'infractions graves ou de violence ne doivent pas en bénéficier. Les détenus libérés n'avaient plus à subir que quinze jours de détention. L'un d'eux, Dominique Ayet, âgé de trente ans, a utilisé cette remise de peine pour commettre, mercredi après-midi à Périgueux (Dordogne), un triple meurtre. Irrité par l'annonce du mariage prochain de son ancienne compagne, Mme Bessling, il s'est rendu, quelques minutes après sa levée d'écorce à la maison d'arrêt de la ville, au domicile de son amie pour la faire revenir sur sa décision. Une vive discussion s'est suivie entre les deux personnes. Prise de peur, Mme Bessling, qui habite la périphérie de Périgueux avec ses trois enfants âgés de dix-sept, treize et huit ans, a téléphoné à la gendarmerie.

La discussion a continué en présence de deux représentants de l'ordre, l'adjudant Besneau, âgé de quarante-deux ans, et le gendarme Lefort, âgé de trente-quatre ans, qui ont cherché à

La « bonne » affaire Rhône-Poulenc

La cession des actifs « chimie de base » du groupe Rhône-Poulenc à Elf-Aquitaine, annoncée le 9 juillet, était une bonne affaire. Pour les deux sociétés, comme le disent les présidents, mais aussi pour les gens s'intéressant aux valeurs mobilières, les moins certains d'entre eux, qui, ayant vu de l'opération, ont acheté les titres Rhône-Poulenc avant qu'elle ne soit officiellement annoncée.

Tout porte à croire qu'ils ont été relativement nombreux. L'évolution du volume des transactions en témoigne, qui est passée d'une dizaine de milliers de titres échangés quotidiennement pendant le mois de juin à plus de cinquante mille pendant la première semaine de juillet.

Bref, il y a des fuites dont certains ont bénéficié. Faute s'en étonner dès lors que les négociations ont duré plus de six mois et que le dossier a pu être consulté par plusieurs dizaines de personnes, tant à l'Élysée que dans l'administration, dans certaines banques et, enfin, dans les deux entreprises concernées, sans compter celles qui ont pu être informées de bouche à oreille. M. Giscard d'Estaing figure-t-elle parmi ces « heureux » ? Personne ne le dit. Mais le dossier Rhône-Poulenc a été acheté pour son compte. A-t-elle passé l'ordre elle-même ou bien est-ce le banquier chargé de gérer son compte de valeurs mobilières qui

La réunion de l'Élysée sur l'avenir de l'Ile-de-France est vivement critiquée par le P.C., la C.G.T. et la C.F.D.T.

La réunion interministérielle sur l'avenir de l'Ile-de-France, présidée le 17 juillet, par M. Valéry Giscard d'Estaing, devant être suivie par un débat sur le travail, a été l'objet d'une critique de la part du chef de l'État et de M. Raymond Barre, quatre membres du gouvernement, deux fonctionnaires et les bureaux des deux assemblées régionales (1). La gauche et les principaux syndicats ouvriers absents de cette rencontre (le Monde du 17 juillet) ont, par avance, réagi vivement, en critiquant le principe de telles rencontres. L'Union régionale C.G.T. affirme qu'à travers la révision du schéma directeur « d'agglomération », le gouvernement et le patronat de poursuivre et d'accroître le déclin de la région parisienne. La C.F.D.T. demande comment on peut « développer un schéma d'agglomération » si l'on n'a pas un plan régional. Elle estime aussi que les institutions régionales « sont des chambres de consultation et d'entreposage ».

Le P.C. pour sa part saisit cette occasion pour publier une brochure sur le thème « Vivre, travailler et décider en région parisienne ». Dans la préface qu'il consacre à ce texte, M. Georges Marchais, secrétaire général du P.C., qui est aussi conseiller régional d'Ile-de-France, rappelle que dès décembre 1978, il s'était élevé contre « le démantèlement industriel » de l'Ile-de-France dont il rend responsable « le pouvoir et le patronat » et il ajoute : « La région parisienne se trouve en effet aujourd'hui à un tournant. Les luttes se sont développées. Elles ont permis des succès. Elles inculquent le pouvoir » (1). Pour le conseil régional, son président, Michel Girard, secrétaire (R.P.R.) du Val-de-Marne, trois vice-présidents, MM. Pierre Bas, député R.P.R. de Paris, Adolphe Chauvin, sénateur C.D.S. du Val-d'Oise, Raymond Lamontagne,

DE LA SIMPLE RETOUCHE AU PLUS BEAU VÊTEMENT
PRIX EXCEPTIONNELS
avec la garantie d'un maître tailleur
COSTUMES
MESURE

A partir de 998 F dans un choix de 3 000 draperies
Fabrication traditionnelle
ROBES ET TAILLEURS
SUR MESURE
Prêt-à-porter Homme
Boutique Femme
OUVERT EN AOUT
mardi, mercredi, jeudi de 10 à 18 h.
LEGRAND Tailleur
27, rue de la République, PARIS (19e)
Tél. : 742-76-61

BAISSE DU DOLLAR REMONTÉE DE L'OR

En l'absence d'affermissement au début de la semaine, le dollar a chuté à nouveau mercredi soir 16 juillet et jeudi matin 17 juillet sur tous les marchés, revenant, à Paris, de 4,075 F à 4,025 F, et à Francfort, de 1,745 DM à 1,735 DM. Ce réajustement est attribué à la baisse du taux d'intérêt aux États-Unis et sur le marché de l'eurodollar, en liaison avec la diminution de l'activité économique entre-Atlantique.

Sur le marché de l'or, le cours de l'onça remonte doucement après sa chute des jours précédents, s'élevant à 330 dollars environ contre 324 dollars mercredi, 329 dollars mardi et 330 dollars la veille du week-end.

« L'HUMANITÉ » ET LE « BOYCOTTAGE SUR LES ONDES » DES J.O. DE MOSCOU

Évoquant « le boycottage sur les ondes » à propos de l'annulation par Antenne 2 de la retransmission en direct prévue le samedi 19 juillet, l'Humanité renouvelle l'appel lancé le mercredi 16 juillet par le comité de défense des libertés et des droits de l'homme que préside M. Georges Marchais, secrétaire général du P.C.F., et incite les téléspectateurs à adresser des messages de protestation et des pétitions aux directeurs des chaînes de télévision. Dans un post-scriptum à son éditorial, publié en première page, M. René Andrieu, directeur adjoint de ce quotidien, écrit : « Ainsi c'est officiel : Antenne 2 a décidé de censurer l'ouverture des Jeux olympiques. Dans un communiqué émis hier soir, la direction de la chaîne expliquait, hier soir, que « cette cérémonie relève beaucoup plus du journal que d'une rencontre sportive ». Décernons-lui une première médaille : celle de la médiocrité ».

Plus de cent cinquante personnes seraient mortes récemment dans une catastrophe aérienne en U.R.S.S. — Une catastrophe aérienne aurait fait plus de cent cinquante morts le 7 juillet près d'Alma-Ata, capitale du Kazakhstan, apprend-on le 16 juillet à Moscou de source informée. Dans son dernier numéro, la France du Kazakhstan, fait état de l'accident sans préciser toutefois les circonstances ni le nombre de victimes. L'avion — un Tupolev 154 effectuant la liaison entre Alma-Ata et la mer Noire via Kiev (Ukraine) — se serait écrasé sur un village quelques minutes après le décollage. Il aurait eu à son bord une colonie d'enfants partant dans les camps de pionniers de la mer Noire. — (A.F.P.)

Grâce à la suspension de la grève des mécaniciens navals de la marine marchande, — La grève des quelques vingt mille mécaniciens navigants grecs, déclenchée le 17 juillet (le Monde du 10 juillet) a été suspendue provisoirement le 15 juillet par une décision du tribunal du Pirée.

AVANT FERMETURE

MODERN HOUSE

LIQUIDATION

du stock de Vêtements de Qualité pour Hommes
JEUDI 17, VENDREDI 18, SAMEDI 19 JUILLET
et jours suivants

RABAIS ÉNORMES DERNIERS JOURS

ouvert tous les jours, de 10 heures à 19 h. 30
autorisation préfectorale loi 30-12-1906

15 Bd Saint-Michel Paris-5^e

PRESERVEZ VOTRE DOS FRAGILE avec «PIRFLEX PIRELLI» le sommier à lattes de bois articulé qui soutient particulièrement la colonne vertébrale et procure une relaxation totale. PIRELLI a prévu des matelas en latex spécialement conçus pour ce genre de sommier. RECOMMANDÉ PAR LE CORPS MÉDICAL DANS TOUTE LA FRANCE

CAPELOU

Seule adresse de vente : 37 Av. de la République - PARIS XI
DISTRIBUTEUR : Métro Parmentier Tél. : 357.46.35

مكتبة من الأمل